

Tous les marchés
présentent des défis
et des possibilités et
nous reconnaissons
qu'il nous incombe
de faire face à
ces défis et de
cerner les bonnes
possibilités.

Dan Daviau

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

EXERCICE 2020

Rapport
annuel

Aperçu financier

Principales informations financières^{1,2,7}

Pour les exercices clos les 31 mars

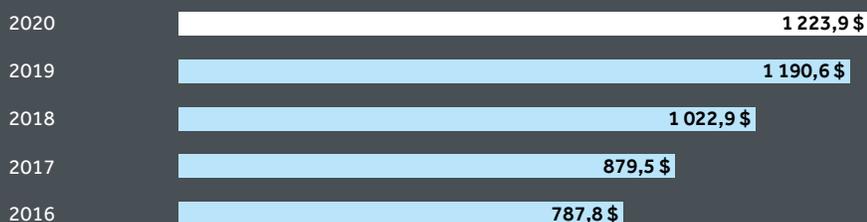
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2020	2019	2018	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	586 884 \$	556 475 \$	461 937 \$	30 409 \$	5,5 %
Financement de sociétés	236 962	294 241	282 195	(57 279)	(19,5) %
Honoraires de consultation	206 507	142 228	122 372	64 279	45,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	108 834	125 830	113 921	(16 996)	(13,5) %
Intérêts	63 690	51 008	27 875	12 682	24,9 %
Divers	20 990	20 785	14 577	205	1,0 %
Total des produits des activités ordinaires	1 223 867	1 190 567	1 022 877	33 300	2,8 %
Charges					
Charge de rémunération	738 313	716 625	625 853	21 688	3,0 %
Autres charges indirectes ³	383 527	356 240	298 250	27 287	7,7 %
Frais de restructuration ⁴	1 921	13 070	7 643	(11 149)	(85,3) %
Frais connexes aux acquisitions	(124)	3 064	6 732	(3 188)	(104,0) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	—	(8 608)	(100,0) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	48 355	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	207	304	298	(97)	(31,9) %
Total des charges	1 123 844	1 097 911	987 131	25 933	2,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat	100 023	92 656	35 746	7 367	8,0 %
Résultat net	86 554 \$	71 582 \$	17 077 \$	14 972 \$	20,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	86 490 \$	70 530 \$	13 024 \$	15 960 \$	22,6 %
Participations ne donnant pas le contrôle	64 \$	1 052 \$	4 053 \$	(988) \$	(93,9) %
Résultat par action ordinaire de base	0,78 \$	0,58 \$	0,04 \$	0,20 \$	34,5 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,65 \$	0,48 \$	0,03 \$	0,17 \$	35,4 %
Dividendes par action ordinaire	0,20 \$	0,20 \$	0,15 \$	— \$	—
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	— \$	—
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	— \$	—
Compte non tenu des éléments importants⁶					
Total des produits des activités ordinaires	1 223 867 \$	1 190 567 \$	1 022 877 \$	33 300 \$	2,8 %
Total des charges	1 100 810 \$	1 054 981 \$	912 270 \$	45 829 \$	4,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat	123 057 \$	135 586 \$	110 607 \$	(12 529) \$	(9,2) %
Résultat net	106 323 \$	107 355 \$	81 657 \$	(1 032) \$	(1,0) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	105 895 \$	106 303 \$	77 604 \$	(408) \$	(0,4) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	428 \$	1 052 \$	4 053 \$	(624) \$	(59,3) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,81 \$	0,80 \$	0,59 \$	0,01 \$	1,3 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	1 210 031 \$	25,5 %
Total du passif	5 027 421	3 870 934	3 165 813	1 156 487	29,9 %
Participations ne donnant pas le contrôle	156	1 997	13 571	(1 841)	(92,2) %
Total des capitaux propres	928 618	876 363	841 352	55 385	6,3 %
Nombre d'employés	2 308	2 112	1 956	196	9,3 %

- Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).
- Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, et les frais de développement.
- Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.
- Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019, et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.
- Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

Notre solide rendement financier pour l'exercice 2020 témoigne des efforts que nous avons déployés pour accroître l'apport aux produits des activités ordinaires récurrents de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, tout en nous affairant toujours plus à augmenter notre part des activités sur les marchés des capitaux à marge plus élevée. Nous avons atteint un équilibre dans la composition de nos activités qui nous permettra de nous démarquer dans les marchés.

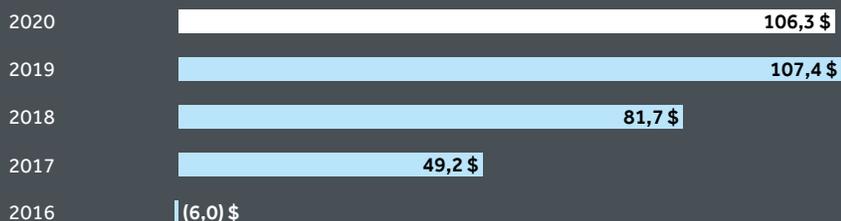
Produits des activités ordinaires

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



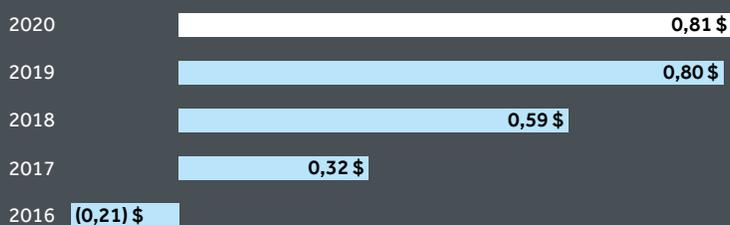
Résultat net¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat par action après dilution¹

(en \$ CA, exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Table des matières

- Introduction **1**
- Performance mondiale **2**
- Message du président et chef de la direction **4**
- Message du président-directeur du conseil d'administration **7**
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity **8**
- Marchés des capitaux Canaccord Genuity **10**
- Rapport de gestion et états financiers **13**
- Renseignements à l'intention des actionnaires
- Troisième de couverture**

À propos de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société) est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. La division internationale des marchés des capitaux exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto.

Performance mondiale

Toutes nos unités d'exploitation ont contribué à notre rentabilité à l'exercice 2020 et, pour un troisième exercice d'affilée, les produits des activités ordinaires ont dépassé 1 milliard \$.

1,2 G\$

Produits des activités ordinaires pour l'exercice 2020

57 %

RPA¹ de l'exercice 2020 attribuable aux activités de gestion de patrimoine mondiale

7 %

Réduction du nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2020

0,81 \$

RPA après dilution¹ de l'exercice 2020

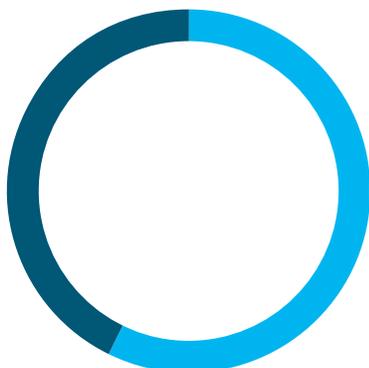
80 M\$

Montant remis aux actionnaires au cours de l'exercice 2020

1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

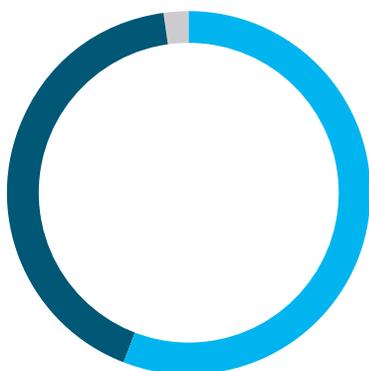
La Société donne corps à la résilience et à la stabilité qu'elle s'est efforcée d'acquérir au cours des dernières années. Nos efforts nous ont permis de remettre 80 millions \$ à nos actionnaires grâce aux dividendes versés sur les actions ordinaires et aux rachats d'actions, et nous avons réduit le nombre de nos actions ordinaires en circulation de 7 % au cours de l'exercice 2020.

Contribution des secteurs d'activité au RPA¹ de l'exercice 2020



- 57 % Gestion de patrimoine CG
- 43 % Marchés des capitaux CG

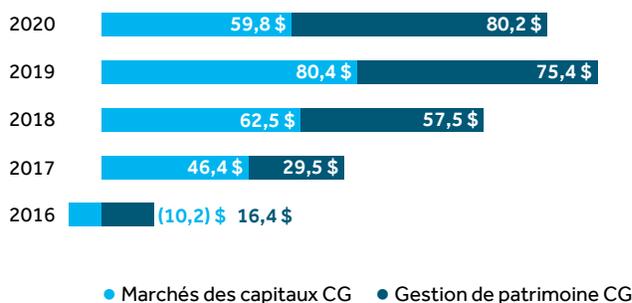
Produits des activités ordinaires par division pour l'exercice 2020



- 56 % Marchés des capitaux CG
- 42 % Gestion de patrimoine CG
- 2 % Non sectoriel et autres

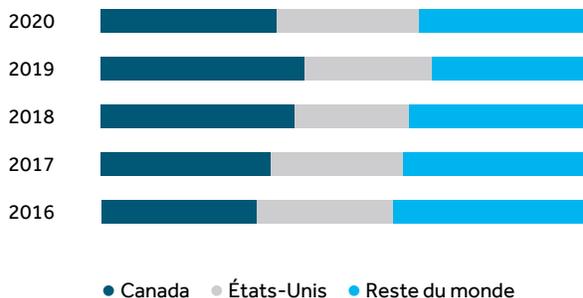
Résultat avant impôt sur le résultat¹ – contribution par secteur d'activité

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Distribution géographique des produits des activités ordinaires

(en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de l'exercice)



Total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires¹

(exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Message du président et chef de la direction

Chers actionnaires,

À l'heure où nous rédigeons le présent rapport, la planète entière se mobilise pour combattre une crise sanitaire qui a eu des répercussions sans précédent sur les entreprises et l'économie partout dans le monde. Cette situation a également eu une incidence de taille sur notre quotidien, tant sur le plan personnel que professionnel, et nous nous adaptons donc aux nouvelles façons d'entretenir les liens avec nos employés et nos clients.

Même si nous ne pouvons pas prévoir les lourdes conséquences de ces turbulences sur notre contexte opérationnel, les stratégies que nous avons mises en œuvre dans les dernières années ont joué en notre faveur au cours de la crise et permettront de rehausser la valeur pour la Société et ses actionnaires au fil des ans.

Notre plan de poursuite des activités à l'échelle de la Société a été conçu de façon à ce que nous puissions offrir un service sans interruption aux clients de Canaccord Genuity dans l'ensemble de nos activités et des régions où nous les menons, tout en gérant notre exposition au risque et en assurant notre conformité aux pratiques exemplaires et aux exigences réglementaires.

Au cours des dernières années, nous avons effectué des investissements considérables à l'appui de notre infrastructure, de la technologie et des plateformes de négociation à l'échelle de la Société et nous soumettons nos protocoles et nos capacités à des simulations de crise rigoureuses. Ces investissements cruciaux se reflètent dans la résilience et la souplesse que nous affichons aujourd'hui et continueront de soutenir nos ambitions pour l'avenir.

En l'espace de quelques jours, nos équipes des différentes régions ont fait la transition vers un environnement de télétravail, les membres du personnel, tous secteurs confondus, collaborant harmonieusement dans un environnement sécurisé. Nos pupitres de négociation et spécialisés ont réussi à composer avec la volatilité accrue sans se heurter à des interruptions d'ordre technologique et, dès lors, nous avons établi des milliers de points de contact virtuels pour les clients de nos services de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux.

Notre engagement visant à investir dans nos gens et à renforcer notre culture organisationnelle a favorisé notre résilience opérationnelle et a permis à la Société d'être plus robuste que jamais.

Dès le début, notre préoccupation principale a été, et continue d'être, la santé et la sécurité de nos employés et de nos clients. Nous avons constitué des équipes d'intervention spéciale dans chaque secteur d'activité et région et avons entretenu une communication fréquente et ancrée dans la transparence avec l'ensemble de nos employés.



Les employés à l'échelle de la Société se sont mobilisés de façon exceptionnelle et nous sommes fiers de constater qu'ils incarnent si éloquemment nos valeurs essentielles. L'engagement de nos équipes de TI et d'exploitation a dépassé toutes les attentes. Au cours des jours et des semaines qui ont suivi l'effondrement historique du marché, nos équipes de gestion de patrimoine et de marchés des capitaux se sont employées rapidement à repérer les clients qui avaient le plus besoin de nos services et ont déployé des efforts remarquables pour les appuyer.

Nous sommes privilégiés d'avoir pu faire face à ce contexte particulier en position de force sur le plan financier et en disposant de l'agilité requise pour soutenir nos activités en cette période sans précédent de turbulences sur le marché.

Notre rendement financier pour l'exercice 2020 témoigne de la force et de la stabilité sous-jacentes présentes dans l'ensemble de nos activités et des régions où nous menons nos activités.

Le contexte opérationnel qui a prévalu au cours du premier semestre de l'exercice a subi les contrecoups d'un environnement de taux d'intérêt incertain, de guerres commerciales et de la confusion persistante entourant le Brexit. L'incertitude avait fini par se dissiper dans une certaine mesure vers le milieu de l'année, mais l'éclosion de la pandémie de COVID-19 a entraîné un repli abrupt du marché vers la fin du quatrième trimestre.

À une autre époque, un événement de cet ordre aurait eu des répercussions plus prononcées sur notre rentabilité. Je suis donc heureux de vous annoncer que nous avons dégagé des résultats financiers solides. Dans l'ensemble, le Groupe Canaccord Genuity Inc. a généré des produits des activités ordinaires de 1,2 milliard \$ qui, pour un troisième exercice d'affilée, ont franchi le cap des 1 milliard \$ en 2020. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat par action après dilution s'est élevé à 0,81 \$, en légère hausse par rapport à celui de 0,80 \$ inscrit à l'exercice précédent, et ce, malgré une volatilité du marché nettement plus importante.

Notre rendement témoigne largement de nos efforts à accroître l'apport au résultat net des activités de gestion de patrimoine, tout en nous affairant toujours plus à accroître notre part des activités sur les marchés des capitaux à marge plus élevée, notamment celles liées à la consultation. Comme vous pourrez le constater dans le présent rapport, nous avons réalisé des progrès remarquables en vue de l'atteinte de ces deux objectifs.

/ MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Malgré l'incidence du repli soudain du marché en mars qui a érodé la valeur des actifs pour le compte des clients et réduit les produits des activités ordinaires et le résultat net en découlant, nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont contribué à hauteur de 57 % au résultat par action après dilution¹ attribuable aux secteurs d'activité combinés pour l'exercice considéré. Alors que la valeur des actifs pour le compte des clients a évidemment fléchi par rapport à son sommet précédent de 73 milliards \$, en phase avec le marché élargi, la réactivité de nos experts en placement dans l'ensemble des régions nous a permis d'attirer des actifs pour le compte de nouveaux clients, tout en limitant les sorties de trésorerie. Nous nous attendons à ce que ces efforts portent davantage leurs fruits au cours du prochain exercice.

Au cours de l'exercice, nous avons effectué des progrès à l'appui de la croissance des activités de gestion de patrimoine dans toutes les régions. L'acquisition des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller au Royaume-Uni et à l'île de Man accroît davantage notre présence dans cette région et rehausse en parallèle nos capacités en planification financière. Au Canada, le dynamisme soutenu de nos activités de recrutement s'est poursuivi au cours de l'exercice, par suite des démarches visant à attirer des conseillers de premier plan détenant des portefeuilles de clients à la fois stables et adaptables. Nous avons résolument stimulé la collaboration entre nos équipes de gestion de patrimoine et de marchés des capitaux dans cette région, renforçant ainsi la stabilité financière au sein des deux secteurs. Tablant sur cette stratégie pour élargir davantage nos activités, nous avons fait l'acquisition de Patersons Securities en octobre, ce qui a considérablement accru l'envergure de nos activités de gestion de patrimoine en Australie et notre présence à l'échelle de cette région très importante.

Grâce à un niveau élevé d'engagement auprès des clients et à une collaboration transfrontalière rehaussée, nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont connu un exercice faste. Nos efforts visant à diversifier la composition de nos produits des activités ordinaires ont d'autant plus cimenté notre stabilité dans ce secteur. Dans un contexte de volumes sectoriels généralement à la baisse sur le plan de la mobilisation des capitaux, les produits tirés des honoraires de consultation pour un exercice complet ont progressé de 46 % d'un exercice à l'autre, reflet de nos initiatives en matière de croissance interne et de l'apport de nos activités élargies aux États-Unis. Les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux au cours de l'exercice 2020 ont atteint 689 millions \$ et le résultat net ajusté avant impôt¹ pour l'exercice s'est établi à un respectable montant de 60 millions \$, les deux résultats s'illustrant par leur vigueur par rapport aux niveaux historiques.

Nos activités élargies sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont représenté plus de 50 % des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux mondiaux et se sont taillé une part encore plus importante dans les secteurs de la technologie et des sciences de la vie, tous deux bien positionnés pour tirer parti du contexte opérationnel transformé. Bien que les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada aient reculé par rapport aux produits exceptionnellement vigoureux inscrits à l'exercice précédent, nous demeurons néanmoins au nombre des principaux preneurs fermes au Canada. Pour l'exercice 2020, ce secteur s'est classé au premier rang pour les PAPE et les activités de prise ferme d'actions quant au nombre de transactions, selon les données du classement de FP Infomart. Ailleurs qu'en Amérique du Nord, l'apport aux produits des activités ordinaires des produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie au cours du deuxième semestre de l'exercice s'est nettement amélioré du fait de l'intensification des activités de financement des sociétés à petite et à moyenne capitalisation, les sociétés du secteur minier ayant affiché une croissance particulièrement élevée. La priorité accordée aux activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe a permis à ce secteur d'activité d'atteindre la rentabilité pour un exercice complet et nous a aussi permis de dégager des capitaux que nous avons pu déployer à l'appui de nos forces organisationnelles.

1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Nous sommes conscients que cette période prolongée d'incertitude et de volatilité exige que chaque membre de la Société fasse preuve de souplesse et d'adaptabilité. Plus que jamais auparavant, nous sommes résolus à tabler sur l'étendue de nos activités et à mettre à profit nos ressources afin d'offrir à nos clients des produits, des solutions et des conseils novateurs, à l'ère où nous devons tous composer avec de nouvelles réalités sur le marché.

Dan Daviau

Président et chef
de la direction
Groupe Canaccord
Genuity Inc.

/ MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Tous les marchés présentent des défis et des possibilités et nous reconnaissons qu'il nous incombe de faire face à ces défis et de cerner les bonnes possibilités.

Nous sommes conscients que cette période prolongée d'incertitude et de volatilité exige que chaque membre de la Société fasse preuve de souplesse et d'adaptabilité. Plus que jamais auparavant, nous sommes résolus à tabler sur l'étendue de nos activités et à mettre à profit nos ressources afin d'offrir à nos clients des produits, des solutions et des conseils novateurs, à l'ère où nous devons tous composer avec de nouvelles réalités sur le marché.

Sachant d'emblée que notre réponse à la crise définira nos relations futures, nous nous affairons, en cette période de perturbation, à rehausser nos pratiques en matière de collaboration et d'engagement auprès des clients tout en bonifiant nos capacités numériques en vue d'offrir des expériences hors pair à nos employés et à nos clients.

Je suis persuadé que nous disposons de véritables assises pour assurer un exercice 2021 des plus florissants.

Notre plateforme mondiale diversifiée a démontré sa solidité au cours des cycles précédents et notre indépendance nous confère le niveau d'agilité requis pour satisfaire aux besoins en pleine évolution des clients de chaque marché.

Bien que nous nous attendions toujours à composer avec les fluctuations alors que nous manœuvrons dans le contexte évolutif de la COVID-19, nous sommes heureux d'avoir pu inscrire des entrées de trésorerie dans l'ensemble de nos activités de gestion de patrimoine, sous l'effet de la demande accrue pour les solutions fondées sur les conseils. Après la clôture de l'exercice, nous avons annoncé que Canaccord Genuity avait été choisie pour fournir la plateforme qu'utilisera Morgan Stanley pour lancer ses activités de gestion de patrimoine au Canada. Cette nouvelle témoigne bien de l'étendue et de la qualité de nos capacités et nous donne l'élan nécessaire pour élargir davantage nos services de courtage à escompte, de conseillers-robots et fondés sur les conseils, sans oublier nos services de garde et de compensation.

Dans nos activités sur les marchés des capitaux, nous avons observé une hausse de la demande pour nos services sur les marchés secondaires et de suivi dans les secteurs des soins de santé, de la technologie, du cannabis et minier, les émetteurs se préparant à faire face à de nouveaux défis et à tirer parti de nouvelles possibilités. Nos groupes de restructuration et de négociation de titres à revenu fixe ont obtenu plusieurs nouveaux mandats et nous anticipons que ces activités stratégiques soient encore plus prisées au cours du prochain exercice. À l'heure où une prestation de conseils impartiaux revêt une grande importance pour les marchés, notre bilan n'envoie pas un message contradictoire, contrairement à ce qui est le cas pour beaucoup de banques et de grands cabinets.

Cela dit, nous traversons une période sans précédent qui ne cesse d'évoluer et nous sommes très conscients de l'incidence qu'un autre repli du marché pourrait avoir sur la valeur des actifs pour le compte des clients et sur leur rendement financier. Un contexte persistant de taux d'intérêt faibles ou négatifs pourrait se répercuter défavorablement sur la rentabilité des activités de prêts de titres menées dans notre secteur de gestion de patrimoine. De plus, malgré le volume important des projets liés aux activités de consultation issues de nos services sur les marchés des capitaux, l'apport à court terme de ces activités sera compromis, l'incidence de la volatilité prolongée retardant leur achèvement.

Nous n'entrevoions toutefois pas ces situations comme des menaces à long terme et nous demeurons axés sur nos priorités stratégiques et résolus à exercer nos activités pour générer une valeur à long terme.

Nous continuons à faire preuve d'une grande rigueur en matière de gestion du risque et exerçons une surveillance prudente à l'appui de la conformité aux pratiques exemplaires et aux exigences réglementaires.

Nous ferons en sorte de maintenir la vigueur de notre bilan et de gérer attentivement notre capital, comme nous le ferions dans tout autre contexte de repli du marché. En février, nous avons annoncé que nous souhaitions diminuer d'environ 20 millions \$ nos coûts annuels de base au cours de l'exercice 2021. Compte tenu de notre contexte opérationnel transformé, nous croyons être en mesure de devancer la mise en œuvre de cette stratégie et de réaliser des économies de coûts importantes au cours du premier semestre de l'exercice. De cette façon, nous serons mieux positionnés pour atteindre nos objectifs d'élargissement durable des marges, au fur et à mesure qu'évoluera la situation.

Nous prendrons toutes nos décisions en fonction de nos valeurs à long terme et continuerons à gérer nos activités pour accroître la stabilité et la prévisibilité de nos résultats. Quel que soit le contexte, nous nous employons très activement à bonifier la valeur pour nos clients et à générer une valeur à long terme pour nos actionnaires, alors que notre Société tente d'émerger de cette crise plus robuste que jamais.

Je tiens à remercier tous les employés et administrateurs de leur fidèle engagement à l'égard de notre stratégie à long terme. Je remercie également les actionnaires de leur soutien continu.

Restez en santé et en toute sécurité.

« Dan Daviau »

Dan Daviau

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Message du président-directeur du conseil d'administration

Quand je pense à l'exercice 2020, je vois l'aboutissement de nombreuses initiatives lancées au cours des dernières années pour renforcer nos activités et mieux prémunir notre Société contre des facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise.

Nous avons pris des mesures pour éliminer les obstacles qui nous empêchaient d'occuper une position dominante dans nos principaux secteurs cibles et nous avons ajusté la composition de nos activités en privilégiant celles qui contribuent à une base de résultats plus stables. Le recentrage et l'harmonisation de nos activités nous ont permis de renforcer notre levier d'exploitation et de maintenir d'abondantes liquidités et une grande souplesse financière. Fait encore plus important peut-être, nous avons su mettre en place dans l'ensemble de notre organisation une culture de partenariat et de responsabilisation où les mesures et décisions qui sont prises à tous les échelons se fondent sur notre engagement à créer une valeur durable pour nos actionnaires.

La mise en œuvre de ces changements a parfois été difficile et certains avantages ne se sont pas concrétisés immédiatement, mais le repli abrupt des marchés en mars est venu confirmer de manière non équivoque l'utilité de nos efforts.

Aujourd'hui, Canaccord Genuity est une entreprise beaucoup plus solide. Pour un troisième exercice d'affilée, plus de 50 % de notre résultat par action ajusté a été généré par nos activités de gestion de patrimoine, ce qui reflète notre engagement à tirer une plus grande partie de nos résultats de sources de produits des activités ordinaires stables et récurrentes. Nos efforts de recentrage et d'harmonisation nous ont également permis d'accroître notre productivité dans l'ensemble de nos secteurs d'activité et de nos régions et, à l'échelle de la Société, les produits des activités ordinaires par employé ont augmenté de 21 % depuis l'exercice 2016.

Signe de notre engagement à améliorer le rendement pour les actionnaires, nous avons remis 80 millions \$ à nos actionnaires au cours de l'exercice 2020. En plus d'augmenter les dividendes trimestriels réguliers sur les actions ordinaires, nous avons réduit le nombre de nos actions ordinaires en circulation de 7 % depuis la fin de l'exercice 2019 grâce à des transactions de rachat d'actions, et nous continuerons de le faire en fonction de la disponibilité du capital excédentaire.

La stabilité découlant de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine et de l'accroissement de l'apport des activités sur les marchés des capitaux à marges plus élevées, jumelée aux progrès réalisés au chapitre de notre infrastructure technologique et de nos systèmes, a joué un rôle déterminant pendant que nous traversons la période de volatilité et de turbulence des marchés sans précédent provoquée par la crise de la COVID-19. Grâce à ces efforts, nous avons pu nous consacrer à aider nos clients à composer avec ce contexte difficile, tout en leur ouvrant de nouvelles possibilités.

Je suis très fier de nos employés et des efforts qu'ils ont déployés ensemble à l'échelle de notre organisation au cours d'une période où nous avons dû faire passer le bien-être collectif avant les besoins individuels. Notre résilience a déjà été mise à l'épreuve lors de précédentes périodes de ralentissement, et je suis convaincu que nous émergerons de celle-ci dans une position encore plus solide qu'auparavant.

Au nom des autres administrateurs, je tiens également à remercier Dan Daviau et les membres de notre comité de gestion mondiale pour leur leadership et leur engagement sans faille à faire de Canaccord Genuity la société stable et résiliente qu'elle est devenue. Nous savons



que le chemin à parcourir sera long et difficile, mais je suis convaincu que la composition défensive de nos activités, notre envergure et notre situation financière protégeront notre capacité à maintenir la continuité des services pour nos clients, tandis que nous nous efforçons de rehausser la valeur de notre Société.

Je crois que notre Société est bien placée pour accroître sa part de marché tout en continuant de guider ses clients dans une conjoncture en rapide évolution. À l'échelle de notre organisation, nous pouvons exploiter un solide ensemble d'actifs, et nos vastes capacités transfrontalières et notre agilité entrepreneuriale nous procurent un point de différenciation très important.

Tout en continuant de chercher à réaliser nos objectifs commerciaux, nous nous engageons également à favoriser un milieu de travail inclusif au sein duquel tous les employés et les clients peuvent s'épanouir. Nous avons réalisé des progrès constants au chapitre de l'intégration de l'inclusivité à notre culture organisationnelle et, malgré la propension naturelle de notre Société à accueillir des gens de différents horizons, nous sommes conscients du profond fossé qui sépare les intentions des actions. Nous savons que nous devons en faire plus et nous sommes déterminés à nous attaquer aux inégalités touchant l'expérience des clients et des employés grâce à la formation continue et à l'avancement des politiques et processus dans ce domaine.

Enfin, notre conseil d'administration maintient son engagement à assurer une gouvernance d'entreprise rigoureuse en tirant parti d'une diversité d'expériences et de perspectives, tout en s'efforçant continuellement de promouvoir l'intérêt supérieur de nos actionnaires. Nous nommerons deux autres administrateurs à l'occasion de notre prochaine assemblée générale annuelle afin de perpétuer notre tradition de rigueur au chapitre de la surveillance et de la gouvernance. Gillian Denham sera nommée administratrice principale indépendante. M^{me} Denham compte plus de 20 années d'expérience dans le secteur des services financiers en Amérique du Nord et en Europe, son expertise couvrant les domaines du financement de sociétés, des services bancaires de détail et du capital-investissement, et elle œuvrait jusqu'à tout récemment dans le segment des technologies financières. Eric Rosenfeld sera nommé administrateur indépendant. Nous nous réjouissons de pouvoir tirer parti des points de vue de M. Rosenfeld, qui est un investisseur professionnel chevronné et un administrateur possédant une expérience multisectorielle.

Finalement, je tiens à indiquer à nos actionnaires que nous amorçons l'exercice 2021 en étant plus que jamais animés par notre volonté et notre détermination d'être une entreprise exceptionnelle pour nos employés et nos clients afin de créer une valeur durable pour nos investisseurs.

Je vous remercie de votre soutien constant.

« David Kassie »

David Kassie
Président-directeur du conseil d'administration
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity procure à ses clients les services ciblés et personnalisés qu'ils s'attendent à recevoir d'un gestionnaire de patrimoine local avec comme point de différenciation les vastes ressources, l'expertise et le soutien que seule une institution financière mondiale peut procurer. Nous nous consacrons à mettre en commun des pratiques exemplaires à l'échelle mondiale afin d'élargir les marges dans l'ensemble de nos activités de gestion de patrimoine, ainsi qu'à continuellement perfectionner notre infrastructure technologique et réduire nos coûts fixes.

60,7 G\$ d'actifs totaux pour le compte des clients

Après avoir atteint un sommet de 72,8 milliards \$ à l'exercice 2020, la valeur des actifs pour le compte des clients a reculé de 17 % en raison du repli abrupt du marché en mars 2020, mais nous sommes heureux d'avoir pu inscrire des entrées de trésorerie dans toutes les régions où nous menons des activités, sous l'effet de la demande accrue pour les solutions fondées sur les conseils.

GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

Depuis 2016, nous avons effectué des investissements considérables à l'appui de la croissance des activités de gestion de patrimoine dans toutes les régions. Cette croissance a donné lieu à une forte augmentation des actifs pour le compte des clients, et le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity est devenu un vecteur stable et important de la rentabilité et des résultats de la Société.

Produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

2020	511,4 \$
2019	461,8 \$
2018	370,3 \$
2017	267,1 \$
2016	246,6 \$

Résultat avant impôt sur le résultat^{1,2} des activités de gestion de patrimoine mondiale

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

2020	80,2 \$
2019	75,4 \$
2018	57,5 \$
2017	29,5 \$
2016	16,4 \$

1) À compter du T3/20, les montants tiennent compte des activités de gestion de patrimoine en Australie.

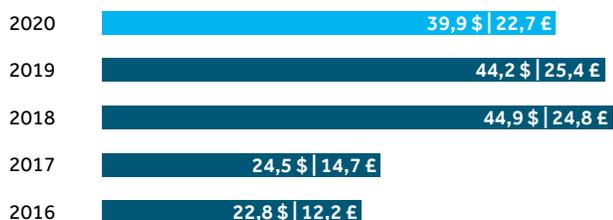
2) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

ROYAUME-UNI ET EUROPE

Tirant plus de 70 % de leurs produits d'activités donnant droit à des honoraires récurrentes, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe sont un vecteur important de la stabilité affichée par l'ensemble de la Société. Au cours de l'exercice 2020, nous avons continué d'accroître notre présence au Royaume-Uni, tout en rehaussant nos capacités en planification financière grâce à l'acquisition des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller.

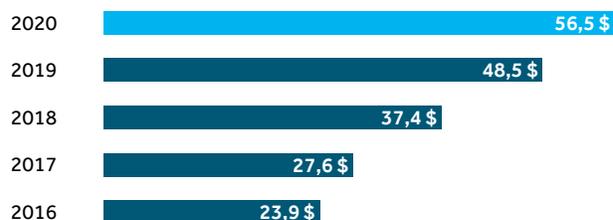
Actifs des clients des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe¹

(en milliards \$ CA et £, exercices clos les 31 mars)



Résultat avant impôt sur le résultat² des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

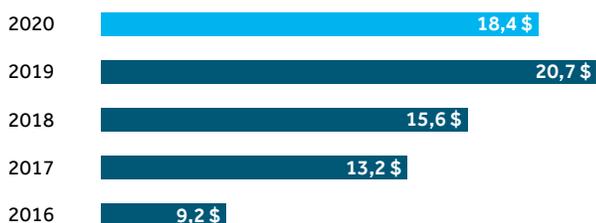


CANADA

Grâce à nos initiatives d'amélioration continue, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity est devenue une destination très attrayante pour les conseillers émérites à l'heure où nous mettons en œuvre des technologies, outils et solutions de pointe pour aider les conseillers, nouveaux et actuels, à élargir leurs activités. Au cours de l'exercice 2020, nos activités de recrutement ont affiché un dynamisme soutenu par suite de nos démarches visant à attirer des conseillers de premier plan détenant des portefeuilles de clients à la fois stables et adaptables.

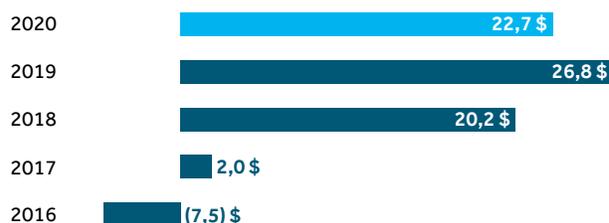
Actifs des clients des activités de gestion de patrimoine au Canada¹

(en milliards \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine au Canada²

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



AUSTRALIE

En octobre 2019, nous avons accueilli Patersons Securities Limited, société de services financiers australienne de premier plan menant des activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux. Cette acquisition a considérablement accru l'envergure de nos activités de gestion de patrimoine et nous a procuré une présence élargie en Australie sur laquelle nous tablerons pour explorer d'autres possibilités de croissance au fil du temps. L'intégration de cette équipe a constitué une excellente expérience pour nous.

Produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie³

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



1) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion.

2) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

3) Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient auparavant comptabilisés dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie. À compter du T3/20, ces activités sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux offrent des services de financement de sociétés, de consultation, de vente, de négociation et de recherche sur les actions et sur les titres à revenu fixe à des sociétés et des institutions partout dans le monde. Nos conseils indépendants et un modèle de services intégrés à l'échelle mondiale constituent le gage de notre habileté à dominer le marché dans les secteurs clés de l'économie mondiale. Au cours de l'exercice 2020, nous avons continué de diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et d'établir une position dominante dans nos secteurs cibles, tout en améliorant notre stabilité au fil des cycles du marché.

51,7 G\$

Somme mobilisée pour les sociétés de croissance mondiales au cours de l'exercice 2020

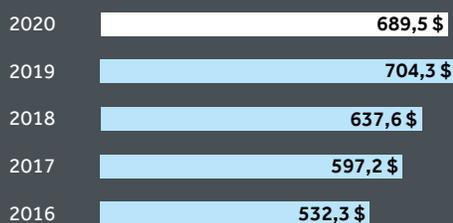
Nous jouons un rôle de premier plan dans la facilitation d'un marché robuste pour les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs émergents axés sur la croissance et la valeur. Au cours de l'exercice, nous avons participé à plus de 370 transactions pour les sociétés de croissance mondiales.

46 %

Hausse des produits tirés des services de consultation d'un exercice à l'autre

Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie nous permet de voir au-delà de la courbe de rendement et d'offrir de nouvelles possibilités aux entreprises à toutes les étapes du cycle économique.

Produits tirés des activités sur les marchés des capitaux mondiaux
(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Dans un contexte de volumes sectoriels généralement à la baisse sur le plan de la mobilisation des capitaux en raison des préoccupations concernant la croissance mondiale, des tensions commerciales et de la perturbation sans précédent des marchés causée par la crise de la COVID-19, les produits se sont chiffrés à 689,5 millions \$ pour l'exercice, soit un excellent résultat par rapport aux niveaux historiques.

Grâce à un niveau élevé d'engagement auprès des clients et à une solide collaboration transfrontalière, toutes nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont connu un exercice faste.

Nos efforts pour diversifier notre offre et nos produits tirés des activités sur les marchés des capitaux nous aident à renforcer notre position concurrentielle, tout en augmentant la valeur pour nos actionnaires.

DIVERSIFIER LES SOURCES DE PRODUITS POUR AMÉLIORER LA STABILITÉ

En demeurant concentrés sur nos secteurs dominants actuels, nous avons été en mesure d'accroître les produits tirés des services de consultation de 46 % d'un exercice à l'autre, qui ont atteint un niveau record de 206 millions \$. En mars, lorsque nos activités de mobilisation de capitaux et de fusions et acquisition ont été touchées par le repli important du marché, nos équipes responsables de la restructuration sont passées à l'action et ont obtenu plusieurs nouveaux mandats, tandis que nos pupitres de négociation et spécialisés ont réussi à composer avec la volatilité, aidant ainsi Canaccord Genuity à devancer ses pairs du marché intermédiaire.

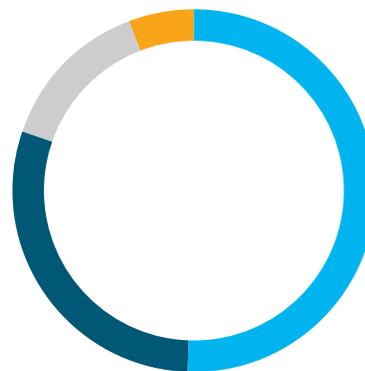
TIRER PARTI DE NOS POSITIONS DOMINANTES SUR LE MARCHÉ INTERMÉDIAIRE

Grâce à l'augmentation de l'apport de nos activités dans les secteurs des sciences de la vie, de la technologie et des mines au cours de l'exercice 2020, ces activités sont positionnées pour tirer parti du contexte opérationnel transformé. Nous avons également continué d'obtenir du succès avec d'autres instruments de financement, tels que les sociétés d'acquisitions à vocation spécifique (SAVS), qui constituent une solution de rechange attrayante pour les sociétés fermées qui souhaitent accéder aux capitaux du secteur public. Nous prenons très au sérieux le rôle que nous jouons pour ce qui est d'aider les sociétés à petite et moyenne capitalisation à accéder aux capitaux et aux relations dont elles ont absolument besoin pour propulser leurs activités et relever de nouveaux défis.

OFFRIR DES EXPÉRIENCES HORS PAIR À NOS CLIENTS

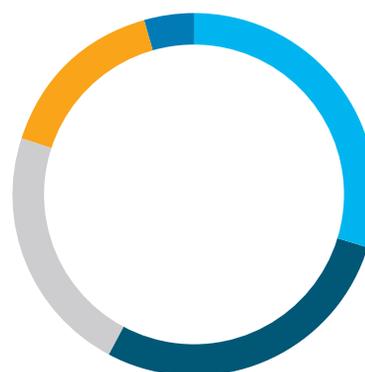
Grâce au soutien de son réseau unifié de services de ventes, de négociation, de recherche et de financement de sociétés, Canaccord Genuity est un chef de file dans la facilitation de relations durables entre les sociétés de croissance mondiales et les investisseurs qui les soutiennent. Depuis la récente transition vers le travail à distance, nous avons établi des milliers de points de contact virtuels pour nos clients au moyen de conférences virtuelles, de séances de présentation destinées aux entreprises et de renseignements sur les marchés offerts en temps opportun. Nous tirons parti de cette expérience pour rehausser nos pratiques en matière de collaboration et d'engagement auprès des clients alors que nous nous adaptons aux nouvelles réalités du marché.

Produits tirés des activités sur les marchés des capitaux par région pour l'exercice 2020



- 50,8 % États-Unis
- 29,7 % Canada
- 13,9 % Royaume-Uni, Europe et Dubaï
- 5,6 % Australie

Produits tirés des activités sur les marchés des capitaux par catégorie d'activité pour l'exercice 2020



- 29,8 % Consultation
- 28,1 % Financement de sociétés
- 22,1 % Commissions et honoraires
- 15,8 % Négociation
- 4,2 % Intérêts et produits divers

UNE CULTURE AXÉE SUR LE PARTENARIAT ET LA RESPONSABILITÉ

La marque Canaccord Genuity repose sur le principe que les employés à l'échelle de notre organisation sont déterminés à toujours se dépasser pour nos clients, nos actionnaires et nos collègues. Grâce à notre souci de faire évoluer les plateformes et de mettre davantage l'accent sur les clients, tout en demeurant fidèles à nos racines indépendantes, nous avons établi de nouveaux indicateurs de référence pour l'excellence et sommes devenus une entreprise de plus en plus performante.

- / Nous sommes des partenaires.
- / Nous sommes des entrepreneurs.
- / Nous encourageons la collégialité.
- / Nous travaillons d'arrache-pied.
- / Nous agissons avec intégrité.
- / Nous mettons l'accent sur les résultats.

NOTRE ENGAGEMENT

Nos activités et le secteur dans lequel nous les menons ne sont certainement pas à l'abri des répercussions économiques et financières de la COVID-19, et nous nous préparons à traverser de fortes turbulences à court terme. Quel que soit le contexte, nous maintenons notre engagement à bonifier très activement la valeur pour nos clients tout en générant une valeur à long terme pour nos actionnaires, alors que notre Société tente d'émerger de cette crise plus robuste que jamais.

- / Nous continuerons à prendre nos décisions en fonction de nos valeurs à long terme et à gérer nos activités pour accroître la stabilité et la prévisibilité de nos résultats.
- / Nous nous engageons à continuer de faire preuve d'agilité et d'innovation afin d'orienter rapidement nos activités vers de nouvelles possibilités.
- / Nous ferons en sorte de maintenir la vigueur de notre bilan et de gérer attentivement notre capital, comme nous le ferions dans tout autre contexte de repli du marché.

Bien qu'il soit trop tôt pour prévoir le déroulement de la reprise, nous sommes persuadés que la composition appropriée de nos activités, notre position concurrentielle et notre culture nous permettront de nous assurer que le prochain exercice sera des plus florissants.



Revue financière

14	Rapport de gestion	46	Transactions avec des parties liées
14	Mesures non conformes aux IFRS	47	Méthodes comptables critiques et estimations
15	Vue d'ensemble des activités	51	Instruments financiers
17	Points saillants – Rendement des principaux secteurs d'activité pour l'exercice 2020	53	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
19	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2020	53	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
20	Perspectives pour l'exercice 2021		
21	Aperçu financier		
26	Informations financières trimestrielles	53	Gestion des risques
30	Résultats par secteur d'activité	57	Politique en matière de dividendes
40	Situation financière	58	Déclaration de dividendes
41	Arrangements hors bilan	58	Renseignements supplémentaires
42	Situation de trésorerie et sources de financement	59	Rapport de l'auditeur indépendant
42	Actions privilégiées	61	États financiers consolidés et notes
43	Données sur les actions en circulation	112	Informations supplémentaires
44	Régimes de paiements fondés sur des actions	118	Glossaire

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS :

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2021 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers, les risques et incertitudes et les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2021 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2020 clos le 31 mars 2020 – ce document est daté du 2 juin 2020.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2020 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2020 et 2019, à partir de la page 61 du présent rapport.

L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution et les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance.

La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs pour le compte des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA au Canada, les ASG au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA au Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, la perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019. À compter du T3/20, le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») (« Patersons ») depuis la date de clôture du 21 octobre 2019.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

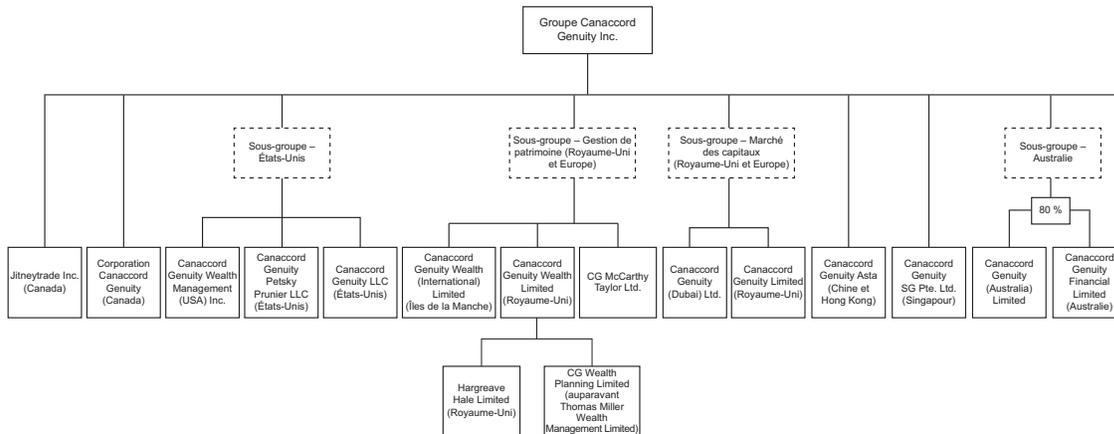
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2020.

La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited (auparavant • Patersons Securities Limited •) (80 % au 31 mars 2019); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2020, en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (85 % au 31 mars 2019).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

INCIDENCE DES SOUBRESAITS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2020, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie, technologie, industries, produits financiers, métaux et mines, énergie, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Points saillants – Rendement des principaux secteurs d'activité pour l'exercice 2020

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 511,4 millions \$ à l'exercice 2020 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 80,2 millions \$.¹

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 209,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a dégagé un résultat net avant impôt de 22,7 millions \$.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 278,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 56,5 millions \$ à l'exercice 2020.¹
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 23,9 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 1,0 million \$ à l'exercice 2020.¹
- Les actifs pour le compte des clients se chiffraient à 60,7 milliards \$ au 31 mars 2020, ce qui représente une baisse de 5,0 milliards \$, ou 7,6 %, par rapport à 65,7 milliards \$ au 31 mars 2019, et une baisse de 16,6 % par rapport à 72,8 milliards \$ au 31 décembre 2019. La baisse des actifs pour le compte des clients au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020 reflète le déclin généralisé des marchés boursiers en raison de l'incertitude provoquée par la pandémie de COVID-19 qui est apparue pendant cette période. Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation se sont établis comme suit :
 - Les actifs pour le compte des clients en Amérique du Nord totalisaient 18,4 milliards \$ au 31 mars 2020, en baisse de 2,2 milliards \$ ou 10,8 %, par rapport à ceux au 31 mars 2019.
 - Les actifs pour le compte des clients au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 39,9 milliards \$ (22,7 milliards £) au 31 mars 2020, en baisse de 4,3 milliards \$ (2,7 milliards £), ou 9,8 %, par rapport à 44,2 milliards \$ (25,4 milliards £) à la fin de l'exercice précédent.
 - Les actifs pour le compte des clients en Australie détenus dans les plateformes de gestion des placements de la Société s'élevaient à 2,4 milliards \$ au 31 mars 2020.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 689,5 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 59,8 millions \$.¹

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file pour 185 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 9,7 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2020.
- Au cours de l'exercice 2020, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 373 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 51,7 milliards \$.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le 1^{er} mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

Le 7 août 2019, lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société de 2019, Sally Tennant, OBE, a été élue au conseil d'administration de la Société à titre d'administratrice indépendante. La Société compte huit administrateurs, dont six sont indépendants.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par incrément de 0,10 \$ l'action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, ce qui représentait environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Par ailleurs, 7 272 727 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019 et conclue le 9 août 2019. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, 1 467 656 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le 21 octobre 2019, par l'entremise de ses activités en Australie, la Société a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited, ce qui accroît l'envergure des activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie et met en place une plateforme robuste en vue de leur expansion. Patersons Securities Limited a été renommée Canaccord Genuity Financial Limited.

Au cours du T4/20, la pandémie de COVID-19 a considérablement perturbé les marchés financiers mondiaux et les économies du monde entier. Ces perturbations ont entraîné des baisses importantes des marchés boursiers élargis, lesquelles ont fait reculer les portefeuilles d'actions des clients de nos activités de gestion de patrimoine. Par conséquent, les produits tirés des honoraires, calculés en fonction de la valeur des actifs pour le compte des clients au 31 mars 2020, ont affiché un recul correspondant, lequel a cependant été compensé en partie par la hausse des produits tirés des commissions attribuable à l'accroissement du niveau des activités de négociation. Les produits tirés des activités de négociation de la part de clients institutionnels, des activités de tenue de marché et d'autres activités de négociation ont également profité de la volatilité des marchés boursiers à la fin du T4/20. L'importance des répercussions que la COVID-19 continuera d'avoir sur les activités et la situation financière de la Société est incertaine et dépendra de l'évolution future de la situation, notamment en ce qui concerne la durée et l'étendue de la pandémie ainsi que l'incidence des mesures de contrôle et des restrictions connexes imposées par les divers gouvernements et organismes de réglementation. Si l'incertitude sur les marchés se prolonge et que les valeurs boursières demeurent à un bas niveau pendant une longue période, les produits des activités ordinaires de la Société tirés des différentes sources, notamment ceux découlant des activités de financement de sociétés et de consultation ainsi que ceux générés par les activités de négociation, à frais fixes ou de courtage à la commission, pourraient être touchés négativement, tout comme pourrait l'être l'effet correspondant de cette réduction des produits des activités ordinaires sur les résultats d'exploitation de la Société.

Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2020

Contexte économique

Tout au long de l'exercice 2020, les marchés financiers sont demeurés axés sur les mesures de relance de la Réserve fédérale et sur l'éventualité d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine. Au début du quatrième trimestre de l'exercice, les perspectives laissaient entrevoir une croissance des bénéfices plus stable quoique modeste. En mars 2020, les marchés boursiers ont été le théâtre d'une liquidation importante de titres en raison de l'éclosion de la COVID-19 et des mesures de confinement adoptées initialement par la Chine, puis par le monde entier. Des facilités de garantie de liquidité et de crédit ont été consenties aux entreprises par divers gouvernements, organismes gouvernementaux et autorités gouvernementales afin de contenir le risque d'insolvabilité, tandis que les consommateurs ont obtenu une aide financière d'urgence pour pallier la perte de leurs revenus jusqu'au retour à la normale de l'activité économique.

Sur les marchés élargis, les indices S&P 500, S&P/TSX et MSCI Marchés émergents ont reculé respectivement de 7,0 %, 14,2 % et 12,7 % au cours de l'exercice 2020. Le déclin de la demande a entraîné une baisse marquée du secteur des produits de base (-41,0 %) et nuï au dollar canadien face au dollar américain (-5,1 %). Pendant ce temps, une ruée vers les valeurs refuges a profité aux obligations du Trésor américain (+21,5 %).

Les mesures des gouvernements et des banques centrales, jumelées à l'atteinte prévue d'un plateau dans les taux d'infection à la COVID-19, ont fini par rassurer les investisseurs, permettant ainsi aux marchés boursiers de se remettre de cette situation de survente et de sous-évaluation au moment où nous entreprenons notre exercice 2021.

Financement de sociétés et consultation

Les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation ont moins bien fait que les actions des sociétés à grande capitalisation au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020. Nous prévoyons que les mesures énergiques de relance monétaire et budgétaire des banques centrales et des gouvernements continueront de soutenir les prix des produits de base. Ainsi, le marché devrait demeurer haussier pour les métaux précieux et les actions sous-jacentes, et la reprise dans les métaux industriels devrait survenir plus tard, coïncidant avec de futures mesures de relance budgétaire ciblant les dépenses en infrastructures. Étant donné que le cannabis médical a été déclaré comme étant un service essentiel par les gouvernements des États-Unis et du Canada en lien avec la pandémie de COVID-19, cette industrie continue d'offrir des possibilités d'expansion et de croissance attrayantes à long terme pour de nombreux marchés. Nous observons une reprise des activités de suivi dans le secteur des soins de santé, principalement en lien avec les technologies médicales et les diagnostics. Alors que le télétravail s'impose comme la nouvelle norme, l'accélération du rythme d'adoption du commerce électronique et des technologies numériques ouvre de nouveaux débouchés aux sociétés de croissance dans les secteurs de la technologie et des TI en soins de santé. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que le contexte actuel demeure porteur pour les activités de financement de sociétés et de consultation dans les secteurs cibles faisant appel à nos connaissances poussées du marché intermédiaire.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T4/19		T1/20		T2/20		T3/20		T4/20		
	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	262,4	-14,3 %	258,7	-6,8 %	244,1	-6,1 %	267,1	12,1 %	191,9	-26,9 %	-28,2 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	238,3	-8,7 %	239,3	0,0 %	227,4	-3,8 %	253,0	15,7 %	194,0	-18,6 %	-23,3 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration. L'allègement prévu des mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19 pourrait donner lieu à une deuxième vague de contamination, ce qui fait que la durée et l'ampleur de la reprise économique au cours du prochain exercice demeurent incertaines. Nous nous préparons à composer avec un environnement d'affaires plus difficile et un ralentissement des activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux du marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation. Cependant, notre importante diversification sectorielle et géographique devrait atténuer le risque d'un ralentissement de nos activités de financement de sociétés et de consultation.

Négociation

Les activités de négociation dans nos principaux secteurs cibles ont progressé au cours de l'exercice 2020 comparativement aux niveaux atteints il y a un an. L'accroissement de la volatilité sur les marchés vers la fin du quatrième trimestre a incité les investisseurs à ajuster la composition de leurs actifs, ainsi que la répartition de ces actifs dans différents secteurs et différentes entreprises, afin de s'adapter à un contexte économique qui évolue rapidement. Nous avons réalisé cette performance en dépit du rendement inférieur dégagé par les actions des sociétés à petite et moyenne capitalisation dans certains marchés où nous menons des activités. À plus long terme, nous prévoyons que l'allègement du confinement, jumelé aux mesures d'hyper-reflation de l'économie, devrait soutenir les prix des produits de base et que cet environnement devrait s'avérer avantageux pour les actions des sociétés à petite et moyenne capitalisation axées sur les ressources.

Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice	T4/19		T1/20		T2/20		T3/20		T4/20		Exercice 2020		
	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1 509,0	-2,9 %	1 549,0	-3,7 %	1 534,2	-9,7 %	1 590,6	6,3 %	1 508,0	-0,1 %	-5,2 %	1 544,4	-1,5 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 845,1	-3,6 %	1 917,1	-0,8 %	1 922,5	-4,4 %	1 985,2	8,8 %	1 871,8	1,4 %	-5,7 %	1 926,8	1,8 %
FTSE 100	7 061,3	-4,0 %	7 357,4	-2,5 %	7 359,4	-2,6 %	7 329,4	4,8 %	6 867,8	-2,7 %	-6,3 %	7 187,2	-0,2 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 027,2	-7,0 %	1 076,6	-3,5 %	1 083,4	-3,6 %	1 137,9	12,4 %	1 095,3	6,6 %	-3,7 %	1 105,6	4,9 %
S&P/TSX	15 621,7	-0,8 %	16 374,1	3,2 %	16 472,7	1,0 %	16 780,2	11,6 %	16 204,3	3,7 %	-3,4 %	16 487,2	5,3 %

Gestion de patrimoine mondiale

L'accroissement de la volatilité provoqué par la pandémie de COVID-19 a nui aux investisseurs du monde entier. Le rendement des indices S&P 500, S&P/TSX et MSCI Marchés émergents a reculé respectivement de 19,6 %, 20,9 % et 19,0 % par rapport à celui du trimestre précédent au cours de la période de trois mois. En regard de l'exercice précédent, les marchés boursiers ont enregistré des pertes moins prononcées, avec des baisses de respectivement 7,0 %, 14,2 % et 12,7 %, en raison de la faiblesse des effets de base. Pendant ce temps, les bons du Trésor (+21,5 % d'un exercice à l'autre) ont offert une certaine protection aux portefeuilles diversifiés. Bien que la valeur des actifs des clients ait souffert de la conjoncture défavorable des marchés élargis à la fin de l'exercice 2020, la diversification du portefeuille d'actions et d'obligations a assuré une certaine stabilité dans une conjoncture sans précédent. En tenant compte des conseillers en placement qui ont été recrutés et des nouveaux actifs pour le compte des clients qui ont été ajoutés à notre plateforme, le recul des actifs pour le compte des clients au cours de l'exercice 2020 a été marginal et entièrement lié aux marchés.

	T4/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2020 Variation
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	13,6 %	4,3 %	1,7 %	9,1 %	-19,6 %	-7,0 %
S&P/TSX	13,3 %	2,6 %	2,5 %	3,2 %	-20,9 %	-14,2 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	9,9 %	0,3 %	-1,9 %	9,6 %	-19,0 %	-12,7 %
MSCI MONDE	12,3 %	3,8 %	0,1 %	9,1 %	-21,3 %	-10,8 %
INDICE S&P GS COMMODITY	15,0 %	-1,4 %	-4,2 %	8,3 %	-42,3 %	-41,0 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR						
AMÉRICAIN À 10 ANS	3,0 %	4,4 %	3,8 %	-1,9 %	14,3 %	21,5 %
\$ CA/\$ US	2,2 %	1,9 %	-1,1 %	1,9 %	-7,6 %	-5,1 %
\$ CA/€	4,5 %	0,6 %	3,1 %	-0,9 %	-6,1 %	-3,5 %

Perspectives pour l'exercice 2021

Les divers plans de relance monétaire et budgétaire mis en œuvre par les banques centrales et les gouvernements partout dans le monde semblent avoir réussi à protéger l'économie mondiale contre une crise de liquidité et de solvabilité plus importante. Cela étant dit, malgré l'allègement des mesures de confinement à l'échelle mondiale, il pourrait y avoir des risques de ralentissement dans le futur si les taux d'infection à la COVID-19 augmentent ou ne diminuent pas. Autrement, nous prévoyons que la consommation dans le cadre de la reprise sera surtout le fait du secteur manufacturier étant donné que les mesures de distanciation physique ont une incidence restrictive sur l'économie des services. Les prochaines mesures de relance budgétaire qui seront annoncées, que ce soit aux États-Unis, en Europe ou en Chine, devraient cibler les dépenses en infrastructures, car celles-ci ont un effet multiplicateur optimal sur le plan économique. C'est la raison pour laquelle nous sommes d'avis que les produits de base et les autres actifs sensibles à l'inflation seront les principaux bénéficiaires des mesures d'hyper-reflation monétaire et budgétaire pendant la phase de reprise de la demande. Nous croyons que cette conjoncture soutiendra nos activités de placement pour compte, tandis que les investisseurs modifient en conséquence la composition de leurs actifs, de même que la répartition de ces actifs dans différents secteurs et différentes entreprises. Nous prévoyons que nos activités de gestion de patrimoine continueront de faire fructifier les actifs pour le compte des clients, alors que les marchés misent de plus en plus sur un rétablissement de l'économie et des bénéfices au cours de l'année civile 2021. Enfin, malgré un niveau d'activité modeste au début de l'exercice 2021, nous nous attendons à ce que les activités de financement de sociétés et de consultation se maintiennent alors que les entreprises œuvrant dans nos secteurs cibles chercheront à mobiliser des capitaux, à se restructurer, à réaliser des fusions ou à acquérir de nouvelles entreprises afin de tirer parti des possibilités que le prochain cycle économique devrait offrir.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2020	2019	2018	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	586 884 \$	556 475 \$	461 937 \$	30 409 \$	5,5 %
Financement de sociétés	236 962	294 241	282 195	(57 279)	(19,5) %
Honoraires de consultation	206 507	142 228	122 372	64 279	45,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	108 834	125 830	113 921	(16 996)	(13,5) %
Intérêts	63 690	51 008	27 875	12 682	24,9 %
Divers	20 990	20 785	14 577	205	1,0 %
Total des produits des activités ordinaires	1 223 867	1 190 567	1 022 877	33 300	2,8 %
Charges					
Charge de rémunération	738 313	716 625	625 853	21 688	3,0 %
Autres charges indirectes ³	383 527	356 240	298 250	27 287	7,7 %
Frais de restructuration ⁴	1 921	13 070	7 643	(11 149)	(85,3) %
Frais connexes aux acquisitions	(124)	3 064	6 732	(3 188)	(104,0) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	—	(8 608)	(100,0) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	48 355	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	207	304	298	(97)	(31,9) %
Total des charges	1 123 844	1 097 911	987 131	25 933	2,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat	100 023	92 656	35 746	7 367	8,0 %
Résultat net	86 554 \$	71 582 \$	17 077 \$	14 972 \$	20,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	86 490 \$	70 530 \$	13 024 \$	15 960 \$	22,6 %
Participations de donnant pas le contrôle	64 \$	1 052 \$	4 053 \$	(988) \$	(93,9) %
Résultat par action ordinaire de base	0,78 \$	0,58 \$	0,04 \$	0,20 \$	34,5 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,65 \$	0,48 \$	0,03 \$	0,17 \$	35,4 %
Dividendes par action ordinaire	0,20 \$	0,20 \$	0,15 \$	—	—
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	—	—
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	—	—
Compte non tenu des éléments importants⁶					
Total des produits des activités ordinaires	1 223 867 \$	1 190 567 \$	1 022 877 \$	33 300 \$	2,8 %
Total des charges	1 100 810 \$	1 054 981 \$	912 270 \$	45 829 \$	4,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat	123 057 \$	135 586 \$	110 607 \$	(12 529) \$	(9,2) %
Résultat net	106 323 \$	107 355 \$	81 657 \$	(1 032) \$	(1,0) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	105 895 \$	106 303 \$	77 604 \$	(408) \$	(0,4) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	428 \$	1 052 \$	4 053 \$	(624) \$	(59,3) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,81 \$	0,80 \$	0,59 \$	0,01 \$	1,3 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	1 210 031 \$	25,4 %
Total du passif	5 027 421	3 870 934	3 165 813	1 156 487	29,9 %
Participations ne donnant pas le contrôle	156	1 997	13 571	(1 841)	(92,2) %
Total des capitaux propres	928 618	876 363	841 352	55 385	6,0 %
Nombre d'employés	2 308	2 112	1 956	196	9,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019, et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsyk Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2020	2019	2018	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	1 223 867 \$	1 190 567 \$	1 022 877 \$	33 300 \$	2,8 %
Total des charges selon les IFRS	1 123 844 \$	1 097 911 \$	987 131 \$	25 933 \$	2,4 %
Charges					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	9 167	2 496	2 317	6 671	267,3 %
Frais connexes aux acquisitions	1 806	1 976	—	(170)	(8,6) %
Frais de restructuration	—	13 070	4 704	(13 070)	(100) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	42 399	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 940	11 153	8 273	2 787	25,0 %
Frais de restructuration	1 921	—	2 939	n. p.	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	(1 930)	1 088	6 732	(3 018)	(277,4) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	4 058	—	—
Frais de développement	—	245	—	(245)	(100) %
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ²	(1 870)	4 294	1 541	(6 164)	(143,5) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Perte sur débetures convertibles	—	8 608	—	(8 608)	(100) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	1 898	—	—
Total des éléments importants	23 034	42 930	74 861	(19 896)	(46,3) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	1 100 810	1 054 981	912 270	45 829	4,3 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	123 057 \$	135 586 \$	110 607 \$	(12 529) \$	(9,2) %
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	16 734	28 231	28 950	(11 497)	(40,7) %
Résultat net – ajusté	106 323 \$	107 355 \$	81 657 \$	(1 032) \$	(1,0) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	96 491	96 899	68 011	(408)	(0,4) %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	0,98 \$	1,01 \$	0,73 \$	(0,03) \$	(3,0) %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	0,81 \$	0,80 \$	0,59 \$	0,01 \$	1,3 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe qui suit.

RÉGIONS

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et en Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

GOODWILL

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis et en Australie, n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2020 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis et en Australie. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2020 se sont établis à 1,2 milliard \$, en hausse de 2,8 %, ou 33,3 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Pour le troisième exercice d'affilée, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à une hausse des produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale de 49,6 millions \$ ainsi qu'à une hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Les produits des activités ordinaires du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont diminué de 14,9 millions \$, ou 2,1 %, comparativement à ceux de l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2020, nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 350,4 millions \$, une augmentation de 46,8 millions \$, ou 15,4 %, comparativement à ceux inscrits au cours de l'exercice précédent attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Alors qu'ils avaient été exceptionnellement élevés au cours de l'exercice 2019, les produits tirés de nos activités au Canada ont reculé de 56,0 millions \$, ou 21,5 %, en raison surtout de la diminution des produits tirés du financement de sociétés et des commissions et honoraires. Nos activités au Royaume-Uni ont généré des produits des activités ordinaires de 96,1 millions \$ au cours de l'exercice 2020, ce qui représente une baisse de 12,7 millions \$, ou 11,7 %. Malgré la diminution globale des produits des activités ordinaires, nos activités au Royaume-Uni ont réalisé certains mandats de consultation au cours de l'exercice 2020, ce qui a donné lieu à une hausse de 26,5 % des produits tirés des honoraires de consultation comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les produits de nos activités en Australie ont affiché une hausse de 7,0 millions \$, ou 22,3 %, par rapport aux produits inscrits à l'exercice 2019, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation au cours de l'exercice 2020.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale ont augmenté de 49,6 millions \$, ou 10,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu une croissance de 23,0 millions \$, ou 9,0 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2019, laquelle découle surtout de la progression des produits tirés des honoraires, attribuable à l'augmentation des actifs pour le compte des clients au cours de l'exercice. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires de 209,6 millions \$ au cours de l'exercice 2020, en hausse de 2,7 millions \$, ou 1,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. En outre, nos activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 23,9 millions \$, en hausse de 22,8 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2019, par suite de l'acquisition de Patersons au cours du T3/20 (les produits des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient comptabilisés dans Marchés des capitaux avant le T3/20).

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 30,4 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019, pour s'établir à 586,9 millions \$ à l'exercice 2020. Cette augmentation s'explique par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une diminution de 23,0 millions \$, ou 13,1 %, des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux comparativement à ceux de l'exercice 2019.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 237,0 millions \$ à l'exercice 2020, en baisse de 57,3 millions \$, ou 19,5 %, par rapport à 294,2 millions \$ à l'exercice 2019, du fait d'une diminution des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les régions où nous exerçons nos principales activités ont vu les produits tirés des activités de financement de sociétés reculer, sauf en Australie, où les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 21,8 millions \$ à l'exercice 2020, en hausse par rapport à 17,5 millions \$ à l'exercice 2019.

S'établissant à 206,5 millions \$ à l'exercice 2020, les produits tirés des honoraires de consultation ont présenté une hausse de 64,3 millions \$, ou 45,2 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. La plus importante augmentation, soit 47,7 millions \$, ou 97,0 %, a été enregistrée par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, grâce à l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Les produits tirés des honoraires de consultation au Royaume-Uni ont progressé de 11,1 millions \$, ou 26,5 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2019. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie ont affiché des progressions plus modestes, soit respectivement 4,5 millions \$ et 1,6 million \$, par rapport à l'exercice précédent.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont reculé de 17,0 millions \$ pour s'établir à 108,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020, du fait surtout de la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et au Royaume-Uni.

Les produits d'intérêts se sont établis à 63,7 millions \$ pour l'exercice 2020, en hausse de 12,7 millions \$, ou 24,9 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, à la faveur de la hausse des produits tirés de nos activités au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. La hausse des activités de financement de sociétés au Canada pendant l'exercice s'est soldée par une augmentation des occasions de prêts et des produits d'intérêts. Les produits divers se sont chiffrés à 21,0 millions \$, soit une légère augmentation de 0,2 million \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Charge de rémunération	60,3 %	60,2 %	0,1 pp
Autres charges indirectes ¹	31,3 %	29,9 %	1,4 pp
Frais de restructuration ^{2, 3}	0,2 %	1,1 %	(0,9) pp
Frais connexes aux acquisitions ²	0,0 %	0,3 %	(0,3) pp
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ^{2, 3}	0,0 %	0,0 %	0,0 pp
Perte sur extinction de débetures convertibles	0,0 %	0,7 %	(0,7) pp
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁴	n. p.	n. p.	n. p.
Total	91,8 %	92,2 %	(0,4) pp

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

3) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

4) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

pp : points de pourcentage

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Les charges de l'exercice 2020 ont été de 1,12 milliard \$, en hausse de 25,9 millions \$, ou 2,4 %, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 1,1 milliard \$, en hausse de 45,8 millions \$, ou 4,3 %, par rapport à celui de l'exercice 2019. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Charge de rémunération

Depuis le T1/20, les charges qui étaient auparavant comptabilisées à titre de charge de rémunération au rendement et de charges salariales sont regroupées dans les coûts de rémunération. Ce reclassement reflète la nouvelle façon adoptée par la direction pour gérer la rémunération globale. Les informations comparatives ont également été regroupées.

La charge de rémunération s'est fixée à 738,3 millions \$, en hausse de 21,7 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale a représenté 60,3 % des produits des activités ordinaires de l'exercice 2020, soit une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Frais de négociation	83 964 \$	83 577 \$	0,5 %
Locaux et matériel	18 094	41 719	(56,6) %
Communications et technologie	66 666	64 930	2,7 %
Intérêts	33 678	25 453	32,3 %
Frais d'administration	113 612	100 768	12,7 %
Amortissement ¹	32 594	24 280	34,2 %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	22 866	—	n. p.
Frais de développement	12 053	15 513	(22,3) %
Total des autres charges indirectes	383 527 \$	356 240 \$	7,7 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Les autres charges indirectes de l'exercice 2020 ont augmenté de 383,5 millions \$, ou 7,7 %, et représentent 31,3 % des produits des activités ordinaires par rapport à 29,9 % à l'exercice 2019. La charge d'intérêts, les frais d'administration, la charge d'amortissement et les frais de développement figurent au nombre des hausses les plus importantes enregistrées au titre des charges indirectes, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des frais liés aux locaux et au matériel (y compris l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation).

Par suite de l'adoption de la nouvelle norme comptable IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), les paiements de loyers ne sont plus comptabilisés dans les frais liés aux locaux et au matériel. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont plutôt comptabilisés et des obligations locatives d'un montant correspondant sont inscrites dans l'état de la situation financière. Les informations comparatives des périodes antérieures n'ont pas été retraitées dans le cadre de l'adoption de l'IFRS 16. Pour l'exercice 2020, ce changement de méthode comptable a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 23,6 millions \$, ou 56,6 %, comparativement à ceux de l'exercice 2019, et à la comptabilisation d'une charge compensatoire de 22,9 millions \$ liée à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation.

De plus, la charge d'amortissement a augmenté de 8,3 millions \$, ou 34,2 %, comparativement à celle de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19, à l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et à l'acquisition de Patersons au T3/20.

La charge d'intérêts a augmenté de 8,2 millions \$, ou 32,3 %, par rapport à celle de l'exercice clos le 31 mars 2019, ce qui est en partie attribuable à la charge d'intérêts comptabilisée au titre des obligations locatives par suite de l'adoption de l'IFRS 16. En outre, la charge d'intérêts de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a également augmenté en lien avec l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire pour financer l'acquisition de Thomas Miller.

Les frais d'administration ont augmenté de 12,8 millions \$, ou 12,7 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les frais d'administration liés à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont affiché une hausse de 3,9 millions \$, ou 22,4 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en partie en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires professionnels. Aux États-Unis, les frais d'administration ont également augmenté de 4,1 millions \$, ou 21,3 %, en raison d'une hausse des frais liés aux conférences et des autres coûts visant à encourager la croissance dans cette région. De plus, les frais d'administration liés à nos activités de gestion de patrimoine ont augmenté de 8,9 millions \$, ou 26,4 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019, ce qui est attribuable en partie à l'accroissement de nos activités en Australie découlant de l'acquisition de Patersons ainsi qu'à la croissance soutenue de nos activités au Royaume-Uni et en Europe. En outre, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également comptabilisé des réserves plus élevées au titre de questions d'ordre juridique en cours et nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont comptabilisé des provisions plus élevées pour les comptes sur marge des particuliers au T4/20 en raison de la chute rapide des cours du marché en mars 2020.

Les frais de développement ont baissé de 3,5 millions \$, ou 22,3 %, en regard de ceux de l'exercice 2019, en raison essentiellement d'un ajustement de certains coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe pour tenir compte de la conjoncture du marché.

Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont comptabilisé des frais de restructuration de 1,1 million \$ pour l'exercice 2020, en raison de la poursuite des activités d'intégration liées à nos acquisitions au Royaume-Uni. En outre, des frais de restructuration de 0,8 million \$ ont été engagés relativement à certains frais d'intégration et coûts immobiliers dans le cadre de l'acquisition de Patersons au T3/20. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des frais de restructuration de 13,1 millions \$ avaient été comptabilisés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Au cours de l'exercice 2020, des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et de Patersons en octobre 2019, ainsi que d'autres coûts d'intégration liés aux acquisitions ultérieures. De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle se rapportant à l'acquisition de Thomas Miller, le ralentissement récent des marchés ayant entraîné une révision des estimations.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, des actifs d'impôt différé de 11,6 millions \$ ont été comptabilisés relativement à nos activités aux États-Unis. Ces actifs d'impôt différé n'avaient pas été comptabilisés auparavant en raison de pertes historiques enregistrées aux États-Unis. En raison de la comptabilisation des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice considéré, le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2020 s'est établi à 13,5 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 22,7 % pour l'exercice précédent. Tous les actifs d'impôt différé au titre de nos activités aux États-Unis ont été comptabilisés au 31 mars 2020.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2020 s'est établi à 86,6 millions \$, comparativement à 71,6 millions \$ à l'exercice 2019, soit une augmentation de 15,0 millions \$, ou 20,9 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 77,1 millions \$ pour l'exercice 2020, comparativement à 61,1 millions \$ pour l'exercice 2019. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,65 \$ à l'exercice 2020, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,48 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2020 s'est chiffré à 106,3 millions \$, et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 96,5 millions \$, par rapport à un résultat net de 107,4 millions \$, et un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 96,9 millions \$, à l'exercice 2019. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,81 \$ pour l'exercice 2020, par rapport à 0,80 \$ à l'exercice précédent.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2020. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	165 576 \$	147 191 \$	132 325 \$	141 792 \$	137 578 \$	143 115 \$	139 402 \$	136 380 \$
Financement de sociétés	48 619	51 550	51 992	84 801	60 316	98 978	67 426	67 521
Honoraires de consultation	49 997	60 691	42 015	53 804	32 220	40 698	44 396	24 914
Négociation à titre de contrepartiste	35 352	27 149	21 260	25 073	35 197	30 776	28 949	30 908
Intérêts	15 222	16 622	16 661	15 185	13 733	12 703	15 326	9 246
Divers	4 882	4 811	6 444	4 853	5 764	5 330	4 537	5 154
Total des produits des activités ordinaires	319 648	308 014	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123
Total des charges	289 430	285 731	254 527	294 156	279 265	290 991	275 414	252 241
Résultat net avant impôt sur le résultat	30 218	22 283	16 170	31 352	5 543	40 609	24 622	21 882
Résultat net	26 246 \$	22 840 \$	13 178 \$	24 290 \$	2 456 \$	32 458 \$	18 019 \$	18 649 \$
Résultat par action – de base ⁴	0,25 \$	0,21 \$	0,11 \$	0,22 \$	0,00 \$	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$
Résultat par action – après dilution ⁴	0,21 \$	0,17 \$	0,10 \$	0,18 \$	0,00 \$	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	21 451 \$	30 458 \$	23 760 \$	30 654 \$	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$
Résultat par action – de base ⁴	0,20 \$	0,29 \$	0,21 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$
Résultat par action – après dilution ⁴	0,17 \$	0,23 \$	0,18 \$	0,23 \$	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » ci-après.

4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action pour l'exercice.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	319 648 \$	308 014 \$	270 697 \$	325 508 \$	284 808 \$	331 600 \$	300 036 \$	274 123 \$
Total des charges selon les IFRS	289 430	285 731	254 527	294 156	279 265	290 991	275 414	252 241
Charges								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 773	2 458	2 465	2 471	639	639	639	579
Frais de restructuration	—	—	—	—	11 754	—	—	1 316
Frais connexes aux acquisitions	—	—	1 629	177	803	—	—	1 173
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 924	3 445	3 528	3 043	2 801	2 745	2 751	2 856
Frais de restructuration	(427)	1 250	1 098	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	(4 238)	—	1 973	335	918	170	—	—
Frais de développement ⁴	—	—	—	—	—	245	—	—
Paielements incitatifs liés aux acquisitions ³	(6 305)	1 574	1 709	1 152	(237)	1 490	1 498	1 543
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Perte sur débetures convertibles ⁴	—	—	—	—	—	—	8 608	—
Total des éléments importants	(5 273)	8 727	12 402	7 178	16 678	5 289	13 496	7 467
Total des charges compte non tenu des éléments importants	294 703	277 004	242 125	286 978	262 587	285 702	261 918	244 774
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	24 945 \$	31 010 \$	28 572 \$	38 530 \$	22 221 \$	45 898 \$	38 118 \$	29 349 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	3 494	552	4 812	7 876	5 611	9 055	9 251	4 314
Résultat net – ajusté	21 451 \$	30 458 \$	23 760 \$	30 654 \$	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	19 142 \$	27 619 \$	21 512 \$	28 218 \$	14 466 \$	34 491 \$	26 291 \$	21 651 \$
Résultat par action – de base, ajusté ⁶	0,20 \$	0,29 \$	0,21 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$
Résultat par action – après dilution, ajusté ⁶	0,17 \$	0,23 \$	0,18 \$	0,23 \$	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

4) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

5) Au T2/19, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un rajustement afin de refléter directement dans les capitaux propres une tranche de 4,9 millions \$ de la perte se rapportant à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution.

6) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Grâce à la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale et à la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles au Canada et aux États-Unis, la Société a continué d'afficher des produits des activités ordinaires et un résultat avant impôt élevés. Les produits des activités ordinaires de cinq des huit derniers trimestres ont dépassé les 300,0 millions \$ pour s'établir à un sommet record de 331,6 millions \$ au T3/19. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 3,8 % au T4/20 par rapport à ceux du trimestre précédent, et le total des produits des activités ordinaires à l'exercice 2020 s'est chiffré à 1,2 milliard \$, franchissant le cap du 1,0 milliard \$ pour un troisième exercice consécutif.

Les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont généré des produits des activités ordinaires annuels de 689,5 millions \$, soit une légère diminution de 2,1 % par rapport à ceux de l'exercice 2019 qui avaient atteint un niveau record. Dans l'ensemble, les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont baissé en regard de ceux de l'exercice 2019, en raison d'une diminution du nombre de transactions réalisées dans le secteur du cannabis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Les produits des activités ordinaires des deux derniers trimestres de l'exercice 2020 ont été moins élevés que ceux des périodes précédentes, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des activités de financement de sociétés. La région du Canada a toujours bien fait au cours des huit derniers trimestres, la marge bénéficiaire avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, atteignant un sommet de 32,5 % au T2/19.

Les produits trimestriels tirés de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont été constamment élevés au cours des huit derniers trimestres et atteint 105,6 millions \$ au T4/20. La conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 a grandement favorisé la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Le bon rendement de notre groupe Actions internationales s'est maintenu, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste s'élevant à 38,0 millions \$ au cours du dernier trimestre de l'exercice 2020. Nos activités aux États-Unis se sont aussi avérées rentables au cours des huit derniers trimestres, le résultat avant impôt compte non tenu des éléments importants¹ atteignant 14,8 millions \$ au T4/20.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont affiché une hausse des produits tirés des honoraires de consultation au second semestre de l'exercice 2020. La rentabilité s'est également améliorée au cours des derniers trimestres, le résultat avant impôt de 3,4 millions \$ au T3/20 ayant été le plus élevé des huit derniers trimestres, ce qui est attribuable en partie à la réduction des coûts découlant des mesures de restructuration prises à la fin de l'exercice 2019.

Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie ont augmenté au cours de l'exercice 2020, surtout en raison d'une augmentation des activités de financement de sociétés. En particulier, les produits tirés du financement de sociétés ont atteint 9,3 millions \$ au T3/20, soit un niveau record pour les huit derniers trimestres.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi l'incidence positive de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés au cours de l'exercice, malgré la baisse des valeurs de marché à la fin de mars en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 5,8 % au T4/20 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 23,3 % par rapport à ceux du trimestre précédent. Les produits tirés des honoraires ont continué à progresser et ont atteint 40,1 % au T4/20. Les actifs sous gestion se sont établis à 4,0 milliards \$ au T4/20, en baisse de 5,0 % comparativement à ceux du T4/19, en raison de la diminution de la valeur de marché provoquée par l'incidence de la pandémie de COVID-19 à la fin de l'exercice clos le 31 mars 2020. Les actifs sous administration, qui comprennent les actifs sous gestion, ont diminué de 10,8 %, passant de 20,7 milliards \$ à la fin de l'exercice 2019 à 18,4 milliards \$ à la fin de l'exercice 2020.

Au cours de l'exercice 2020, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la conclusion de l'acquisition de Thomas Miller. Les produits trimestriels générés par cette région ont augmenté de 7,7 % au cours du T4/20 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de ce secteur et de l'augmentation des effectifs, notre marge bénéficiaire avant impôt est demeurée solide à 19,1 % au T4/20, compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T4/20, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 68,6 %, une baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/19 du fait de l'augmentation des activités de transaction pendant l'exercice. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont diminué de 9,8 % à la fin du T4/20, comparativement à ceux à la fin du T4/19, en raison de la diminution de la valeur de marché. Évalués en monnaie locale, les ASG ont baissé de 10,8 %, pour s'établir à 22,7 milliards £ au 31 mars 2020.

Du fait de la conclusion de l'acquisition de Patersons au T3/20, nos activités australiennes se sont élargies, et les produits des activités ordinaires ont atteint 12,9 millions \$ au T4/20. Les ASG se chiffraient à 2,4 milliards \$ à la fin de l'exercice clos le 31 mars 2020, une baisse de 1,3 milliard \$ par rapport à ceux du trimestre précédent.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Rendement du quatrième trimestre de 2020

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 319,6 millions \$, soit 34,8 millions \$, ou 12,2 %, de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 20,8 millions \$ par rapport à ceux du T4/19, ce qui découle en partie de l'apport de l'acquisition de Patersons conclue au T3/20.

Le secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity a affiché une augmentation des produits des activités ordinaires de 16,5 millions \$, ou 10,3 %, par rapport à ceux du T4/19. Nos activités aux États-Unis ont présenté une hausse des produits des activités ordinaires de 32,2 millions \$ ou 43,8 %, comparativement à ceux du T4/19, qui relève essentiellement de l'augmentation des produits tirés des honoraires de consultation, laquelle découle principalement de l'acquisition de Petsky Prunier réalisée en février 2019. En Australie, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 5,6 millions \$, ou 170,4 %, par rapport à ceux du T4/19, du fait surtout d'une hausse des produits tirés des honoraires de consultation et du financement de sociétés. La hausse des produits des activités ordinaires aux États-Unis et en Australie a été en partie contrebalancée par des baisses au Canada et au Royaume-Uni. La baisse des produits des activités ordinaires au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada s'explique en grande partie par la diminution des produits tirés du financement de sociétés et des produits tirés des commissions et des honoraires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 6,0 millions \$, ou 20,7 %, des produits générés par nos activités au Royaume-Uni découle surtout d'une baisse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste dans cette région.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 28,0 millions \$, ou 20,4 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 165,6 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine, comme il a été mentionné précédemment. Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont baissé de 11,7 millions \$, ou 19,4 %, pour s'établir à 48,6 millions \$ au T4/20, alors que nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont fait état d'une diminution de 18,4 millions \$, ou 64,7 %, attribuable à une réduction des activités de financement, en partie contrebalancée par des hausses aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont fixés à 50,0 millions \$ au T4/20, en hausse de 17,8 millions \$, ou 55,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est attribuable aux produits plus élevés générés dans l'ensemble des principales régions où nous menons nos activités.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont affiché une légère hausse de 0,2 million \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, alors que l'augmentation des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a été essentiellement contrebalancée par des baisses liées à nos activités au Canada et au Royaume-Uni.

Les produits d'intérêts se sont chiffrés à 15,2 millions \$ au T4/20, en hausse de 1,5 million \$, ou 10,8 %, par rapport à ceux du T4/19, en raison principalement de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres dans nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

Pour le T4/20, les produits divers ont affiché une diminution de 0,9 million \$ ou 15,3 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2019, en raison de la baisse des produits tirés de Pinnacle Correspondent Services.

Charges

Les charges ont totalisé 289,4 millions \$, en hausse de 10,2 millions \$, ou 3,6 %, en regard de celles du T4/19. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 294,7 millions \$, en hausse de 32,1 millions \$, ou 12,2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 92,2 %, comme celui du T4/19.

La charge de rémunération a augmenté de 23,7 millions \$, ou 13,5 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 62,2 % au T4/20, en hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport au trimestre clos le 31 mars 2019.

Compte non tenu des éléments importants¹, les charges indirectes autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont été de 29,9 %, en légère augmentation par rapport à celles du T4/19. Les variations les plus importantes des charges indirectes par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais de négociation, la charge d'intérêts, les frais d'administration et la charge d'amortissement. Comme il a déjà été mentionné, l'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une diminution des frais liés aux locaux et au matériel de 6,3 millions \$ par rapport à ceux du T4/19, ce qui a été en partie contrebalancé par une hausse de la charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 5,5 millions \$.

Les frais de négociation ont affiché une hausse de 4,9 millions \$, ce qui découle principalement de l'augmentation des activités de négociation en lien avec nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi que de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine en Australie grâce à l'acquisition de Patersons au T3/20. La charge d'intérêts a augmenté de 3,0 millions \$, ou 52,7 %, ce qui est surtout attribuable à la charge d'intérêts relative aux obligations locatives comptabilisée en vertu de l'IFRS 16. Les frais de développement ont diminué de 5,7 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'un ajustement des coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe pour tenir compte de la conjoncture du marché.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Un ajustement mineur des coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons au T3/20 a entraîné le recouvrement de frais de restructuration de 0,4 million \$. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, des frais de restructuration de 11,8 millions \$ avaient été comptabilisés au titre des indemnités de cessation d'emploi et des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni annoncée au T4/19.

De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle se rapportant à l'acquisition de Thomas Miller, le ralentissement récent des marchés ayant entraîné une révision des estimations.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 4,0 millions \$ au T4/20 par rapport à 3,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/20 s'est établi à 14,0 %, comparativement à 25,3 % pour le T4/19. La diminution du taux d'impôt effectif pour le trimestre considéré découle de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé de 3,7 millions \$ en lien avec nos activités aux États-Unis, comme il a été mentionné précédemment.

Résultat net

Le résultat net pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 s'est élevé à 26,2 millions \$, comparativement à un résultat net de 2,5 millions \$ au T4/19. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,9 millions \$ au T4/20, par rapport à 0,3 million \$ au T4/19. Le résultat par action ordinaire après dilution pour le trimestre considéré s'est fixé à 0,21 \$, par rapport à 0,00 \$ au T4/19. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net a atteint 21,5 millions \$ au T4/20 en regard de 16,6 millions \$ au T4/19, soit une augmentation de 4,8 millions \$, ou 29,1 %, qui découle surtout de la hausse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a été de 19,1 millions \$ par rapport à 14,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,17 \$ au T4/20 par rapport à 0,12 \$ au T4/19.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2020				2019			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	204 636	\$ 206 455	\$ 22 963	\$ 434 054	\$ 260 665	\$ 204 420	\$ 24 430	\$ 489 515
Royaume-Uni et Europe	96 103	277 953	—	374 056	108 789	254 985	—	363 774
États-Unis	350 379	3 111	—	353 490	303 587	2 406	—	305 993
Australie	38 351	23 916	—	62 267	31 366	—	—	31 366
Autres établissements à l'étranger	—	—	—	—	(81)	—	—	(81)
Total des produits des activités ordinaires	689 469	511 435	22 963	1 223 867	704 326	461 811	24 430	1 190 567
Charges	623 663	430 518	69 663	1 123 844	622 760	388 741	86 410	1 097 911
Imputations intersectorielles	17 005	12 743	(29 748)	—	18 689	14 467	(33 156)	—
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	48 801	\$ 68 174	\$(16 952)	\$ 100 023	\$ 62 877	\$ 58 603	\$(28 824)	\$ 92 656
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	689 469	511 435	22 963	1 223 867	704 326	461 811	24 430	1 190 567
Charges	612 690	418 457	69 663	1 100 810	605 218	371 961	77 802	1 054 981
Imputations intersectorielles	17 005	12 743	(29 748)	—	18 689	14 467	(33 156)	—
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	59 774	\$ 80 235	\$(16 952)	\$ 123 057	\$ 80 419	\$ 75 383	\$(20 216)	\$ 135 586
Nombre d'employés	789	1 180	339	2 308	832	972	308	2 112

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 25 des états financiers consolidés audités à la page 106.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans neuf pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2020, 70,3 % du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Marchés des capitaux Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Marchés des capitaux Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Marchés des capitaux Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement des activités sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2020						2019					
	Canada	Royaume- Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établisse- ments à l'étranger ⁶	Total	Canada	Royaume- Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établisse- ments à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	204 636	\$ 96 103	\$ 350 379	\$ 38 351	\$ —	689 469	\$ 260 665	\$ 108 789	\$ 303 587	\$ 31 366	\$ (81)	\$ 704 326
Charges												
Charge de rémunération	110 163	60 830	205 929	25 149	—	402 071	134 562	78 278	170 618	19 981	808	404 247
Autres charges indirectes	63 880	30 753	113 916	10 742	—	219 291	53 052	38 333	101 533	9 407	690	203 015
Frais de développement	31	—	464	—	—	495	72	96	284	—	—	452
Frais connexes aux acquisitions	—	—	177	1 629	—	1 806	1 173	—	803	—	—	1 976
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	—	13 070	—	—	—	13 070
Total des charges	174 074	91 583	320 486	37 520	—	623 663	188 859	129 777	273 238	29 388	1 498	622 760
Imputations intersectorielles ³	12 241	895	3 010	859	—	17 005	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	18 321	\$ 3 625	\$ 26 883	\$ (28)	\$ —	48 801	\$ 59 348	\$ (23 896)	\$ 27 312	\$ 1 692	\$ (1 579)	\$ 62 877
Compte non tenu des éléments importants⁴												
Total des produits des activités ordinaires	204 636	96 103	350 379	38 351	—	689 469	260 665	108 789	303 587	31 366	(81)	704 326
Total des charges	171 522	91 583	313 694	35 891	—	612 690	185 194	116 707	272 431	29 388	1 498	605 218
Imputations intersectorielles ³	12 241	895	3 010	859	—	17 005	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	20 873	\$ 3 625	\$ 33 675	\$ 1 601	\$ —	59 774	\$ 63 013	\$ (10 826)	\$ 28 119	\$ 1 692	\$ (1 579)	\$ 80 419
Nombre d'employés	257	136	313	83	—	789	255	197	308	68	4	832

- Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).
- Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.
- Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.
- Comprend les activités à Dubaï.
- À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Canada	29,7 %	37,0 %	(7,3) pp
Royaume-Uni et Europe ¹	13,9 %	15,4 %	(1,5) pp
États-Unis	50,8 %	43,1 %	7,7 pp
Australie	5,6 %	4,5 %	1,1 pp
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,0 %	0,0 pp
	100,0 %	100,0 %	

pp : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 689,5 millions \$, en baisse de 14,9 millions \$, ou 2,1%, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Les produits des activités ordinaires ont augmenté aux États-Unis et en Australie, respectivement de 46,8 millions \$, ou 15,4 %, et 7,0 millions \$, ou 22,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Au Canada, les produits des activités ordinaires ont baissé de 56,0 millions \$, ou 21,5 %, alors qu'ils avaient été exceptionnellement élevés à l'exercice 2019. Les produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni ont reculé de 12,7 millions \$, ou 11,7 %, pour s'établir à 96,1 millions \$ à l'exercice 2020 en raison de la diminution des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste, des commissions et des honoraires et des activités de financement, en partie compensée par la hausse des honoraires de consultation gagnés au cours de l'exercice.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2020, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. L'apport de nos activités de mobilisation de capitaux dans le secteur soins de santé et sciences de la vie comprend les produits tirés des activités liées au cannabis, et nous constatons que nos activités de financement de sociétés aux États-Unis ont constitué un vecteur important de la croissance des produits tirés des sous-secteurs service de santé et technologie de l'information en santé, ainsi que de l'ensemble du secteur sciences de la vie. Les produits tirés des secteurs de la technologie et de l'industrie sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada et témoignent de l'accroissement soutenu de notre secteur de la technologie aux États-Unis.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits de financements des sociétés
Sciences de la vie	22,4 %	28,9 %
Technologie	17,9 %	26,4 %
Industries	5,9 %	12,6 %
Métaux et mines	19,2 %	12,1 %
Produits diversifiés	6,6 %	7,1 %
Produits financiers	4,9 %	5,8 %
Produits de consommation et de détail	4,0 %	3,3 %
Immobilier	5,9 %	2,0 %
Autres	4,0 %	0,9 %
Produits structurés et développement durable	6,0 %	0,5 %
Énergie	3,2 %	0,4 %
Total	100,0 %	100,0 %

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	20,6 %	43,4 %	5,4 %	7,2 %
Métaux et mines	23,8 %	0,0 %	5,4 %	43,3 %
Technologie	6,4 %	43,4 %	25,7 %	15,5 %
Produits diversifiés	11,7 %	0,0 %	0,0 %	2,1 %
Produits structurés et développement durable	11,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Immobilier	10,7 %	0,0 %	1,4 %	0,0 %
Industries	1,0 %	11,4 %	25,6 %	1,0 %
Produits financiers	5,6 %	0,0 %	13,5 %	4,1 %
Produits de consommation et de détail	1,8 %	1,8 %	16,2 %	7,2 %
Autres	4,1 %	0,0 %	0,0 %	13,4 %
Énergie	3,1 %	0,0 %	6,8 %	6,2 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	39,3 %	34,9 %	1,9 %	5,5 %
Technologie	6,7 %	51,3 %	14,3 %	11,9 %
Industries	0,2 %	12,2 %	46,8 %	5,4 %
Métaux et mines	21,2 %	0,0 %	0,8 %	51,5 %
Produits diversifiés	18,7 %	0,0 %	0,0 %	5,5 %
Produits financiers	6,0 %	0,0 %	23,8 %	0,1 %
Produits de consommation et de détail	0,5 %	1,6 %	11,1 %	9,2 %
Immobilier	5,3 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %
Autres	0,3 %	0,0 %	0,0 %	9,6 %
Produits structurés et développement durable	1,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Énergie	0,5 %	0,0 %	0,8 %	1,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

CHARGES

Les charges de l'exercice 2020 se sont élevées à 623,7 millions \$, une hausse de 0,9 million \$, ou 0,1 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2020 a été de 612,7 millions \$, une hausse de 7,5 millions \$, ou 1,2 %, comparativement à celui de l'exercice 2019. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges a augmenté de 2,9 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Charge de rémunération

La charge de rémunération pour l'exercice 2020 est en baisse de 2,2 millions \$, ou 0,5 %, comparativement à celle de l'exercice 2019. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 58,3 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020, en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2019.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,2 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2019, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. Le ratio de la rémunération de nos activités aux États-Unis s'est établi à 58,8 % pour l'exercice 2020, une hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, du fait d'ajustements aux comptes de rémunération au rendement et aux coûts fixes du personnel. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 8,7 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2019, en raison de la baisse des coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie s'est chiffrée à 65,6 %, soit une hausse de 1,9 point de pourcentage attribuable au fait qu'une plus grande partie de certains coûts du personnel est de nature invariable.

Charge de rémunération (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Canada	53,8 %	51,6 %	2,2 pp
Royaume-Uni et Europe	63,3 %	72,0 %	(8,7) pp
États-Unis	58,8 %	56,2 %	2,6 pp
Australie	65,6 %	63,7 %	1,9 pp
Autres établissements à l'étranger	n. p.	n. p.	n. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	58,3 %	57,4 %	0,9 pp

pp : points de pourcentage
n. p. : non pertinent

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 219,3 millions \$ pour l'exercice 2020 par rapport à 203,0 millions \$ pour l'exercice 2019, ce qui représente une hausse de 16,3 millions \$, ou 8,0 %. Les frais d'administration, la charge d'amortissement et la charge d'intérêts figurent parmi les plus importantes hausses de charges indirectes par rapport à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,7 millions \$, ou 8,8 %, en comparaison de ceux de l'exercice 2019, en raison de l'augmentation des honoraires professionnels, des frais de promotion et de déplacement, et des autres frais de bureau pour soutenir et développer nos activités.

La charge d'amortissement s'est fixée à 13,0 millions \$, en hausse de 5,8 millions \$ comparativement à celle de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Petsky Prunier.

La charge d'intérêts a augmenté de 5,8 millions \$, ou 59,6 %, par rapport à celle de l'exercice 2019, en raison de la comptabilisation d'une charge d'intérêts relative aux obligations locatives conformément à l'IFRS 16. De plus, la modification de méthode comptable a également donné lieu à une baisse de 15,1 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel, contrebalancée en partie par l'augmentation de 13,2 millions \$ de la charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, des frais connexes aux acquisitions de 1,8 million \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Patersons (les activités de gestion de patrimoine en Australie étaient comptabilisées avec les activités sur les marchés des capitaux en Australie avant le T3/20).

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 48,8 millions \$ pour l'exercice 2020, une diminution de 14,1 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a diminué, passant de 80,4 millions \$ à l'exercice 2019 à 59,8 millions \$ à l'exercice 2020. La diminution du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs d'exploitation au Canada et au Royaume-Uni, combinée à une augmentation des charges indirectes.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement au Canada pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. En plus de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18, la Société a fait l'acquisition de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20, élargissant davantage ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Au Royaume-Uni et en Europe, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 12 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement et des portefeuilles modèles gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2020, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 9 bureaux dans l'ensemble du Canada. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation.

La division tirant 72,9 % de ses produits des activités donnant droit à des honoraires récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera de saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre et d'approfondir le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	209 566 \$	206 826 \$	2 740 \$	1,3 %
Charges				
Charge de rémunération	121 494	118 860	2 634	2,2 %
Autres charges indirectes	53 184	47 968	5 216	10,9 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Total des charges	174 678	166 828	7 850	4,7 %
Imputations intersectorielles ³	12 229	13 152	(923)	(7,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	22 659 \$	26 846 \$	(4 187) \$	(15,6) %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	4 009	4 221	(212)	(5,0) %
ASA – Canada ⁵	18 440	20 674	(2 234)	(10,8) %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	146	155	(9)	(5,8) %
Nombre d'employés	432	430	2	0,5 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	174 678 \$	166 828 \$	7 850 \$	4,7 %
Imputations intersectorielles ³	12 229	13 152	(923)	(7,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	22 659	26 846	(4 187)	(15,6) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASA, les ASG, le nombre d'équipes de conseillers et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 209,6 millions \$, soit une hausse de 2,7 millions \$, ou 1,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019, attribuable à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés du financement de sociétés.

Les ASA au Canada ont baissé de 10,8 %, passant de 20,7 milliards \$ au 31 mars 2019 à 18,4 milliards \$ au 31 mars 2020, par suite de la réduction de la valeur de marché causée par l'incidence de la pandémie de COVID-19. On comptait 146 équipes de conseillers au Canada, soit neuf de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 5,3 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 40,2 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Pour l'exercice 2020, les charges se sont élevées à 174,7 millions \$, en hausse de 7,9 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à celles de l'exercice 2019. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,7 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération a augmenté de 2,6 millions \$, ou 2,2 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,5 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 58,0 % à l'exercice 2020.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 2,2 % comparativement à celles de l'exercice 2019. Les frais de négociation ont augmenté de 2,3 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2019, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais d'administration ont augmenté de 2,0 millions \$, ou 14,0 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences ainsi que du fait des honoraires de transfert associés aux nouveaux comptes et des provisions pour les frais juridiques et les règlements. Les frais de développement se sont accrus de 1,5 million \$, en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 2,2 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2019, par suite du changement de méthode comptable pour les contrats de location comme il a été mentionné précédemment, et une augmentation similaire de 2,4 millions \$ pour l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a été comptabilisée à l'exercice 2020.

Le résultat avant impôt sur le résultat a affiché une baisse de 4,2 millions \$ pour s'établir à 22,7 millions \$ à l'exercice 2020, du fait de la hausse de certaines charges indirectes qui ne varient pas directement en fonction des produits des activités ordinaires.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	277 953 \$	254 985 \$	22 968 \$	9,0 %
Charges				
Charge de rémunération	151 020	144 827	6 193	4,3 %
Autres charges indirectes	80 881	75 998	4 883	6,4 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Frais de restructuration	1 098	—	1 098	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	(1 930)	1 088	(3 018)	(277,4) %
Total des charges	231 069	221 913	9 156	4,1 %
Imputations intersectorielles ²	1 149	1 315	(166)	(12,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	45 735 \$	31 757 \$	13 978 \$	44,0 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	39 879	44 195	(4 316)	(9,8) %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	210	190	20	10,5 %
Nombre d'employés	548	542	6	1,1 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	220 274 \$	205 133 \$	15 141 \$	7,4 %
Imputations intersectorielles ²	1 149	1 315	(166)	(12,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	56 530	48 537	7 993	16,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASG, le nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

5) Comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor, société acquise le 29 janvier 2019, et les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019.

Les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor sont pris en compte depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et ceux de Thomas Miller, après la date de clôture du 1^{er} mai 2019, et ils sont également inclus dans l'analyse ci-après.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 278,0 millions \$ à l'exercice 2020, en hausse de 23,0 millions \$, ou 9,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 164,3 millions £ à l'exercice 2020, en hausse de 16,2 millions £, ou 10,9 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, les ASG au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 39,9 milliards \$, en baisse de 9,8 % par rapport à 44,2 milliards \$ au 31 mars 2019 en raison de la baisse de la valeur de marché. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont diminué de 10,8 % comparativement à ceux au 31 mars 2019. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 72,9 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2020, une augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport ceux de à l'exercice précédent.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 151,0 millions \$, en hausse de 6,2 millions \$ par rapport à 144,8 millions \$ à l'exercice 2019, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et honoraires liés au rendement. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,5 points de pourcentage, passant de 56,8 % à l'exercice 2019 à 54,3 % à l'exercice 2020.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les autres charges indirectes ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 6,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,4 millions \$, ou 23,0 %, ce qui s'explique en partie par les réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours ainsi que par les coûts en soutien aux activités élargies. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20 a entraîné une augmentation de 2,5 millions \$, ou 16,6 %, de la charge d'amortissement comparativement à celle de l'exercice 2019. La charge d'intérêts a augmenté de 1,8 million \$, ou 70,0 %, en lien avec l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire pour conclure l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et avec la charge d'intérêts inscrite au titre des obligations locatives comptabilisées par suite de l'adoption de l'IFRS 16. L'augmentation des frais de négociation de 2,6 millions \$, ou 32,1 %, découle surtout de l'augmentation des activités de négociation par rapport à celles de l'exercice précédent. Les frais de développement ont diminué de 5,0 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison d'un ajustement des coûts relatifs aux mesures incitatives liées aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni pour tenir compte de la conjoncture du marché.

Des frais de restructuration de 1,1 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2020 au titre des coûts d'intégration liés aux acquisitions récentes. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2019.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 2,3 millions \$ relativement à l'acquisition de Thomas Miller en mai 2019. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice. De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle initialement comptabilisée dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller, le ralentissement récent des marchés ayant entraîné une révision des estimations. Les frais connexes aux acquisitions de 1,1 million \$ comptabilisés à l'exercice 2019 étaient liés aux acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 45,7 millions \$, comparativement à 31,8 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des produits des activités ordinaires et par les ajustements susmentionnés en lien avec les coûts relatifs aux mesures incitatives et la contrepartie éventuelle. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 56,5 millions \$, soit une hausse de 8,0 millions \$, ou 16,5 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

RENDEMENT FINANCIER – AUSTRALIE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	23 916 \$	—	23 916 \$	n. p.
Charges				
Charge de rémunération	15 268	—	15 268	n. p.
Autres charges indirectes	8 680	—	8 680	n. p.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	n. p.
Frais de restructuration	823	—	823	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	n. p.
Total des charges	24 771	—	24 771	n. p.
Imputations intersectorielles ²	(635)	—	(635)	n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(220) \$	—	(220) \$	n. p.
ASG ³	2 400	—	2 400	n. p.
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	119	—	119	n. p.
Nombre d'employés	200	—	200	n. p.
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	23 505 \$	—	23 505 \$	n. p.
Imputations intersectorielles ²	(635)	—	(635)	n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	1 046	—	1 406 \$	n. p.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASG, le nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

À compter du T3/20, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie) comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») depuis la date de clôture de l'acquisition du 21 octobre 2019, ainsi que les activités de gestion de patrimoine auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a généré des produits des activités ordinaires de 23,9 millions \$. Les ASG des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 2,4 milliards \$ au 31 mars 2020 et comprenaient des actifs pour le compte des clients détenus dans leurs plateformes de gestion des placements. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 23,1 % des produits de gestion de patrimoine à l'exercice 2020.

La charge de rémunération, les frais de négociation et les frais d'administration composent la majeure partie du total des charges de 24,8 millions \$ pour l'exercice 2020. La charge de rémunération s'est chiffrée à 15,3 millions \$ à l'exercice 2020. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 63,8 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Des frais de restructuration de 0,8 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2020 au titre des coûts d'intégration engagés dans le cadre de l'acquisition de Patersons.

La perte avant impôt sur le résultat de 0,2 million \$ pour l'exercice considéré découle principalement des frais de restructuration liés aux efforts d'intégration et d'autres coûts immobiliers. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2020 a été de 1,0 million \$.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette unité d'exploitation a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 339 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	22 963 \$	24 430 \$	(1 467) \$	(6,0) %
Charges				
Charge de rémunération	48 460	48 691	(231)	(0,5) %
Autres charges indirectes	20 996	28 807	(7 811)	(27,1) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Perte sur débetures convertibles	—	8 608	(8 608)	n. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	207	304	(97)	(31,9) %
Total des charges	69 663	86 410	(16 747)	(19,4) %
Imputations intersectorielles ²	(29 748)	(33 156)	3 408	(10,3) %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(16 952)	(28 824)	11 872	(41,2) %
Nombre d'employés	339	308	31	10,1 %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	69 663 \$	77 802 \$	(8 139) \$	(10,5) %
Imputations intersectorielles ²	(29 748)	(33 156)	3 408	(10,3) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(16 952)	(20 216)	3 264	(16,1) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2020 se sont chiffrés à 23,0 millions \$, une diminution de 1,5 million \$, ou 6,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019 en lien avec une baisse des produits d'intérêts sur les soldes de trésorerie détenus au cours de l'exercice.

Le total des charges s'est établi à 69,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020, soit une baisse de 16,7 millions \$, ou 19,4 %, comparativement à celui de l'exercice précédent. Les autres charges indirectes ont diminué de 7,8 millions \$, ou 27,1 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse du recouvrement des frais de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

La perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 17,0 millions \$ pour l'exercice 2020, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 28,8 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 17,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 20,2 millions \$ à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien, de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2020	2019	2018	2017	2016
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	997 111 \$	820 739 \$	862 838 \$	677 769 \$	428 329 \$
Titres détenus	931 467	690 499	469 217	784 230	564 746
Créances clients	3 275 841	2 656 664	2 215 837	3 395 736	2 041 150
Impôt sur le résultat à recevoir	5 603	2 502	1 170	1 085	12 537
Actifs d'impôt différé	39 487	22 117	19 941	15 323	11 221
Placements	10 105	6 224	2 035	2 829	5 578
Matériel et aménagements des locaux loués	24 860	25 792	30 967	31 479	37 049
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	565 587	524 757	418 731	295 065	323 936
Actifs au titre de droits d'utilisation	106 134	—	—	—	—
Total de l'actif	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	— \$	9 639 \$	— \$	25 280 \$	14 910 \$
Titres vendus à découvert	875 017	373 419	301 006	645 742	427 435
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 673 451	3 123 765	2 638 954	3 669 883	2 185 047
Provisions	6 735	18 212	8 428	11 793	18 811
Impôt sur le résultat à payer	11 721	5 415	7 851	10 093	4 242
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	7 042	9 294	9 679	—	—
Tranche à court terme des obligations locatives	23 417	—	—	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	57 859	—	—	—	—
Contrepartie différée	8 966	22 225	9 997	—	—
Contrepartie éventuelle	47 614	108 319	49 844	—	—
Billet payable	—	5 832	—	—	—
Obligations locatives	88 922	—	—	—	—
Autres passifs non courants	1 760	1 741	—	—	—
Emprunt bancaire	79 192	50 370	61 758	—	—
Passifs d'impôt différé	9 903	7 978	13 715	140	450
Composante passif des débentures convertibles	128 322	127 225	57 081	56 442	—
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	15 000
Capitaux propres	928 618	876 363	841 352	764 785	749 929
Participations ne donnant pas le contrôle	156	1 997	13 571	11 858	8 722
Total du passif et des capitaux propres	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 997,1 millions \$ au 31 mars 2020, contre 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 931,5 millions \$ au 31 mars 2020, en regard de 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, en raison surtout d'une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients se chiffraient à 3,3 milliards \$ au 31 mars 2020, en comparaison de 2,7 milliards \$ au 31 mars 2019, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Le goodwill atteignait 395,4 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 170,2 millions \$, au 31 mars 2020. Au 31 mars 2019, le goodwill s'établissait à 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 154,5 millions \$. Ces montants représentent le goodwill

et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Patersons.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 80,1 millions \$ au 31 mars 2020, comparativement à 56,6 millions \$ au 31 mars 2019, principalement en raison d'une hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé et des placements.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les titres vendus à découvert étaient de 875,0 millions \$ au 31 mars 2020, contre 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,7 milliards \$, une hausse par rapport à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2019, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, les autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 30,9 millions \$ au 31 mars 2020, comparativement à 22,6 millions \$ à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'impôt sur le résultat à payer.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a obtenu du financement supplémentaire de 17,0 millions £ sur cet emprunt dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 mars 2020, le solde impayé, déduction faite des remboursements de capital et des frais de financement non amortis, était de 49,0 millions £ (86,2 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$ CA) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt est assorti d'un taux d'intérêt annuel variable actuellement fixé à 2,6584 % au 31 mars 2020 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 653,7 millions \$ (683,2 millions \$ au 31 mars 2019). Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Ces facilités de crédit, que la Société utilise pour faciliter les activités de règlement, sont constituées d'emprunts à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, et sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 9,0 millions \$ et 105,5 millions \$ ont été comptabilisées au 31 mars 2020 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier. Se reporter aux notes 7 et 13 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 pour de plus amples renseignements.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 0,2 million \$ au 31 mars 2020, en comparaison de 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, ce qui représente 15 % (15 % au 31 mars 2019) de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2019) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2020.

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2021	Exercice 2022 – Exercice 2023	Exercice 2024 et par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	134 894	29 899	49 843	55 152
Emprunt bancaire ¹	94 183	9 503	33 851	50 829
Débiteures convertibles ²	165 906	8 295	16 591	141 020
Total des obligations contractuelles	394 983	47 697	100 285	247 001

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale et un montant de 15 000 000 £ lié à l'acquisition de Thomas Miller. L'emprunt bancaire porte intérêt à 2,6584 % par année, est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. Le solde actuel, déduction faite des frais de financement non amortis, est de 49,0 millions £.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (débiteures) émises au T2/19. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débetures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, le déficit et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 997,1 millions \$, en hausse de 176,4 millions \$ par rapport à 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, des flux de trésorerie de 143,9 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, essentiellement pour l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT (39,8 millions \$), le versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées et ordinaires (41,9 millions \$) et les paiements de loyers (31,7 millions \$), contrebalancés en partie par le produit tiré d'un emprunt bancaire (26,3 millions \$). Des flux de trésorerie de 49,9 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement, essentiellement pour les acquisitions de Thomas Miller et de Patersons au cours de l'exercice. Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 365,2 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 5,0 millions \$ de la trésorerie s'explique par l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (les débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débentures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Le montant résiduel du produit a été utilisé par la Société pour financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions.

Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2020	2019
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	93 464 251	97 580 334
Nombre d'actions émises et en circulation ²	107 812 361	115 616 744
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	130 722 846	140 241 098
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	98 449 097	96 259 582
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	128 302 744	130 943 743
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ^{4, 5}	128 302 744	130 943 743

1) Exclut 284 645 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 14 063 465 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 284 645 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 14 063 465 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 22 910 485 actions, nets des renoncations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par incrément de 0,10 \$ par action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, ce qui représentait environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, 1 467 656 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2019 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2020) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 60 212 actions

ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2019 à juillet 2019).

Au 31 mai 2020, 107 813 482 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES

Solde au 31 mars 2019	115 616 744
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	54 236
Actions émises en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier	736 850
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	144 914
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(7 272 727)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 467 656)
Solde au 31 mars 2020	107 812 361

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui a remplacé les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP ont reçu des attributions en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui a remplacé les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

UNITÉS D'ACTIONNAIRES DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement la publication initiale des états financiers intermédiaires et du rapport de gestion pour le premier trimestre de la Société prenant fin après le départ de l'administrateur. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D'ACTIONNAIRES LIÉES AU RENDEMENT

À compter du 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

OPTIONS SUR ACTIONNAIRES LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ l'action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement initiales est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée

de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2020	31 mars 2019
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc. Tunisia SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG McCarthy Taylor Ltd.	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG Wealth Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲 (北京) 投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd.	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2020, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (85 % au 31 mars 2019) (note 8).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un UALR et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2020 et 2019.

(en milliers)	31 mars 2020	31 mars 2019
Avantages du personnel à court terme	12 877 \$	10 167 \$
Paiements fondés sur des actions	1 068	2 656
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	13 945 \$	12 823 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2020	31 mars 2019
Créances clients	2 328 \$	837 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	980 \$	942 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2020 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Patersons Securities Limited et de Thomas Miller Wealth Management et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

L'incertitude économique liée à l'écllosion de la COVID-19 et à la déclaration d'une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 suscite davantage d'incertitude à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. En réponse aux répercussions de la pandémie sur l'économie, les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes conçues pour stabiliser l'économie. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales. Par conséquent, il est impossible d'estimer avec fiabilité l'ampleur et la gravité de la situation, ainsi que les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers et la situation financière de la Société pour les périodes ultérieures, y compris l'incidence de l'évolution future de la situation sur les hypothèses utilisées par la direction pour porter des jugements et effectuer des estimations.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2020, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) et de Canaccord Genuity Financial Limited. La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2020 et 2019. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2020, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue

ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été de 14,8 millions \$ (6,4 millions \$ en 2019). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe

sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. À compter de l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI utilisées en vertu du régime seront acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change

moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2020.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2020, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,1 millions \$ US, une augmentation de 1,9 million \$ US par rapport à ceux au 31 mars 2019. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 0,8 million \$ US, une diminution de 4,8 millions \$ US par rapport à ceux au 31 mars 2019. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2020, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 29,9 millions \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2020 et 2019, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyers futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- 1) Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- 2) S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- 3) Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de première application
- 4) Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers attendus avec des actifs au titre de droits d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyers effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes de respectivement 112,7 millions \$ et 121,5 millions \$ dans ses états de la situation financière consolidés. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation de 22,9 millions \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 7,2 millions \$.

Interprétation IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- 1) L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- 2) Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- 3) Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- 4) Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle a adopté des positions fiscales incertaines et a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y a pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2020.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2020, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2020 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2020 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

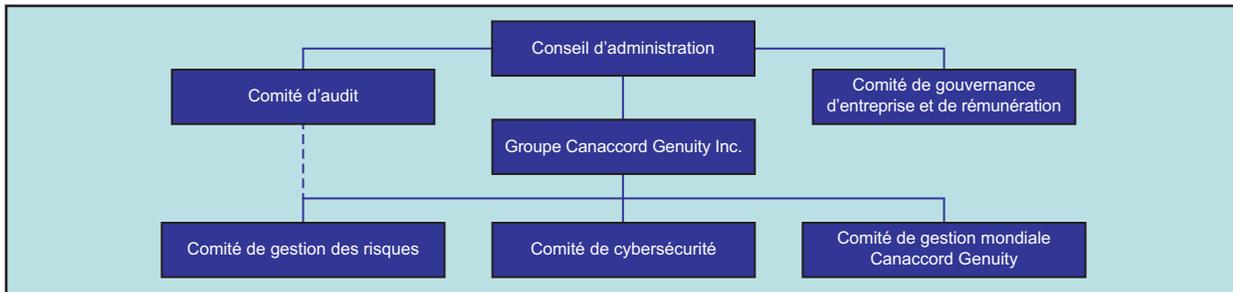
STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites

prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyberrisque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des

secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;

- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'écllosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'écllosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'écllosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'écllosion. Dans le cadre de cette révision, la Société a notamment mis en place des systèmes d'accès à distance à faible temps de latence pour les pupitres de négociation, actualisé ses solutions technologiques et son infrastructure réseau, soumis ses systèmes d'accès à distance à des tests de charge et amélioré ses politiques et procédures pour réduire le recours aux processus manuels afin d'assurer le déroulement harmonieux des activités dans un éventuel contexte de télétravail. Étant bien préparée, la Société a pu poursuivre ses activités sans perturbation apparente lors de la transition de la plupart de ses employés vers le travail à distance. Le fonctionnement harmonieux et efficace des pupitres de négociation a permis de bien servir les clients et de limiter l'exposition de la Société ainsi que les risques liés à la gestion des titres qu'elle détient et à ses positions de négociation. Bien que les systèmes, processus et procédures de la Société aient permis de limiter efficacement les risques associés à l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies ou si les conditions découlant de la pandémie de COVID-19 se détériorent ou persistent pendant une longue période de temps.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2020, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 13,1 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (17,9 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2020 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2020.

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A, payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 19 juin 2020.

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 19 juin 2020.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** et de ses filiales (la « Société »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2020 et 2019, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** aux 31 mars 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux

normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Société, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Andre de Haan.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 2 juin 2020

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		997 111 \$	820 739 \$
Titres détenus	6, 7	931 467	690 499
Créances clients	9, 24	3 275 841	2 656 664
Impôt sur le résultat à recevoir		5 603	2 502
Total des actifs courants		5 210 022	4 170 404
Actifs d'impôt différé	15	39 487	22 117
Placements	10	10 105	6 224
Matériel et aménagements des locaux loués	11	24 860	25 792
Immobilisations incorporelles	14	170 170	154 521
Goodwill	14	395 417	370 236
Actifs au titre de droits d'utilisation	12	106 134	—
Total de l'actif		5 956 195 \$	4 749 294 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire	7	— \$	9 639 \$
Titres vendus à découvert	6, 7	875 017	373 419
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 24	3 673 451	3 123 765
Provisions	28	6 735	18 212
Impôt sur le résultat à payer		11 721	5 415
Dette subordonnée	16	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	17	7 042	9 294
Tranche à court terme des obligations locatives	18	23 417	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle		57 859	—
Total des passifs courants		4 662 742	3 547 244
Passifs d'impôt différé	15	9 903	7 978
Débetures convertibles	19	128 322	127 225
Contrepartie différée	7, 13	8 966	22 225
Contrepartie éventuelle	7, 13	47 614	108 319
Billet payable	7, 8	—	5 832
Autres passifs non courants	23	1 760	1 741
Emprunt bancaire	17	79 192	50 370
Obligations locatives	18	88 922	—
Total du passif		5 027 421	3 870 934
Capitaux propres			
Actions privilégiées	20	205 641	205 641
Actions ordinaires	21	663 553	672 896
Composante capitaux propres des débetures convertibles	19	5 156	5 156
Bons de souscription	21	—	1 975
Surplus d'apport		101 501	124 710
Contrepartie différée		6 545	—
Déficit		(193 131)	(237 770)
Cumul des autres éléments du résultat global		139 353	103 755
Total des capitaux propres		928 618	876 363
Participations ne donnant pas le contrôle	8	156	1 997
Total des capitaux propres		928 774	878 360
Total du passif et des capitaux propres		5 956 195 \$	4 749 294 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Administrateur

Administrateur

Groupe Canaccord Genuity Inc. Comptes de résultat consolidés

Notes	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
	586 884	556 475
Commissions et honoraires		
	236 962	294 241
Financement de sociétés		
	206 507	142 228
Honoraires de consultation		
	108 834	125 830
Négociation à titre de contrepartiste		
	63 690	51 008
Intérêts		
	20 990	20 785
Divers		
	1 223 867	1 190 567
CHARGES		
	738 313	716 625
Charge de rémunération		
	83 964	83 577
Frais de négociation		
	18 094	41 719
Locaux et matériel		
	66 666	64 930
Communications et technologie		
	33 678	25 453
Intérêts		
	113 612	100 768
Frais d'administration		
	32 594	24 280
Amortissement	11, 14	
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	12	—
	22 866	
Frais de développement		
	12 053	15 513
Frais de restructuration	28	13 070
	1 921	
Frais connexes aux acquisitions		
	(124)	3 064
Perte sur extinction de débetures convertibles	19	8 608
	—	
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		304
	207	
	1 123 844	1 097 911
	100 023	92 656
Résultat avant impôt sur le résultat		
	29 344	31 611
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	15	
Exigible		
Différé		(10 537)
	(15 875)	
	13 469	21 074
	86 554	71 582
Résultat net de l'exercice		
Résultat net attribuable aux :		
	86 490 \$	70 530 \$
Actionnaires de GCGI		
Participations ne donnant pas le contrôle	8	1 052 \$
	64 \$	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		
	98 449	96 260
De base		
Après dilution	21	130 944
	128 303	
Résultat par action ordinaire		
	0,78 \$	0,58 \$
De base		
Après dilution	21	0,48 \$
	0,65 \$	
	0,97 \$	0,97 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	22	
	1,25 \$	1,25 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	22	
	0,20 \$	0,20 \$
Dividendes par action ordinaire	22	

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
Résultat net de l'exercice	86 554 \$	71 582 \$
Autres éléments du résultat global		
Variation nette de l'évaluation des placements disponibles à la vente, nette de l'impôt	—	443
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger, nette de l'impôt	36 745	(9 448)
Résultat global de l'exercice	123 299 \$	62 577 \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	122 088 \$	60 953 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 211 \$	1 624 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés

		31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes		
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	20	205 641	205 641
Actions ordinaires au début de l'exercice		672 896	649 846
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		489	331
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(39 846)	(32 073)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		69 903	39 322
Bons de souscription exercés dans le cadre du placement privé		732	—
Actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Actions émises dans le cadre de l'achat de participations ne donnant pas le contrôle	8	—	16 807
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	13	7 094	6 631
Actions annulées		(10 136)	(9 419)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		2 421	1 451
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	21	663 553	672 896
Bons de souscription au début de l'exercice		1 975	1 975
Reclassement à titre de passif		(1 975)	—
Bons de souscription à la fin de l'exercice		—	1 975
Débtures convertibles – capitaux propres, au début de l'exercice		5 156	2 604
Composante capitaux propres des débtures convertibles émises au cours de l'exercice, nets d'impôt		—	2 552
Débtures convertibles – capitaux propres, à la fin de l'exercice		5 156	5 156
Surplus d'apport au début de l'exercice		124 710	145 426
Paiements fondés sur des actions, montant net		(23 490)	7 306
Actions annulées		2 935	827
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(27 315)
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(2 421)	(1 058)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		(233)	(476)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		101 501	124 710
Déficit au début de l'exercice		(237 770)	(277 472)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		86 490	70 530
Dividendes sur actions ordinaires	22	(32 447)	(16 534)
Dividendes sur actions privilégiées	22	(9 404)	(9 402)
Partie de la perte sur extinction de débtures convertibles comptabilisée dans les capitaux propres	19	—	(4 892)
Déficit à la fin de l'exercice		(193 131)	(237 770)
Contrepartie différée au début de l'exercice		—	—
Petsky Prunier		6 545	—
Contrepartie différée à la fin de l'exercice		6 545	—
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		103 755	113 332
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		35 598	(9 577)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		139 353	103 755
Total des capitaux propres		928 618 \$	876 363 \$
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		1 997	13 571
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(1 542)	(777)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 211	1 624
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(9 697)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(1 510)	(2 724)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice		156	1 997
Total des capitaux propres		928 774	878 360

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

	Notes	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		86 554 \$	71 582 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	11, 14	32 594	24 280
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	12	22 866	—
Recouvrement d'impôt différé		(15 875)	10 537
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	23	42 820	49 500
Perte sur extinction de débetures convertibles	19	—	8 608
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		207	304
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		7 193	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(240 968)	(221 282)
Augmentation des créances clients		(618 636)	(446 453)
Diminution (augmentation) de l'impôt sur le résultat à payer, montant net		4 173	(10 227)
Augmentation des titres vendus à découvert		501 598	72 413
Augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		542 721	482 886
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		365 247	42 148
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
(Diminution) augmentation de la dette bancaire		(9 639)	9 639
Rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(7 201)	(8 592)
Rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		(40 000)	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(39 846)	(32 073)
Produit tiré des débetures convertibles		—	56 699
Produit d'un emprunt bancaire		26 318	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(32 447)	(16 534)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(9 404)	(9 402)
Paievements de loyers		(31 699)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(143 918)	(263)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(6 353)	(4 382)
Acquisition de Thomas Miller, nette de la trésorerie acquise		(27 634)	—
Acquisition de Patersons Securities Limited, nette de la trésorerie acquise		(11 433)	—
Participation dans une entreprise associée		(4 000)	(2 500)
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nettes de la trésorerie acquise		—	(7 545)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		—	(14 431)
Achat de placements		(498)	(4 063)
Acquisition de McCarthy Taylor Limited, nette de la trésorerie acquise		—	(3 611)
Acquisition de Petsky Prunier LLC, nette de la trésorerie acquise		—	(39 783)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(49 918)	(76 315)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		4 961	(7 669)
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie		176 372	(42 099)
Situation de trésorerie au début de l'exercice		820 739	862 838
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		997 111	820 739
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		63 439 \$	51 429 \$
Intérêts payés		32 055 \$	23 396 \$
Impôt sur le résultat payé		27 685 \$	38 464 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2020 et 2019

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société ou GCGI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan, mène des activités sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, et certains actifs non courants dépréciés, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et tous les montants sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 2 juin 2020.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. La pandémie mondiale liée à l'écllosion de la COVID-19 suscite davantage d'incertitude

à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes conçues pour stabiliser la conjoncture économique. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales. Il est impossible d'estimer avec fiabilité l'ampleur et la gravité de la situation, ainsi que les conséquences sur les résultats financiers et la situation financière de la Société et de ses filiales d'exploitation pour les périodes ultérieures. Comme la portée des répercussions de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les activités de la Société est très incertaine et difficile à prédire à l'heure actuelle, tout comme celle des mesures prises par le gouvernement et les organismes de réglementation en réponse à la pandémie, le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction est élevé.

Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et de Patersons Securities Limited.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désignée sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désignée sous le nom de « Petsky Prunier », McCarthy Taylor Ltd. (renommée CG McCarthy Taylor Limited) est désignée sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited et les activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (renommées CG Wealth Planning Limited) sont désignées sous le nom de « Thomas Miller », Patersons Securities Limited (renommée Canaccord Genuity Financial Limited) est désignée sous le nom de « Patersons », et Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignées sous le nom de « Jitneytrade ».

Consolidation

Au 31 mars 2020, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) et de Canaccord Genuity Financial Limited (CGFL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et de CGFL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2020 et 2019. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL et de CGFL au 31 mars 2020, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL et de CGFL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 23), afin de remplir ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée et que le prix de transaction peut être évalué de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les obligations de prestation liées aux transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont pratiquement remplies.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la échéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 23.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 14.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue certains de ses instruments financiers à la juste valeur, comme il est indiqué à la note 7. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions liées aux frais de restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

NOTE 03

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyers futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de première application
- Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers attendus avec des actifs au titre de droits d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyers effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes de respectivement 112,7 millions \$ et 121,5 millions \$ dans ses états de la situation financière consolidés. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation de 22,9 millions \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 7,2 millions \$ (notes 12 et 18).

Interprétation IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle a adopté des positions fiscales incertaines et a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat* (IAS 12), précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Il n'y a pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2020.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Patersons Securities Limited, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. Les marques ayant une durée de vie déterminée sont amorties sur 3 ans, les relations clients, sur une période allant de 5 à 24 ans, et les logiciels développés en interne ou acquis, sur 10 ans.

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i] Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (les critères des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)

Un actif financier est classé comme étant à la JVRN s'il ne respecte pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat comprend tous les dividendes et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)

Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

La Société reclassifie les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de douze mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la JVRN. La dette bancaire et les titres vendus à découvert, y compris les instruments financiers dérivés, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires, les débiteures convertibles et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Les débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif a été calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 7 % (7 % au 31 mars 2019), ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été de 14,8 millions \$ (6,4 millions \$ en 2019). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des contrats de location respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation

d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiducies pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au régime d'intéressement à long terme, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débetures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. À compter de l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 23). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour frais de restructuration

Les provisions pour frais de restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour frais de restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de début d'un contrat de location, un passif à l'égard des paiements de loyers et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pour la durée du contrat sont comptabilisés. La charge d'intérêts sur l'obligation locative et la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation sont imputées dans les comptes de résultat et comptabilisées séparément.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 27.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni, Europe et Dubaï, Australie, États-Unis, et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent les activités en Asie. À compter de l'exercice considéré commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	724 444 \$	688 400 \$	364 546 \$	262 720 \$
Actions et débetures convertibles	207 023	186 617	325 953	110 699
	931 467 \$	875 017 \$	690 499 \$	373 419 \$

Au 31 mars 2020, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2020 à 2098 (de 2019 à 2098 au 31 mars 2019) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2019).

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2020 et 2019, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Actifs financiers								
Titres détenus	924 594	683 920	6 873	6 579	—	—	931 467	690 499
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	2 036 876	1 498 516	2 036 876	1 498 516
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	696 644	530 933	696 644	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	388 376	328 528	388 376	328 528
Autres créances clients	—	—	—	—	153 945	298 687	153 945	298 687
Placements	6 287	3 993	—	—	—	—	6 287	3 993
Total des actifs financiers	930 881	687 913	6 873	6 579	3 275 841	2 656 664	4 213 595	3 351 156
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	875 017	373 419	—	—	—	—	875 017	373 419
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 618 004	1 166 550	1 618 004	1 166 550
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 703 574	1 499 390	1 703 574	1 499 390
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	351 873	457 825	351 873	457 825
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	—	—	—	—	128 322	127 225	128 322	127 225
Contrepartie différée	8 966	22 225	—	—	—	—	8 966	22 225
Contrepartie éventuelle	105 473	108 319	—	—	—	—	105 473	108 319
Billet payable	—	—	—	—	—	5 832	—	5 832
Autres passifs non courants	—	—	—	—	1 760	1 741	1 760	1 741
Emprunt bancaire	—	—	—	—	86 234	59 664	86 234	59 664
Total des passifs financiers	989 456	503 963	—	—	3 897 267	3 325 727	4 886 723	3 829 690

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2020 et 2019, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	Juste valeur estimée			
	31 mars 2020	31 mars 2020		
	\$	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	26 428 \$	— \$	26 428 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	698 016	244 526	453 490	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	724 444	244 526	479 918	—
Actions	206 043	139 916	63 130	2 997
Débetures convertibles	980	—	980	—
Actions et débetures convertibles	207 023	139 916	64 110	2 997
	931 467	384 442	544 028	2 997
Placements	6 287	—	—	6 287
	937 754	384 442	544 028	9 284
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(1 800)	—	(1 800)	—
Titres de créance de gouvernements	(686 600)	(277 653)	(408 947)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(688 400)	(277 653)	(410 747)	—
Actions	(186 617)	(168 826)	(17 791)	—
Débetures convertibles	—	—	—	—
Actions et débetures convertibles	(186 617)	(168 826)	(17 791)	—
	(875 017)	(446 479)	(428 538)	—
Contrepartie différée	(8 966)	—	—	(8 966)
Contrepartie éventuelle	(105 473)	—	—	(105 473)
	(989 456)	(446 479)	(428 538)	(114 439)

	Juste valeur estimée			
	31 mars 2019	31 mars 2019		
	\$	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	79 642 \$	— \$	79 642 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	284 904	49 946	234 958	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	364 546	49 946	314 600	—
Actions	325 683	262 641	62 991	51
Débetures convertibles	270	—	270	—
Actions et débetures convertibles	325 953	262 641	63 261	51
	690 499	312 587	377 861	51
Placements	3 993	—	—	3 993
	694 492	312 587	377 861	4 044
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(6 613)	—	(6 613)	—
Titres de créance de gouvernements	(256 107)	(54 852)	(201 255)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(262 720)	(54 852)	(207 868)	—
Actions	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
Débetures convertibles	—	—	—	—
Actions et débetures convertibles	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
	(373 419)	(149 649)	(223 770)	—
Contrepartie différée	(22 225)	—	—	(22 225)
Contrepartie éventuelle	(108 319)	—	—	(108 319)
	(503 963)	(149 649)	(223 770)	(130 544)

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2018	(59 705) \$
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc.	(4 000)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc.	(744)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de McCarthy Taylor	(3 052)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	(53 044)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	(13 261)
Règlement partiel d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale Limited	1 470
Achat de placements	4 063
Réévaluation en fonction des fluctuations de change	1 773
Solde au 31 mars 2019	(126 500) \$
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller (note 13)	(14 769) \$
Changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller (note 13)	4 332
Achat de placements	488
Paiement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale	12 775
Reclassement d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier à titre de capitaux propres	13 091
Changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	1 880
Variation de la juste valeur des titres détenus de niveau 3 au cours de l'exercice	2 985
Paiement d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de McCarthy Taylor	1 720
Réévaluation en fonction des fluctuations de change	(1 157)
Solde au 31 mars 2020	(105 155) \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, par suite de l'évaluation de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier, la juste valeur de la contrepartie éventuelle a été révisée à la date d'acquisition, donnant lieu à une réduction du goodwill de 2,4 millions \$ (note 14).

En outre, un ajustement a été apporté à la juste valeur de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller (note 13) en raison de changements dans les conditions du marché. La charge a été comptabilisée dans les comptes de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Estimation de la juste valeur

i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,9 millions \$ (4,4 millions €) au 31 mars 2020 (6,6 millions \$ (4,4 millions €) au 31 mars 2019). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la JVAERG.

ii. Instruments financiers de niveau 3

Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements de niveau 3 détenus à des fins de transaction au 31 mars 2020 s'établissait à 3,0 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Au 31 mars 2020, la Société détenait des placements de 5,8 millions \$ (4,0 millions \$ au 31 mars 2019) dans Family Office Network et dans Capital Markets Gateway, qui ont été classés comme instruments financiers de niveau 3 étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a également réalisé un placement de 0,5 million \$ dans Castle Ridge Asset Management Limited., qui a aussi été classé comme instrument financier de niveau 3 (note 10).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller. La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 31 mars 2020.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 mars 2020 et 2019.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2020, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 8,9 millions \$ (4,2 millions \$ au 31 mars 2019) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2020 et 2019, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 26.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société respectivement aux 31 mars 2020 et 2019 :

Passif financier	Valeur comptable \$		Échéance contractuelle
	31 mars 2020	31 mars 2019	
Billet payable	— \$	5 832 \$	Février 2020
Dettes bancaires	—	9 639	Remboursable à vue
Titres vendus à découvert	875 017	373 419	Remboursable à vue
Dettes subordonnées ¹	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 673 451	3 123 765	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	7 042	9 294	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	57 859	—	Exercice 2021
Tranche à long terme de l'emprunt bancaire	79 192	50 370	De l'exercice 2021 à l'exercice 2023
Tranche à long terme de la contrepartie éventuelle	47 614	108 319	De l'exercice 2021 à l'exercice 2023
Contrepartie différée	8 966	22 225	De l'exercice 2021 à l'exercice 2023
Autres passifs non courants	1 760	1 741	Mars 2023
Débiteures convertibles	128 322	127 225	Remboursable en décembre 2023

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les douze mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net respectivement aux 31 mars 2020 et 2019. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débiteures convertibles détenues	200 150 \$	8 576 \$	(8 576) \$	319 374 \$	11 338 \$	(11 338) \$
Actions et débiteures convertibles vendues à découvert	(186 617)	(7 997)	7 997	(110 699)	(3 930)	3 930

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes et qu'il n'y a pas de perte de valeur permanente. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Valeur comptable \$	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$	Valeur comptable \$	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$
Instruments financiers						
Actions comprises dans les titres détenus	6 873	0,3	(0,3)	6 579	0,7	(0,7)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2020 et 2019 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates respectivement. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	997 111 \$	8 545 \$	(8 545) \$	811 100 \$	5 759 \$	(5 759) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	56 450	484	(484)	317 080	2 251	(2 251)
Créditeurs des clients, montant net	(1 006 930)	(8 629)	8 629	(968 457)	(6 876)	6 876
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	388 376	3 328	(3 328)	328 528	2 333	(2 333)
Solde auprès de courtiers en valeurs mobilières, montant net	418 872	3 590	(3 590)	331 966	2 357	(2 357)
Dette subordonnée	(7 500)	(64)	64	(7 500)	(53)	53
Billet payable	—	—	—	(5 832)	(41)	41
Emprunt bancaire	(86 234)	(739)	739	(59 664)	(424)	424

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose

que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 261) \$	1 261 \$	13 100 \$	(13 100) \$
Livre sterling	(509)	509	27 998	(27 998)
Dollar australien	(104)	104	2 918	(2 918)

Au 31 mars 2019 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 101) \$	1 101 \$	11 709 \$	(11 709) \$
Livre sterling	(1 221)	1 221	27 155	(27 155)
Dollar australien	néant	néant	1 767	(1 767)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2020 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	2,1 \$ US	1,42 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2020	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	0,8 \$ US	1,42 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2020	(0,1) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	0,2 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	0 \$
Pour acheter des dollars américains	5,7 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	(9) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2020, leur échéance moyenne pondérée était de 60 jours (77 jours au 31 mars 2019). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement aux 31 mars 2020 et 2019. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	587 \$	560 \$	25 461 \$	1 124 \$	1 011 \$	102 052 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2020, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 29,9 millions \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2020 et 2019, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2020, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 0,00 % à 0,19 % (de 1,25 % à 1,61 % au 31 mars 2019).

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie \$	Empruntée ou reçue en garantie \$	Prêtés ou livrés en garantie \$	Empruntés ou reçus en garantie \$
31 mars 2020	191 244 \$	119 070 \$	136 163 \$	195 673 \$
31 mars 2019	314 448	45 328	66 239	407 561

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019 (5,5 millions \$)).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a obtenu un financement supplémentaire de 17,0 millions £ sur son emprunt dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé de 49,0 millions £ (86,2 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019), déduction faite des remboursements de capital et des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt est assorti d'un taux d'intérêt annuel variable actuellement fixé à 2,6584 % au 31 mars 2020 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 653,7 millions \$ (683,2 millions \$ au 31 mars 2019). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) (2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) au 31 mars 2019) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2020 et 2019, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Le 21 octobre 2019, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale détenue à 80 %, a conclu l'acquisition précédemment annoncée de la totalité des actions émises de Patersons Securities Limited (renommée Canaccord Genuity Financial Limited) (note 13).

La Société détenait 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited au 31 mars 2020 (80 % au 31 mars 2019). Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) mène ses activités au sein du secteur Marché des capitaux et Canaccord Genuity Financial Limited (CGFL), au sein du secteur Gestion de patrimoine. Comme il est indiqué à la note 26, CGAL et CGFL sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.

Pour l'exercice 2020, CGAL et CGFL ont affiché un résultat net total de 0,4 million \$ (résultat net de 1,6 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019). Au 31 mars 2020, le cumul des participations ne donnant pas le contrôle s'établissait à 0,2 million \$ (2 millions \$ au 31 mars 2019). Les informations financières résumées des sociétés australiennes consolidées, y compris le goodwill à l'acquisition et les ajustements de consolidation, compte non tenu des éliminations intersociétés, sont présentées ci-après.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Produits des activités ordinaires	62 332 \$	31 366 \$
Charges	62 084	29 674
Résultat avant impôt sur le résultat	248	1 692
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(135)	117
Résultat net	383	1 575
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	319	523
Participations ne donnant pas le contrôle	64	1 052
Total du résultat global	8 070	5 254
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	6 859	3 630
Participations ne donnant pas le contrôle	1 211	1 624
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	1 510	2 724

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2020 et 2019 :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Actifs courants	59 399 \$	48 047 \$
Actifs non courants	29 223	980
Passifs courants	36 730	16 922
Passifs non courants	9 628	1 670

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	28 508 \$	9 520 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(11 433)	(2 359)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 714)	(144)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(3 118)	(38)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	11 243 \$	6 979 \$

NOTE 09**Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer****CRÉANCES CLIENTS**

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Courtiers en valeurs mobilières	2 036 876 \$	1 498 516 \$
Clients	696 644	530 933
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	388 376	328 528
Autres	153 945	298 687
	3 275 841 \$	2 656 664 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 618 004 \$	1 166 550 \$
Clients	1 703 574	1 499 390
Autres	351 873	457 825
	3 673 451 \$	3 123 765 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,45 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2020; respectivement de 6,95 % à 8,50 % et de 0,00 % à 0,95 % au 31 mars 2019).

Au 31 mars 2020, la provision pour créances douteuses était de 8,9 millions \$ (4,2 millions \$ au 31 mars 2019). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2018	3 363 \$
Charge pour l'exercice	5 378
Recouvrements	(4 264)
Sorties du bilan	(149)
Change	(170)
Solde au 31 mars 2019	4 158 \$
Charge pour l'exercice	8 676
Recouvrements	(1 833)
Sorties du bilan	(2 104)
Change	(36)
Solde au 31 mars 2020	8 861 \$

NOTE 10**Placements**

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	3 818 \$	2 231 \$
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	6 287	3 993
	10 105 \$	6 224 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth Corp. (CGGC) à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 2,5 millions \$. CGGC était une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Le 26 avril 2019, CGGC a annoncé la conclusion d'une transaction admissible avec Columbia Care LLC et CGGC a été renommée « Columbia Care Inc. ». La Société n'est plus réputée exercer une influence notable sur les activités de Columbia Care. Par conséquent, le placement dans Columbia Care est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les titres détenus de l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2020.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 1 334 001 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth II Corp. (CGGII) à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 4,0 millions \$. CGGII est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGII et est réputée exercer une influence notable sur les activités de CGGII. Par conséquent, le placement dans CGGII est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la quote-part de la Société de la perte nette de CGGII a été de 0,2 million \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 15 180 parts comportant des droits de vote proportionnels du capital de Subversive Real Estate Acquisition REIT LP (Subversive) pour un montant de 0,01 \$. Au 31 mars 2020, la Société n'exerçait pas une influence notable sur les activités de Subversive et le placement a été comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait 8 889 actions privilégiées de série A de Family Office Networks Inc. (FON) à un prix de 112,50 \$ l'action pour un montant de 1,0 million \$ US (1,4 million \$) (1,0 million \$ US (1,3 million \$) au 31 mars 2019). En outre, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait un placement dans Capital Markets Gateway Inc. (CMG) d'un montant de 3,1 millions \$ US (4,4 millions \$) (2,0 millions \$ US (2,7 millions \$) au 31 mars 2019). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de FON et de CMG. Par conséquent, les placements dans FON et dans CMG étaient comptabilisés comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2020.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a acquis 37 actions privilégiées de catégorie C de Castle Ridge Asset Management Limited (CRAML) pour un montant de 0,5 million \$. La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CRAML. Par conséquent, le placement dans CRAML était comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2020.

NOTE 11

Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 mars 2020			
Matériel informatique	24 072 \$	21 730 \$	2 342 \$
Mobilier et matériel	29 672	26 256	3 416
Aménagements des locaux loués	89 897	70 795	19 102
	143 641	118 781	24 860
31 mars 2019			
Matériel informatique	19 068	15 789	3 279
Mobilier et matériel	26 918	21 407	5 511
Aménagements des locaux loués	86 492	69 490	17 002
	132 478	106 686	25 792

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Coût				
Solde au 31 mars 2018	19 929 \$	26 265 \$	86 533 \$	132 727 \$
Acquis dans le cadre d'acquisitions	—	—	329	329
Ajouts	1 608	804	1 970	4 382
Cessions	(1 855)	—	(1 695)	(3 550)
Change	(614)	(151)	(645)	(1 410)
Solde au 31 mars 2019	19 068 \$	26 918 \$	86 492 \$	132 478 \$
Acquis dans le cadre d'acquisitions (note 13)	4 700	2 009	1 141	7 850
Ajouts	986	724	4 643	6 353
Cessions	(1 628)	(19)	—	(1 647)
Change	946	40	(2 379)	(1 393)
Solde au 31 mars 2020	24 072 \$	29 672 \$	89 897 \$	143 641 \$

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2018	13 350 \$	20 237 \$	68 173 \$	101 760 \$
Amortissement	3 523	1 297	2 683	7 503
Cessions	(699)	—	(1 676)	(2 375)
Change	(385)	(127)	310	(202)
Solde au 31 mars 2019	15 789 \$	21 407 \$	69 490 \$	106 686 \$
Acquis dans le cadre d'acquisitions (note 13)	4 241	1 865	1 118	7 224
Amortissement	2 314	1 413	3 187	6 914
Cessions	(930)	(19)	—	(949)
Change	316	1 590	(3 000)	(1 094)
Solde au 31 mars 2020	21 730 \$	26 256 \$	70 795 \$	118 781 \$

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2020 et 2019.

NOTE 12

Actifs au titre de droits d'utilisation

Coût

Solde comptabilisé à l'adoption de l'IFRS 16	112 744 \$
Ajouts	4 927
Acquisition (note 13)	8 329
Change	3 000
Au 31 mars 2020	129 000 \$
Amortissement	
Solde comptabilisé à l'adoption de l'IFRS 16	—
Charge pour l'exercice	22 866
Au 31 mars 2020	22 866
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	106 134 \$

NOTE 13

Regroupements d'entreprises

i) Patersons Securities Limited

Le 21 octobre 2019, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale détenue à 80 %, a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited (Patersons). Patersons (renommée Canaccord Genuity Financial Limited) offre une gamme étendue de services en matière de gestion de placements, de planification financière, de conseils de courtage et d'exécution à des investisseurs bien nantis de l'Australie. La contrepartie au comptant de 25,0 millions \$ AU (22,6 millions \$ CA) a été versée à la clôture.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présente comme suit :

Contrepartie payée

Trésorerie	22 551 \$
Actif net acquis	
Trésorerie	11 118 \$
Créances clients	5 769
Titres détenus	2 988
Actifs d'impôt différé	5 152
Actifs au titre de droits d'utilisation	8 329
Autres actifs corporels	1 388
Passifs	(19 511)
Immobilisations incorporelles identifiables	6 529
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(1 958)
Goodwill	2 747
	22 551 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 6,5 millions \$ ont été comptabilisées et sont liées aux relations clients et au portefeuille de contrats. Le goodwill de 2,7 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires. Le prix d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Patersons sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de douze mois suivant la date d'acquisition.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Patersons ont totalisé 1,6 million \$, et comprennent essentiellement des honoraires professionnels. En outre, des frais de restructuration de 0,8 million \$ ayant trait à certains coûts immobiliers ainsi qu'à certains coûts d'intégration ont été comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette affichés par Patersons, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 21,4 millions \$ et 0,4 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Patersons avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2019, à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 1,3 milliard \$ et 87,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

ii) Thomas Miller Wealth Management Limited et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited

Le 1^{er} mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (collectivement, Thomas Miller). Thomas Miller offre des services de planification financière et de gestion de placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. À la contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (32,5 millions \$ CA) s'ajoute une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,7 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition et sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs pour le compte des clients. Une contrepartie différée de 0,7 million £ (1,2 million \$ CA) a également été payée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (29,9 millions \$ CA au 31 mars 2020) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, se présente comme suit :

Contrepartie payée

Trésorerie	32 458 \$
Contrepartie différée	1 211
Contrepartie éventuelle	14 769
	48 438 \$

Actif net acquis

Trésorerie	4 824 \$
Créances clients	2 764
Autres actifs corporels	1 052
Passifs	(4 877)
Immobilisations incorporelles identifiables	32 484
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(4 088)
Goodwill	16 279
	48 438 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 32,5 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 16,3 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 8,4 millions £ à la date d'acquisition. Au 31 mars 2020, un ajustement a été apporté à la juste valeur de la contrepartie éventuelle en raison de changements dans les conditions du marché. L'ajustement a été comptabilisé dans les comptes de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (note 7). La contrepartie éventuelle sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans. Elle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires. Le prix d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Thomas Miller sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de douze mois suivant la date d'acquisition.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller ont totalisé 1,5 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette affichés par Thomas Miller, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 8,5 millions \$ et 1,7 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Thomas Miller avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2019, à l'état du résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 1,2 milliard \$ et 87 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc.

Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement, Jitneytrade). La répartition préliminaire du prix d'acquisition est présentée dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019. La Société a terminé son analyse au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 et a conclu qu'aucune modification n'était requise à la répartition du prix d'acquisition.

NOTE 14

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles identifiables										
	Goodwill	Marques (durée indéterminée)	Marques	Relations clients	Technologie	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Portefeuille de contrats	Contrats de location avantageux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Montant brut											
Solde au 31 mars 2018	580 606	44 930	—	123 174	35 401	14 153	196	40 238	—	—	258 092
Ajouts	118 291	—	574	5 647	1 150	—	—	—	6 209	556	14 136
Change	(6 029)	—	4	(3 518)	(1 253)	—	—	(1 253)	43	5	(5 972)
Solde au 31 mars 2019	692 868	44 930	578	125 303	35 298	14 153	196	38 985	6 252	561	266 256
Ajouts	19 026	—	—	38 762	2 250	—	404	—	252	—	41 668
Change	8 580	—	36	875	345	—	(16)	442	380	33	2 095
Autres	(2 425)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2020	718 049	44 930	614	164 940	37 893	14 153	584	39 427	6 884	594	310 019
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2018	(322 632)	—	—	(61 778)	(19 373)	(14 153)	(196)	(1 835)	—	—	(97 335)
Amortissement	—	—	—	(12 076)	(2 378)	—	—	(2 323)	—	—	(16 777)
Change	—	—	—	1 267	1 063	—	—	47	—	—	2 377
Solde au 31 mars 2019	(322 632)	—	—	(72 587)	(20 688)	(14 153)	(196)	(4 111)	—	—	(111 735)
Amortissement	—	—	(223)	(13 861)	(2 791)	—	—	(2 130)	(6 452)	(223)	(25 680)
Change	—	—	(15)	(1 562)	(308)	—	—	(134)	(400)	(15)	(2 434)
Solde au 31 mars 2020	(322 632)	—	(238)	(88 010)	(23 787)	(14 153)	(196)	(6 375)	(6 852)	(238)	(139 849)
Valeur comptable nette											
31 mars 2019	370 236	44 930	578	52 716	14 610	—	—	34 874	6 252	561	154 521
31 mars 2020	395 417	44 930	376	76 930	14 106	—	388	33 052	32	356	170 170

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller et de Patersons comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, la technologie et la marque acquise grâce à l'acquisition de Petsky Prunier, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, il y a eu un changement à la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier LLC donnant lieu à une réduction du goodwill de 2,4 millions \$.

Par suite de l'acquisition de Thomas Miller, la Société a comptabilisé un goodwill de 16,3 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 32,5 millions \$ liées aux relations clients à la date d'acquisition, qui sont amorties sur 14,6 ans (note 13).

En outre, par suite de l'acquisition de Patersons, la Société a comptabilisé un goodwill de 2,7 millions \$ et des immobilisations incorporelles identifiables de 6,5 millions \$ liées aux relations clients et au portefeuille de contrats à la date d'acquisition (note 13).

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
UGT Marchés des capitaux						
Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	101 732 \$	101 732 \$	146 662 \$	146 662 \$
États-Unis (Petsy Prunier)	—	—	110 031	105 682	110 031	105 682
UGT Gestion de patrimoine						
Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	94 944	93 870	94 944	93 870
Royaume-Uni et Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	86 073	68 952	86 073	68 952
Australie	—	—	2 637	—	2 637	—
	44 930 \$	44 930 \$	395 417 \$	370 236 \$	440 347 \$	415 166 \$

Le goodwill auparavant affecté à l'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.), à l'UGT Royaume-Uni et Europe (Hargreave Hale) et à l'UGT Royaume-Uni et Europe (McCarthy Taylor) est maintenant combiné au goodwill lié à l'acquisition de Thomas Miller (note 13) et ensemble, ils forment l'UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). Le changement apporté aux UGT fait état des modifications de processus adoptées par la direction pour surveiller et revoir ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ainsi que les synergies des diverses activités commerciales maintenant comprises dans l'ensemble du groupe de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Étant donné que la Société gère ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe comme une seule unité d'exploitation, il importe d'imputer le goodwill acquis dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller à une UGT aux fins du test de dépréciation du goodwill.

De plus, le goodwill auparavant affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Genuity) et à Jitneytrade a été regroupé en une seule UGT pour faire état de l'intégration des deux secteurs.

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser à l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 31 mars 2020 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsy Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie). Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et est établi à partir de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 %

(12,5 % au 31 mars 2019). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5,0 % pendant la période de projection, à l'exception de Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, qui utilisait un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 2,5 % (5,0 % au 31 mars 2019) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsy Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2019).

Une analyse de sensibilité a été réalisée dans le cadre du test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée de l'UGT Canaccord Genuity au Canada et dans le cadre du test de dépréciation annuel du goodwill de l'UGT Canaccord Genuity aux États-Unis. L'analyse de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que les baisses raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimés pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021, les baisses des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés pendant la période de projection et les hausses des taux d'actualisation pourraient avoir sur les valeurs recouvrables des UGT, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes. Pour l'UGT Canaccord Genuity au Canada, une augmentation de 1,8 point de pourcentage du taux d'actualisation, une diminution de 11,4 millions \$ des produits des activités ordinaires estimés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 ou une diminution de 5,0 points de pourcentage du taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans aurait pour effet de faire diminuer la valeur recouvrable estimée à un montant inférieur à la valeur comptable, ce qui donnerait lieu à la comptabilisation d'une charge de dépréciation. Pour l'UGT Canaccord Genuity aux États-Unis, une augmentation de 1,3 point de pourcentage du taux d'actualisation, une diminution de 13,0 millions \$ des produits des activités ordinaires estimés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 ou une diminution de 3,1 points de pourcentage du taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans aurait pour effet de faire diminuer la valeur recouvrable estimée à un montant inférieur à la valeur comptable, ce qui donnerait lieu à la comptabilisation d'une charge de dépréciation. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

NOTE 15**Impôt sur le résultat**

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible	27 097 \$	34 897 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	2 247	(3 286)
	29 344	31 611
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(16 139)	(10 543)
Incidence des variations des taux d'impôt	264	6
	(15 875)	(10 537)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	13 469 \$	21 074 \$

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat	100 023 \$	92 656 \$
Charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % en 2019)	26 996	25 018
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(3 895)	(599)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	3 651	5 450
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	797	(5 140)
Comptabilisation des reports de pertes en avant et des autres différences temporaires déductibles antérieurement non comptabilisés	(11 640)	—
Utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(3 182)	(1 106)
Incidence de la variation des taux d'imposition sur les différences temporaires	—	(1 300)
Paiements fondés sur des actions	2 470	(297)
Autres	(1 728)	(952)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	13 469 \$	21 074 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Profit latent sur les titres détenus	(783) \$	(7 116) \$	(6 333) \$	(3 385) \$
Provisions pour litiges	1 248	917	(331)	(143)
Rémunération non versée	7 671	4 375	(3 296)	(445)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	5 771	3 434	(2 337)	(449)
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	8 049	2 949	(5 100)	(515)
Reports de pertes en avant	12 473	7 186	(5 287)	(1 962)
RILT	21 927	26 008	4 081	(643)
Autres immobilisations incorporelles	(29 538)	(26 053)	3 485	(2 734)
Autres	2 766	2 439	(757)	(261)
	29 584 \$	14 139 \$	(15 875) \$	(10 537) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Actifs d'impôt différé	39 487 \$	22 117 \$
Passifs d'impôt différé	(9 903)	(7 978)
	29 584 \$	14 139 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présentait comme suit :

	2020 \$	2019 \$
Solde d'ouverture	14 139 \$	6 226 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	15 875	10 537
Passif d'impôt différé sur les débetures convertibles	—	(944)
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(662)	(1 168)
Autres	232	(512)
Solde de clôture aux 31 mars	29 584 \$	14 139 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 5,0 millions \$ (4,2 millions \$ en 2019) au Royaume-Uni et en Europe, de 8,7 millions \$ (néant en 2019) aux États-Unis et de 9,7 millions \$ (néant en 2019) en Australie ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment. Des pertes fiscales reportées en avant de 26,1 millions \$ (22,9 millions \$ en 2019) pour le Canada ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé et peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans.

À la date de clôture, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 35,5 millions \$ (32,3 millions \$ en 2019) et les autres différences temporaires étaient de néant (35,0 millions \$ en 2019) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et différences sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

NOTE 16

Dettes subordonnées

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500	7 500

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM). Aux 31 mars 2020 et 2019, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 6,45 % et 7,95 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 17

Emprunt bancaire

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Emprunt	87 421 \$	60 326 \$
Moins : frais de financement non amortis	(1 187)	(662)
	86 234	59 664
Tranche à court terme	7 042	9 294
Tranche à long terme	79 192	50 370

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a obtenu un financement supplémentaire de 17,0 millions £ sur son emprunt dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé de 49,0 millions £ (86,2 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$) au 31 mars 2019), déduction faite des remboursements de capital et des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt est assorti d'un taux d'intérêt annuel variable actuellement fixé à 2,6584 % au 31 mars 2020 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

NOTE 18

Obligations locatives

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Premier exercice	29 899	—
Deuxième exercice	27 215	—
Troisième exercice	22 627	—
Quatrième exercice	20 107	—
Cinquième exercice et les suivants	35 046	—
	134 894	—
Incidence de l'actualisation	(22 555)	—
Valeur actualisée des paiements de loyers minimums	112 339	—
Moins la tranche à court terme	(23 417)	—
Tranche à long terme des obligations locatives	88 922	—

NOTE 19

Débentures convertibles

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	128 322 \$	5 156 \$	127 225 \$	5 156 \$

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (les débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). La Société a utilisé le produit de l'émission des débentures convertibles pour racheter les débentures subordonnées convertibles non garanties de 60,0 millions \$ émises en 2016. Le montant résiduel du produit servira à financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, nets du passif d'impôt différé, s'est élevé à 129,2 millions \$.

Les débentures subordonnées non garanties convertibles de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016 étaient réputées éteintes aux fins comptables, selon l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Par conséquent, le passif lié aux débentures éteintes a été décomptabilisé dans l'état de la situation financière au 31 mars 2019 et la Société a comptabilisé une perte de 13,5 millions \$ au titre de l'extinction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, dont un montant de 8,6 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et un montant de 4,9 millions \$, directement dans les capitaux propres.

Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Les débentures convertibles sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif est calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 7 %, ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres jusqu'à l'échéance ou à la conversion.

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818	4 540 000	110 818	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

i) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

NOTE 21

Actions ordinaires et bons de souscription

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	745 275 \$	107 812 361	787 096 \$	115 616 744
Détenues dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	(1 226)	(284 645)	(3 647)	(346)
Détenues dans le cadre du RILT	(80 496)	(14 063 465)	(110 553)	(18 036 064)
	663 553 \$	93 464 251	672 896 \$	97 580 334
Bons de souscription				
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	—	—	1 975	3 438 412

Le 17 juin 2019, à la date d'acquisition des droits relatifs aux bons de souscription, les conditions relatives aux bons de souscription ont été modifiées, entraînant ainsi leur reclassement hors des capitaux propres vers les passifs qui ont été évalués à la juste valeur à la date de la modification des bons de souscription. Les bons de souscription sont venus à échéance le 17 décembre 2019.

i] AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 mars 2018	113 522 629	772 746 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 23)	36 708	331
Actions émises en lien avec l'achat de la participation ne donnant pas le contrôle	2 331 132	16 807
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	1 105 275	6 631
Actions annulées	(1 379 000)	(9 419)
Solde au 31 mars 2019	115 616 744	787 096
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 23)	54 236	489
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	736 850	7 094
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	144 914	732
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(7 272 727)	(40 000)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 467 656)	(10 136)
Solde au 31 mars 2020	107 812 361	745 275 \$

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par incrément de 0,10 \$ par action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, ce qui représentait environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, 1 467 656 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

iii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires de la Société. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	86 490 \$	70 530 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(9 404)	(9 402)
Partie de la perte sur extinction de débetures convertibles comptabilisée dans les capitaux propres	—	(4 892)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	77 086	56 236
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	98 449 097	96 259 582
Résultat de base par action	0,78 \$	0,58 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	77 086	56 236
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	6 856	7 216
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	83 942	63 452
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	98 449 097	96 259 582
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	12 296 639	17 568 822
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	—	819 097
Effet dilutif lié au billet payable (nombre)	—	661 728
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	2 810 808	151 464
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	13 272 500	13 272 500
Effet dilutif lié à l'acquisition de Petsky Prunier (nombre)	1 473 700	2 210 550
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	128 302 744	130 943 743
Résultat par action ordinaire après dilution	0,65 \$	0,48 \$

NOTE 22

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
28 février 2020	10 mars 2020	0,05 \$	5 390 \$
29 novembre 2019	10 décembre 2019	0,05 \$	5 390 \$
30 août 2019	10 septembre 2019	0,05 \$	5 424 \$
21 juin 2019	2 juillet 2019	0,17 \$	19 677 \$

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2020 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2020 (note 29).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
20 mars 2020	31 mars 2020	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
20 décembre 2019	31 décembre 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
13 septembre 2019	30 septembre 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
21 juin 2019	2 juillet 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 19 juin 2020 (note 29).

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 19 juin 2020 (note 29).

NOTE 23

Régimes de paiements fondés sur des actions

i) RÉGIME D'INVESTISSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT ou le régime), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 6 262 102 UATI (4 661 519 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2019) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Les fiducies ont acquis 7 502 033 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 (4 554 070 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 s'est établie à 5,42 \$ (7,06 \$ au 31 mars 2019).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2018	20 130 388
Attributions	4 661 519
UATI dont les droits sont acquis	(6 311 853)
UATI dont les droits ont été retirés	(115 120)
Attributions en cours au 31 mars 2019	18 364 934
Attributions	6 262 102
UATI dont les droits sont acquis	(11 474 622)
UATI dont les droits ont été retirés	(47 439)
Attributions en cours au 31 mars 2020	13 104 975

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2018	19 814 432
Actions acquises	4 554 070
Actions libérées à l'acquisition des droits	(6 332 438)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2019	18 036 064
Actions acquises	7 502 033
Actions libérées à l'acquisition des droits	(11 474 632)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2020	14 063 465

ii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction.

iii] RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions ordinaires de la Société en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été sur une période allant de un an à trois ans à partir de la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), une partie des droits attribués était incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2018	18 482
Exercées	(3 226)
Solde au 31 mars 2019	15 256
Exercées	(4 339)
Venues à échéance	—
Solde au 31 mars 2020	10 917

Régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions de la Société en vertu du RILT de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2018	121 458
Exercées	(33 482)
Solde au 31 mars 2019	87 976
Exercées	(49 897)
Venues à échéance	(38 079)
Solde au 31 mars 2020	—

iv] UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement la publication initiale des états financiers intermédiaires et du rapport de gestion pour le premier trimestre de la Société prenant fin après le départ de l'administrateur. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a attribué 125 134 UAD (62 916 UAD en 2019). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2020 était de 2,3 millions \$ (2,7 millions \$ en 2019).

v] UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Le 12 juin 2018, la Société a attribué 877 485 unités aux termes du régime d'UALR. La Société a également attribué 1 844 497 UALR supplémentaires le 6 juin 2019. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 22,7 millions \$ au 31 mars 2020 (5,7 millions \$ au 31 mars 2019).

vi] OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ l'action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement initiales est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le prix d'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 mars 2020 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2019	6 220 000 \$	6,76 \$
Attribuées	100 000	6,73
Exercées	—	—
Solde au 31 mars 2020	6 320 000 \$	6,76 \$

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte-Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possible de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce

modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées avec le modèle de simulation Monte-Carlo pour les attributions faites au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, une charge de rémunération de 3,9 millions \$ a été comptabilisée.

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

vii] AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022. Une charge de rémunération de 2,7 millions \$ a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (0,1 million \$ en 2019).

viii] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
RILT	41 438 \$	45 184 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	—	335
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	(650)	128
Options sur actions liées au rendement	3 896	3 483
UALR (réglées en trésorerie)	(4 576)	(488)
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	2 712	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de paiements fondés sur des actions incluse à titre de frais de restructuration	—	858
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	42 820 \$	49 500 \$

i) FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2020	31 mars 2019
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc. Tunisia SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG McCarthy Taylor Ltd.	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG Wealth Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲（北京）投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd.	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2020, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (85 % au 31 mars 2019) (note 8).

ii) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2020 et 2019 :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Avantages du personnel à court terme	12 877 \$	10 167 \$
Paielements fondés sur des actions	1 068	2 656
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	13 945 \$	12 823 \$

iii) AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Créances clients	2 328 \$	837 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	980 \$	942 \$

iv) MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 25

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubaï), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marché des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Marché des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patsky Prunier est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patersons est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les exercices clos les

	31 mars 2020				31 mars 2019			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	152 482	434 402	—	586 884	175 511	380 964	—	556 475
Financement de sociétés	194 013	42 949	—	236 962	243 715	50 526	—	294 241
Honoraires de consultation	205 614	893	—	206 507	140 744	1 484	—	142 228
Négociation à titre de contrepartiste	108 788	46	—	108 834	125 753	100	(23)	125 830
Intérêts	24 584	28 857	10 249	63 690	13 882	24 136	12 990	51 008
Autres	3 988	4 288	12 714	20 990	4 721	4 601	11 463	20 785
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	579 505	386 940	54 204	1 020 649	590 253	351 929	65 437	1 007 619
Amortissement	12 975	19 154	465	32 594	7 199	16 225	856	24 280
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13 228	6 304	3 334	22 866	—	—	—	—
Frais de développement	495	11 364	194	12 053	452	14 906	155	15 513
Charges d'intérêts	15 654	6 765	11 259	33 678	9 810	4 593	11 050	25 453
Frais de restructuration	—	1 921	—	1 921	13 070	—	—	13 070
Frais connexes aux acquisitions	1 806	(1 930)	—	(124)	1 976	1 088	—	3 064
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	—	—	—	8 608	8 608
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	207	207	—	—	304	304
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	65 806	80 917	(46 700)	100 023	81 566	73 070	(61 980)	92 656
Imputations intersectorielles	17 005	12 743	(29 748)	—	18 689	14 467	(33 156)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	48 801	68 174	(16 952)	100 023	62 877	58 603	(28 824)	92 656

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, et en Europe (y compris Dubai), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. À compter de l'exercice considéré commençant le 1^{er} avril 2019, notre région Autres établissements à l'étranger a été affectée à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Canada	434 054	489 515
Royaume-Uni et Europe	374 056	363 774
États-Unis	353 490	305 993
Australie	62 267	31 366
Autres établissements à l'étranger	—	(81)
	1 223 867	1 190 567

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada \$	Royaume-Uni et Europe \$	États-Unis \$	Autres établissements à l'étranger \$	Australie \$	Total \$
Au 31 mars 2020						
Matériel et aménagements des locaux loués	7 025 \$	8 626 \$	6 009 \$	39 \$	3 161 \$	24 860 \$
Goodwill	101 729	181 021	110 030	—	2 637	395 417
Immobilisations incorporelles	49 775	113 014	867	—	6 514	170 170
Actifs non courants	158 529 \$	302 661 \$	116 906 \$	39 \$	12 312 \$	590 447 \$
Au 31 mars 2019						
Matériel et aménagements des locaux loués	7 919 \$	11 376 \$	5 463 \$	54 \$	980 \$	25 792 \$
Goodwill	101 732	162 822	105 682	—	—	370 236
Immobilisations incorporelles	52 484	94 553	7 484	—	—	154 521
Actifs non courants	162 135 \$	268 751 \$	118 629 \$	54 \$	980 \$	550 549 \$

NOTE 26**Gestion du capital**

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, le déficit, le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que sur la dette subordonnée, les emprunts bancaires et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2020 et 2019 :

Type de capital	31 mars 2020 \$	31 mars 2019 \$
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	663 553	672 896
Composante capitaux propres des débetures convertibles	5 156	5 156
Contrepartie différée	6 545	—
Bons de souscription	—	1 975
Surplus d'apport	101 501	124 710
Déficit	(193 131)	(237 770)
Cumul des autres éléments du résultat global	139 353	103 755
Capitaux propres	928 618	876 363
Débetures convertibles	128 322	127 225
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	86 234	59 664
	1 150 674 \$	1 070 752 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity et Jitneytrade Inc. sont assujetties à la réglementation canadienne, principalement celle de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM).
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, McCarthy Taylor Ltd. et Hargreave Hale Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.

- Canaccord Genuity LLC est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (FINRA).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Asset Management Inc. est assujettie au Canada à la réglementation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (DFSA).
- Canaccord Genuity SG Pte. Ltd. est assujettie à la réglementation de la Monetary Authority of Singapore.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2020 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 27 Fonds des clients

Au 31 mars 2020, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 3,451 milliards \$ (1,960 milliard £) (3,042 milliards \$ (1,748 milliard £) en 2019). Ce montant comprenait des soldes de 11,1 millions \$ (6,3 millions £) (6,9 millions \$ (4,0 millions £) en 2019) détenus au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 3,440 milliards \$ (1,954 milliard £) (3,035 milliards \$ (1,744 milliard £) en 2019) détenus au nom de clients qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 28 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour frais de restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2018	3 253 \$	5 175 \$	8 428 \$
Ajouts	4 078	13 070	17 148
Utilisées	(1 660)	(5 704)	(7 364)
Solde au 31 mars 2019	5 671	12 541	18 212
Ajouts	2 899	1 921	4 820
Utilisées	(4 025)	(12 272)	(16 297)
Solde au 31 mars 2020	4 545 \$	2 190 \$	6 735 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2020, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2020, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certains litiges et certaines réclamations invoquées ou non en ce qui a trait à certaines filiales de GCGI, à CGGI directement, ou à GCGI ainsi que certaines de ses filiales.

Une déclaration de responsabilité a été prononcée dans le cadre d'une poursuite engagée contre Collins Stewart (C.I.) Limited, maintenant connue sous le nom de Canaccord Genuity Wealth (International) Limited (CGWIL), découlant d'une convention de non-concurrence conclue avec l'un de ses clients avant que CGWIL ne devienne une filiale de la Société en 2012. Les procédures visant à déterminer le montant des dommages-intérêts sont en cours, et la Société entend se défendre vigoureusement. En date des présents états financiers consolidés annuels audités, il est impossible de déterminer l'issue probable de cette poursuite et il est impossible d'estimer le montant des dommages-intérêts de façon raisonnable.

Des procédures ont été intentées contre la Société en ce qui a trait aux recommandations d'une société absorbée visant la vente au Royaume-Uni de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, et les conséquences pourraient s'avérer importantes si ces allégations sont fondées, si des allégations additionnelles sont effectuées et si les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que le cas n'est ni probable ni estimable changent au cours des périodes ultérieures.

La Société entend se défendre vigoureusement si la cause est entendue ou si des allégations additionnelles sont effectuées. Bien que la Société estime que de telles allégations sont sans fondement, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision si l'issue est défavorable, ce qui aurait pour effet de nuire à sa situation financière. L'estimation du montant total de l'investissement des clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, et pour lesquels l'information est disponible, devrait s'élever à environ 10,0 millions \$ (6,0 millions £). Le total du montant d'impôt initialement reporté réalisé par les clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, lorsqu'ils les ont achetés entre 2006 et 2009, est estimé à moins de 15,0 millions \$ (9,0 millions £).

L'application par le HMRC (l'administration fiscale du Royaume-Uni), l'issue du litige portant sur l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec le HMRC par certains investisseurs pourraient se traduire par un montant d'impôt à payer supérieur au montant d'impôt initialement reporté pour les acheteurs de ces produits. En date des présents états financiers consolidés annuels audités, des poursuites civiles ont été engagées contre la Société par des clients actuels et d'anciens clients, et un ancien client est partie à des correspondances préjudiciaires en vertu du protocole préjudiciaire pertinent. La Société a réfuté ou s'est défendue contre toutes les allégations (ou les allégations éventuelles) dont elle a été informée. Les impôts latents des clients qui sont partie aux poursuites civiles et aux correspondances préjudiciaires, lesquels s'ajoutent au montant d'impôt initialement reporté, sont évalués à moins de 18,0 millions \$ (10,8 millions £), en plus des autres coûts éventuels (par exemple, l'intérêt). En ce qui concerne les clients qui ne sont pas partie aux poursuites civiles ou aux correspondances préjudiciaires qui pourraient se traduire par un montant d'impôt à payer par la Société, les impôts latents qui s'ajoutent au montant d'impôt initialement reporté sont, quant à eux, évalués à environ 5,0 millions \$ (3,0 millions £).

À la date des présents états financiers consolidés annuels audités, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application de la loi prises par le HMRC à l'égard du litige décrit précédemment ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ou le montant d'une telle perte, relativement aux réclamations déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

Une poursuite a été intentée en Alberta par un ancien client et d'autres personnes qui demandent le remboursement des pertes dans certains comptes, des frais d'administration, des intérêts et des coûts. Les faits reprochés comprennent un manquement au contrat et la négligence dans l'administration des comptes. Les dommages-intérêts réclamés dans le cadre de la poursuite s'élèvent à plus de 14 millions \$. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue probable de cette poursuite et une estimation fiable du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés audités.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. Nonobstant les procédures susmentionnées, la Société est actuellement partie à un recours collectif en valeurs mobilières intenté au Canada et aux États-Unis relativement aux services en matière de prise ferme offerts à certains émetteurs des secteurs du cannabis, de la cigarette électronique et du vapotage. Bien que la Société estime que ces allégations sont sans fondement et qu'elle entende se défendre vigoureusement, l'issue de cette poursuite ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des pertes dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée de manière fiable à la date des présents états financiers. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé de provision à l'égard de ces allégations. Le risque que d'autres poursuites soient intentées contre la Société n'est pas connu. En date des présents états financiers consolidés annuels audités, la Société n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis, des cigarettes électroniques et du vapotage, comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, sa capacité à récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation ne peut être prédite avec certitude.

NOTE 29**Événements postérieurs à la date de clôture****DIVIDENDES**

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2020 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2020 (note 22).

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 19 juin 2020 (note 22).

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 19 juin 2020 (note 22).

Informations supplémentaires

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

Points saillants financiers^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)

	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2020	2019	2018	2017	2016
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	1 223 867	1 190 567	1 022 877	879 546	787 805
Charges	1 123 844	1 097 911	987 131	825 662	1 151 776
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	13 469	21 074	18 669	10 698	(5 404)
Résultat net	86 554	71 582	17 077	43 186	(358 567)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	86 490	70 530	13 024	38 103	(358 471)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	77 086	61 126	3 431	27 025	(370 463)
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	48 801	62 877	13 126	44 268	(349 110)
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	68 174	58 603	33 999	24 267	10 171
Non sectoriel et autres	(16 952)	(28 824)	(11 379)	(14 651)	(25 032)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discrétionnaires)	4 009	4 221	2 815	2 637	1 257
ASA – Canada	18 440	20 674	15 567	13 228	9 192
ASG – Royaume-Uni et Europe	39 879	44 195	44 877	24 526	22 791
ASG – Australie	2 400	854	830	862	731
Total	60 719	65 723	61 274	38 616	32 714
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	0,78	0,58	0,04	0,29	(4,09)
Résultat après dilution	0,65	0,48	0,03	0,27	(4,09)
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	6,00	7,47	7,49	5,70	8,58
Bas	3,29	5,54	4,08	3,53	3,50
Clôture	4,33	5,84	6,93	5,09	4,01
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	93 464	97 580	93 054	92 780	89 084
Émises et en circulation	107 812	115 617	113 523	113 511	103 812
Nombre d'actions après dilution	130 723	140 241	124 294	124 479	109 072
Nombre moyen de base	98 449	96 260	92 587	91 657	90 553
Nombre moyen après dilution	128 303	130 944	110 862	101 149	s. o.
Capitalisation boursière (en milliers)	566 031	819 007	861 357	633 598	437 379
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,20	0,20	0,15	0,10	0,10
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	4,6 %	3,4 %	2,2 %	2,0 %	2,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 du rapport de gestion.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Comptes de résultat et des résultats non distribués consolidés résumés^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2020	2019	2018	2017	2016
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	586 884	556 475	461 937	396 741	376 817
Financement de sociétés	236 962	294 241	282 195	196 129	132 029
Honoraires de consultation	206 507	142 228	122 372	130 749	160 180
Négociation à titre de contrepartiste	108 834	125 830	113 921	119 040	85 559
Intérêts	63 690	51 008	27 875	16 847	16 830
Divers	20 990	20 785	14 577	20 040	16 390
	1 223 867	1 190 567	1 022 877	879 546	787 805
Charges					
Charge de rémunération	738 313	716 625	625 853	540 696	510 857
Frais de négociation	83 964	83 577	68 209	65 211	56 998
Locaux et matériel	18 094	41 719	39 605	42 286	40 863
Communications et technologie	66 666	64 930	56 346	52 381	55 975
Intérêts	33 678	25 453	18 437	12 744	10 222
Frais d'administration	113 612	100 768	83 982	79 011	87 004
Amortissement	32 594	24 280	24 007	21 124	25 339
Frais de développement	12 053	15 513	7 664	12 209	26 129
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	22 866	—	—	—	—
Frais de restructuration	1 921	13 070	7 643	—	17 352
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	48 355	—	—
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	321 037
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	207	304	298	—	—
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	(124)	3 064	6 732	—	—
	1 123 844	1 097 911	987 131	825 662	1 151 776
Résultat avant impôt sur le résultat	100 023	92 656	35 746	53 884	(363 971)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	13 469	21 074	18 669	10 698	(5 404)
Résultat net de l'exercice	86 554	71 582	17 077	43 186	(358 567)
Participations ne donnant pas le contrôle	64	1 052	4 053	5 083	(96)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	86 490	70 530	13 024	38 103	(358 471)
Résultats non distribués au début de l'exercice	(237 770)	(277 472)	(267 559)	(294 586)	92 815
Dividendes sur actions ordinaires	(32 447)	(16 534)	(13 344)	—	(16 938)
Dividendes sur actions privilégiées	(9 404)	(9 402)	(9 593)	(11 076)	(11 992)
Quote-part de la perte sur extinction de débetures convertibles	—	(4 892)	—	—	—
Résultats non distribués à la fin de l'exercice	(193 131)	(237 770)	(277 742)	(267 559)	(294 586)
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	60,3 %	60,2 %	61,2 %	61,5 %	64,8 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	31,5 %	32,0 %	30,6 %	32,4 %	81,4 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	91,8 %	92,2 %	96,5 %	93,9 %	146,2 %
Marge bénéficiaire avant impôt	8,2 %	7,8 %	3,5 %	6,1 %	(46,2) %
Taux d'impôt effectif	13,5 %	22,7 %	52,2 %	19,9 %	1,5 %
Marge bénéficiaire nette	7,1 %	6,0 %	1,7 %	4,9 %	(45,5) %
Résultat par action de base	0,78	0,58	0,04	0,29	(4,09)
Résultat par action après dilution	0,65	0,48	0,03	0,27	(4,09)
Marché des capitaux Canaccord Genuity	689 469	704 326	637 556	598 391	532 270
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	511 435	461 811	370 265	267 111	246 567
Non sectoriel et autres	22 963	24 430	15 056	14 044	8 968
	1 223 867	1 190 567	1 022 877	879 546	787 805

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 du rapport de gestion.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.
- 4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2020	2019	2018	2017	2016
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	997 111	820 739	862 838	677 769	428 329
Titres détenus à la valeur de marché	931 467	690 499	469 217	784 230	564 746
Créances clients	3 275 841	2 656 664	2 215 837	3 395 736	2 041 150
Impôt sur le résultat à recevoir	5 603	2 502	1 170	1 085	12 537
Actifs d'impôt différé	39 487	22 117	19 941	15 323	11 221
Placements	10 105	6 224	2 035	2 829	5 578
Matériel et aménagements des locaux loués	24 860	25 792	30 967	31 479	37 049
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	565 587	524 757	418 731	295 065	323 936
Actifs au titre de droits d'utilisation	106 134	—	—	—	—
	5 956 195	4 749 294	4 020 736	5 203 516	3 424 546
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	—	9 639	—	25 280	14 910
Titres vendus à découvert	875 017	373 419	301 006	645 742	427 435
Dettes fournisseurs charges à payer et divers	3 680 186	3 141 977	2 647 382	3 681 676	2 203 858
Impôt sur le résultat à payer	11 721	5 415	7 851	10 093	4 242
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	7 042	9 294	9 679	—	—
Tranche à court terme des obligations locatives	23 417	—	—	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	57 859	—	—	—	—
Contrepartie différée	8 966	22 225	9 997	—	—
Contrepartie éventuelle	47 614	108 319	49 844	—	—
Billet payable	—	5 832	—	—	—
Obligations locatives	88 922	—	—	—	—
Autre passifs non courants	1 760	1 741	—	—	—
Emprunt bancaire	79 192	50 370	61 758	—	—
Passifs d'impôt différé	9 903	7 978	13 715	140	450
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	15 000
Déventures convertibles	128 322	127 225	57 081	56 442	—
Participations ne donnant pas le contrôle	156	1 997	13 571	11 858	8 722
Capitaux propres	928 618	876 363	841 352	764 785	749 929
	5 956 195	4 749 294	4 020 736	5 203 516	3 424 546

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2020	2019	2018	2017	2016
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	257	255	189	178	180
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	432	430	379	359	354
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres Total au Canada	339	308	288	279	288
	1 028	993	856	816	822
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	136	197	214	225	282
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	548	542	559	313	312
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	313	308	256	275	291
Nombre d'employés en Australie					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	83	58	57	58	55
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	200	10	11	11	10
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	0	4	3	2	23
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 308	2 112	1 956	1 700	1 795
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	146	155	142	141	139
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	435	420	374	367	392
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	210	190	188	118	118
Nombre de conseillers en Australie	119	6	7	8	7
ASG – Canada (discretionnaires) (en millions \$ CA)	4 009	4 221	2 815	2 637	1 257
ASA – Canada (en millions \$ CA)	18 440	20 674	15 567	13 228	9 192
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	39 879	44 195	44 877	24 526	22 791
ASG – Australie (en millions \$ CA)	2 400	854	830	862	731
Total (en millions \$ CA)	60 719	65 723	61 274	38 616	32 714

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Points saillants financiers trimestriels^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	319 648	308 014	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123
Charges	289 430	285 731	254 527	294 156	279 265	290 991	275 414	252 241
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 972	(557)	2 992	7 062	3 087	8 151	6 603	3 233
Résultat net	26 246	22 840	13 178	24 290	2 456	32 458	18 019	18 649
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	26 288	22 509	13 488	24 205	2 663	32 457	17 794	17 616
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	23 937	20 158	11 137	21 854	312	30 106	15 443	15 265
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity	12 765	13 553	4 706	17 777	(2 529)	31 096	24 214	10 096
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	23 652	12 351	13 412	18 759	13 099	14 813	16 385	14 306
Non sectoriel et autres	(6 199)	(3 621)	(1 948)	(5 184)	(5 027)	(5 300)	(15 977)	(2 520)
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discrétionnaires)	4 009	4 584	4 423	4 346	4 221	3 954	4 158	3 721
ASA – Canada	18 440	20 989	20 408	21 223	20 674	18 260	19 746	18 921
ASG – Royaume-Uni et Europe	39 879	48 110	44 183	45 574	44 195	41 153	45 230	46 434
ASG – Australie	2 400	3 691	858	774	854	771	834	845
Total	60 719	72 790	65 449	67 571	65 723	60 184	65 810	66 200
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	0,25	0,21	0,11	0,22	0,00	0,31	0,11	0,16
Résultat après dilution	0,21	0,17	0,10	0,18	0,00	0,25	0,09	0,14
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	5,75	5,63	5,89	6,00	6,65	7,11	7,47	7,44
Bas	3,29	4,63	4,90	4,98	5,65	5,54	6,83	5,76
Clôture	4,33	4,84	5,22	6,00	5,84	5,77	6,90	7,26
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	93 464	94 415	98 308	106 540	97 580	96 259	97 055	96 502
Émises et en circulation	107 812	107 292	108 492	115 748	115 617	114 857	115 707	113 548
Nombre d'actions après dilution	130 723	129 040	132 682	132 759	140 241	136 659	137 741	124 646
Nombre moyen de base	94 291	96 861	102 503	100 085	96 696	97 163	96 583	94 363
Nombre moyen après dilution	124 064	125 698	131 613	129 910	118 327	129 169	115 861	117 541
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,05	0,05	0,05	0,05	0,17	0,01	0,01	0,01

- Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 du rapport de gestion.
- Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).
- Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.
- À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Comptes de résultat consolidés résumés^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	165 576	147 191	132 325	141 792	137 578	143 115	139 402	136 380
Financement de sociétés	48 619	51 550	51 992	84 801	60 316	98 978	67 426	67 521
Honoraires de consultation	49 997	60 691	42 015	53 804	32 220	40 698	44 396	24 914
Négociation à titre de contrepartiste	35 352	27 149	21 260	25 073	35 197	30 776	28 949	30 908
Intérêts	15 222	16 622	16 661	15 185	13 733	12 703	15 326	9 246
Divers	4 882	4 811	6 444	4 853	5 764	5 330	4 537	5 154
	319 648	308 014	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123
Charges								
Charge de rémunération	198 976	186 649	157 780	194 908	175 262	195 939	179 091	166 333
Frais de négociation	22 925	19 836	21 083	20 120	18 040	24 575	22 462	18 500
Locaux et matériel	4 585	4 501	4 224	4 784	10 895	10 647	10 230	9 947
Communications et technologie	17 378	17 739	15 191	16 358	18 154	16 575	15 015	15 186
Intérêts	8 764	8 490	8 313	8 111	5 738	5 903	8 218	5 594
Frais d'administration	30 437	26 519	26 289	30 367	29 103	26 689	21 292	23 684
Amortissement	8 194	8 415	8 049	7 936	5 769	5 675	6 198	6 638
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	5 513	5 832	5 939	5 582	—	—	—	—
Frais de développement	(2 710)	6 560	2 994	5 209	2 940	4 661	4 053	3 859
Frais de restructuration	(427)	1 250	1 098	—	11 754	—	—	1 316
Frais connexes aux acquisitions	(4 238)	—	3 602	512	1 721	170	—	1 173
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	33	(60)	(35)	269	(111)	157	247	11
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	—	—	—	—	8 608	—
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	—	—	—	—
	289 430	285 731	254 527	294 156	279 265	290 991	275 414	252 241
Résultat avant impôt sur le résultat	30 218	22 283	16 170	31 352	5 543	40 609	24 622	21 882
Change (recouvrement) d'impôt	3 972	(557)	2 992	7 062	3 087	8 151	6 603	3 233
Résultat net de la période	26 246	22 840	13 178	24 290	2 456	32 458	18 019	18 649
Participations ne donnant pas le contrôle	(42)	331	(310)	85	(207)	1	225	1 033
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	26 288	22 509	13 488	24 205	2 663	32 457	17 794	17 616
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	62,2 %	60,6 %	58,3 %	59,9 %	61,5 %	59,1 %	59,7 %	60,7 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	28,3 %	32,2 %	35,7 %	30,5 %	36,5 %	28,7 %	32,1 %	31,3 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	90,5 %	92,8 %	94,0 %	90,4 %	98,1 %	87,8 %	91,8 %	92,0 %
Marge bénéficiaire avant impôt	9,5 %	7,2 %	6,0 %	9,6 %	1,9 %	12,2 %	8,2 %	8,0 %
Taux d'impôt effectif	13,1 %	(2,5) %	18,5 %	22,5 %	55,7 %	20,1 %	26,8 %	14,8 %
Marge bénéficiaire nette	8,2 %	7,4 %	4,9 %	7,5 %	0,9 %	9,8 %	6,0 %	6,8 %
Résultat de base par action	0,25	0,21	0,11	0,22	0,00	0,31	0,11	0,16
Résultat par action après dilution	0,21	0,17	0,10	0,18	0,00	0,25	0,09	0,14
Marché des capitaux Canaccord Genuity	176 579	174 174	148 693	190 023	160 047	209 373	178 734	156 172
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	137 938	128 384	115 372	129 741	117 130	115 979	116 126	112 576
Non sectoriel et autres	5 131	5 456	6 632	5 744	7 631	6 248	5 176	5 375
	319 648	308 014	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 du rapport de gestion.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	997 111	548 674	459 158	585 502	820 739	930 912	897 276	739 311
Titres détenus	931 467	923 455	758 130	1 416 525	690 499	709 037	654 784	625 799
Créances clients	3 275 841	2 246 922	2 688 154	2 636 928	2 656 664	1 888 600	2 209 995	2 388 761
Impôt sur le résultat à recevoir	5 603	12 793	14 877	7 473	2 502	9 789	5 697	5 362
Actifs d'impôt différé	39 487	23 266	16 043	17 838	22 117	20 831	20 802	18 200
Placements	10 105	8 225	8 249	8 170	6 224	6 184	2 278	2 191
Matériel et aménagements des locaux loués	24 860	24 555	23 754	24 685	25 792	25 941	26 014	28 467
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	565 587	560 164	539 118	551 288	524 757	406 789	403 285	413 745
Actifs au titre de droits d'utilisation	106 134	105 687	105 117	110 087	—	—	—	—
	5 956 195	4 453 741	4 612 600	5 358 496	4 749 294	3 998 083	4 220 131	4 221 836
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	—	—	4 379	—	9 639	5 903	40 635	14 526
Titres vendus à découvert	875 017	569 012	543 035	540 668	373 419	438 348	409 623	418 081
Dettes fournisseurs charges à payer et divers	3 680 186	2 560 810	2 758 400	3 490 204	3 141 977	2 426 381	2 691 837	2 742 571
Impôt sur le résultat à payer	11 721	7 360	3 753	5 492	5 415	6 527	4 344	3 739
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	7 042	6 843	6 510	3 324	9 294	9 238	8 982	9 233
Tranche à court terme des obligations locatives	23 417	23 055	20 893	22 326	—	—	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	57 859	23 426	29 301	29 729	—	—	—	—
Contrepartie différée	8 966	8 733	8 344	9 653	22 225	9 553	9 743	10 117
Contrepartie éventuelle	47 614	82 274	81 104	83 139	108 319	51 572	50 258	51 550
Billet payable	—	5 457	5 363	5 516	5 832	5 733	5 594	—
Obligation locative	88 922	90 825	92 759	97 675	—	—	—	—
Autres passifs non courants	1 760	1 725	1 628	1 662	1 741	—	—	—
Emprunt bancaire	79 192	76 844	76 200	81 070	50 370	54 596	53 003	59 009
Passifs d'impôt différé	9 903	8 260	7 723	11 063	7 978	14 264	11 848	13 435
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débentures convertibles	128 322	128 040	127 763	127 492	127 225	126 964	126 707	57 249
Participations ne donnant pas le contrôle	156	2 343	1 733	2 296	1 997	2 338	2 004	15 259
Capitaux propres	928 618	851 234	836 212	839 687	876 363	839 166	798 053	819 567
	5 956 195	4 453 741	4 612 600	5 358 496	4 749 294	3 998 083	4 220 131	4 221 836

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	257	260	256	258	255	248	248	244
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	432	425	430	427	430	425	413	412
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	339	337	328	315	308	303	294	291
Total au Canada	1 028	1 022	1 014	1 000	993	976	955	947
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	136	137	141	154	197	192	192	197
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	548	557	572	593	542	548	559	559
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	313	322	322	306	308	260	260	263
Nombre d'employés en Australie								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	83	77	58	60	58	58	56	57
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	200	201	15	15	10	10	10	11
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	—	—	—	—	4	4	4	4
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 308	2 316	2 122	2 128	2 112	2 048	2 036	2 038
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	146	147	151	153	155	150	150	148
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	435	429	426	421	420	416	410	407
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	210	214	215	218	190	188	193	190
Nombre de conseillers en Australie	119	115	11	11	6	6	6	7
ASG – Canada (discretionnaires) (en millions \$ CA)	4 009	4 584	4 423	4 346	4 221	3 954	4 158	3 721
ASA – Canada (en millions \$ CA)	18 440	20 989	20 408	21 223	20 674	18 260	19 746	18 921
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	39 879	48 110	44 183	45 574	44 195	41 153	45 230	46 434
ASG – Australie (en millions \$ CA)	2 400	3 691	858	774	854	771	834	845
Total (en millions \$ CA)	60 719	72 790	65 449	67 571	65 723	60 184	65 810	66 200

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

4) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément Nomad) durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Glossaire

Actifs sous administration (ASA) — Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de charge comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux liés aux acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, la perte liée à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution est sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Marché des capitaux Canaccord Genuity

Marché des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'égalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (IFRS) n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Options sur actions liées au rendement

Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement, ce qui comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Résultat par action (RPA)

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débetures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Taxe pour le régime national d'assurance (RNA)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débetures convertibles.

Unités d'actions liées au rendement

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction au début de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Valeur comptable par action ordinaire après dilution

La Société utilise comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux

acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil d'administration (conseil), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (mandat) renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gérance ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Terrence Lyons a été nommé par le conseil du Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent lui être envoyées par écrit par la poste à l'adresse 2039 West 35th Avenue, Vancouver (Colombie-Britannique) Canada V6M 1J1.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (CPC) de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2020, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2020.

Gouvernance

Le conseil compte actuellement huit membres, dont six sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions hors de la présence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Ces comités du conseil sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit assiste le conseil dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de quatre administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité d'audit sont M. Lyons (président), M. Bralver, M. Shah et M^{me} Jones.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec les auditeurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les auditeurs externes sont embauchés par le comité d'audit dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de quatre administrateurs non liés à la Société : M. Harris (président), M. Bralver, M. Lyons et M^{me} Tennant. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles N. Bralver (2010)

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Charles N. Bralver, IAS.A, 68 ans, est membre de la direction des services financiers et possède plus de 30 ans d'expérience dans les marchés des capitaux. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. M. Bralver a également agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver agit à titre d'administrateur de la Société et de AkinovA Ltd., place de marché électronique dans le secteur des risques en assurance, le conseil de leadership de r4 qui vise à développer une solution d'intelligence artificielle, et siège au conseil d'administration de la Fletcher School. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est un citoyen américain et est diplômé de la Fletcher School et du Dartmouth College.

Actuellement, M. Bralver n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Daniel Daviau (2015)

Dan Daviau, 55 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. Il occupait la fonction de président de l'entreprise nord-américaine des marchés des capitaux de Canaccord Genuity depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de l'entreprise axée sur les marchés des capitaux des États-Unis, contribuant à structurer ses activités de financement de sociétés, de recherche, de ventes et de négociation dans la région, ainsi qu'à améliorer les capacités transfrontalières. De 2010 à 2012, M. Daviau a été chef du financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion Canaccord/Genuity annoncée en 2010, il était directeur et fondateur de Genuity Marchés de Capitaux, où il a occupé différents postes importants depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été chef adjoint, Banque d'investissement, à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Alors qu'il travaillait pour Marchés mondiaux CIBC, il a également été chef du groupe médias et télécommunications à compter de 2000 et chef des services bancaires d'investissement, technologie au Canada à compter de 1997.

Ayant commencé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodman & Co., M. Daviau a acquis une expérience considérable en transactions financières et opérations de fusions et acquisitions de tous genres.

M. Daviau est établi à Toronto, au Canada. Il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall/Université York et d'un baccalauréat ès arts (mathématiques et statistiques) de l'Université de Western Ontario.

Actuellement, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Michael D. Harris, IAS. A (2004)

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Michael Harris, IAS.A, 75 ans, est président de son propre cabinet de services-conseils, Steane Consulting Ltd., et, à ce titre, il agit comme consultant auprès de diverses sociétés canadiennes, dont Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Avant de se

joindre à Fasken en septembre 2013, M. Harris était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell à Toronto.

M. Harris est né à Toronto en 1945 et a grandi à Callander et à North Bay, en Ontario. Avant d'être élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, il a été enseignant, commissaire et président d'école, et entrepreneur dans la région de Nipissing. Le 8 juin 1995, M. Harris est devenu le 22^e premier ministre de l'Ontario après une victoire écrasante. Il a été réélu en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire de suite en plus de 30 ans.

En plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes, M. Harris a été administrateur du Manning Centre for Building Democracy et président honoraire des campagnes de sollicitation de fonds pour le centre hospitalier du district de North Bay, l'Université Nipissing et le Canadore College. Il est également Senior Fellow de l'Institut Fraser et administrateur du New Haven Learning Centre. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes Chartwell, résidences pour retraités (président), Colliers International Group Inc. (CIGI) et Routel Inc. (président).

Merri Jones, IAS.A (2019)

Comité d'audit

Merri Jones, IAS.A, 69 ans, est administratrice de sociétés et conseillère. Elle cumule plus de 40 ans d'expérience dans le secteur des services financiers, parcours qui lui a permis de tabler sur ses compétences en ventes et en marketing, en finances, en stratégie et en ressources humaines. Elle a été la première femme à diriger une banque de l'Annexe II au Canada. Elle a été vice-présidente principale, Gestion privée, chez Fiera Capital de 2010 à 2015, présidente de GBC Asset Management de 2008 à 2009, présidente et chef de la direction de AGF Private Wealth Management de 2003 à 2007, présidente, chef de l'exploitation et administratrice de TAL Private Management de 1996 à 2003 et présidente et chef de la direction de CIBC Trust de 1995 à 1996. Avant d'entrer en fonction à la CIBC en 1995, M^{me} Jones a été présidente et chef de la direction de First Interstate Bancorp de 1986 à 1990 et a travaillé à la Chemical Bank et à la Banque Royale du Canada, où elle a amorcé sa carrière.

M^{me} Jones a fait ses études à l'Université de Western Ontario, à la Wharton School of Business et à l'Université de Toronto. Elle est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS. A de l'Institut des administrateurs.

M^{me} Jones est administratrice de la société ouverte Gestion des communications DATA Corp. Elle est également présidente du comité d'examen de placements du Groupe de Fonds Starlight.

David Kassie (2010)

David Kassie, 64 ans, est devenu président du conseil du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et, le 1^{er} octobre 2015, lorsque le nouveau président et chef de la direction est entré en fonction, il est devenu président-directeur du conseil.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs : il fait partie du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences après en avoir été le président, et il a déjà siégé aux conseils d'administration de la Richard Ivey School of Business, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (obtenu en 1977), ainsi qu'un MBA de l'Université de Western Ontario (obtenu en 1979).

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terrence A. Lyons, IAS. A (2004)

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Terrence Lyons, IAS.A, 70 ans, est un administrateur de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Holdings Inc. (président du conseil) et Martinrea International Inc. M. Lyons est associé directeur à la retraite de Brookfield Asset Management ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold Inc. (maintenant Alamos Gold Inc.). Il a également été président du conseil d'administration d'Eacom Timber Corporation, qui a été vendue à une société de capital investissement, président du conseil d'administration de Westmin Mining, vice-président du conseil d'administration de Battle Mountain Gold et président du conseil de Polaris Materials Corporation.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université de Western Ontario, obtenu en 1974. Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, gouverneur et membre du comité de direction du B.C. Business Council et administrateur de l'Institute of Corporate Directors (B.C.). En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International Inc., Mineral Mountain Resources Ltd. et Sprott Resource Holdings Inc.

Dipesh Shah (2012)

Comité d'audit

Dipesh Shah, officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), fellow de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.), 67 ans, est administrateur et président du comité de placement du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures et du Fonds Marguerite de l'UE. Il est fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School.

M. Shah était auparavant chef de la direction de la UK Atomic Energy Authority et de plusieurs grandes entreprises au sein de

BP Plc, où il a été membre de la direction pendant plus d'une décennie et, plus récemment, chef mondial des acquisitions et dessaisissements. M. Shah était notamment président du conseil de Notting Hill Genesis et de la Genesis Housing Administration, de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. Il a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JX Oil & Gas Plc de 2008 à 2015, administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016, et administrateur de The Crown Estate de 2011 à 2018, de Thames Water de 2007 jusqu'en août 2017 ainsi que de Cavendish Fluor Partnership de 2014 jusqu'en août 2017. De plus, il a été administrateur de plusieurs entreprises importantes, dont Babcock International Group Plc et Lloyd's of London, le marché d'assurance. Il a également été membre du Comité consultatif du gouvernement britannique sur l'énergie renouvelable de 1994 à 2002. Il assumait auparavant les fonctions d'économiste en chef de BP Oil UK.

Shah est né en Inde et a grandi en Ouganda. Il est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme en gestion de la Harvard Business School. Il a été nommé officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), dans le cadre des honneurs de 2007, et il est membre à vie de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.).

Actuellement, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Sally Tennant (2019)

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Sally Tennant, OBE, 64 ans, a été chef de la direction de trois banques : Kleinwort Benson (2011 – 2014), Schroders Private Banking (2002 – 2006) et Lombard Odier (UK) Ltd. (2007 – 2010) et présidente d'une quatrième, Duncan Lawrie Ltd. Elle possède une vaste expérience en gestion d'actifs et de patrimoine en tant qu'ancienne membre du principal conseil d'administration de Gartmore plc, société dont elle a mis sur pied la division institutionnelle mondiale. Elle compte un total de 20 ans en gestion d'actifs pour Gartmore, Morgan Grenfell et SG Warburg/Mercury Asset Management. Elle a participé au lancement d'un fonds de couverture, Beaumont Capital, et a acquis sa vaste expérience des relations avec les familles et les entreprises familiales multigénérationnelles de diverses façons, notamment en siégeant au conseil d'administration d'une très grande société de portefeuille familiale, Waypoint Capital; en travaillant pour une banque familiale multigénérationnelle, Lombard Odier; et en conseillant de nombreuses familles devenues très riches. Elle a siégé au fil des années comme présidente du conseil d'administration, administratrice indépendante et présidente de la rémunération auprès de sociétés non cotées et dans le secteur du capital d'investissement privé. M^{me} Tennant préside actuellement Style Analytics, société d'analyse de portefeuille, et siéger au conseil d'administration d'une marque de mode, Fiorucci.

M^{me} Tennant est née et a grandi en Suisse. Elle a acquis une expérience internationale dans les îles Anglo-Normandes, aux États-Unis, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe continentale et en Europe de l'Est. Elle est titulaire d'un diplôme en science politique de l'Université de Durham. Elle est fiduciaire de la Guy's & St. Thomas' Charity.

Actuellement, M^{me} Tennant n'est administratrice d'aucune société ouverte.

Bureaux

Marchés des capitaux

MARCHÉ DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Calgary

Centennial Place – East Tower
520 3rd Ave. SW, Suite 2400
Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800

Montréal

1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443

États-Unis

New York

535 Madison Avenue
New York, NY
USA 10022
Téléphone : 212.389.8000

Boston

99 High Street, Suite 1200
Boston, MA
USA 02110
Téléphone : 617.371.3900
Sans frais : 1.800.225.6201

San Francisco

44 Montgomery Street, Suite 1600
San Francisco, CA
USA 94104
Téléphone : 415.392.8844
Sans frais : 1.800.229.7171

Nashville

1033 Demonbreun Street, Suite 620
Nashville, TN
USA 37203
Téléphone : 615.490.8500

Minneapolis

45 South 7th Street, Suite 2640
Minneapolis, MN
USA 55402
Téléphone : 612.332.2208

Washington

1200 G Street, NW
Suite 725
Washington, DC 20036
USA
Téléphone : 301.657.4600

New York

60 Broad Street, 38th Floor
New York, NY
USA 10004
Téléphone : 212.842.6020

Royaume-Uni et Europe

Londres

88 Wood Street
Londres, Royaume-Uni
EC2V 7QR
Téléphone : 44.20.7523.8000

Dublin

38 Fitzwilliam Street Upper
Grand Canal Dock
Dublin 2
D02 KV05
Irlande
Téléphone : 353.1.635.0210

Paris

Washington Plaza
29 rue de Berri
75008 Paris
France
Téléphone : 33.1.56.69.66.66

Dubaï

Gate Village Building 4
Suite 402, DIFC
PO Box 507023
Dubai
Émirats arabes unis
Téléphone : 971.4.454.1215

Asie-Pacifique

Beijing

Unit 2401-33, Level 24, China World
Office 2, 1 Jianguomenwai Avenue,
Chaoyang District
Beijing 100004
Chine
Téléphone : 8610.5929 8650

Hong Kong

1505, 15/F, ICBC Tower,
Three Garden Road, Central,
Hong Kong
Téléphone : 852.3919.2500

Singapour

Level 42, Six Battery Road
Singapore 049909
Téléphone : 65.6232.2187

Melbourne

Level 15, 333 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australia
Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, WA, 6000, Australia
Téléphone : 61.8.9263.1111

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney NSW 2000, Australia
Téléphone : 61.2.9263.2700

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Canada

Colombie-Britannique

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Kelowna

Landmark 5, 320 – 1620 Dickson Avenue
Kelowna (Colombie-Britannique)
Canada V1Y 9Y2
Téléphone : 250.712.1100
Sans frais : 1.888.389.3331

Ontario

Toronto

Brookfield Place, Suite 3100
P.O. Box 516
161 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Waterloo

80 King Street South, Suite 101
Waterloo (Ontario)
Canada N2J 1P5
Téléphone : 519.886.1060
Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta

Calgary

Centennial Place – East Tower
520 3rd Avenue SW, Suite 2400
Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place
10180 – 101st Street, Suite 570
Edmonton (Alberta)
Canada T5J 3S4
Téléphone : 780.408.1500
Sans frais : 1.877.313.3035

Manitoba

Winnipeg

1010-201 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 3K6
Téléphone : 204.259.2850
Sans frais : 1.877.259.2888

Québec

Montréal

1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax

Purdy's Wharf Tower II
1969 Upper Water Street
Suite 2004
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Canada B3J 3R7
Téléphone : 902.442.3162
Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.684.5992

Royaume-Uni et Europe

Londres

41 Lothbury
Londres, Royaume-Uni
EC2R 7AE
Téléphone : 44.20.7523.4500

Jersey

37 The Esplanade
Saint-Héliier
Jersey JE4 0XQ
Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court,
Admiral Park,
St. Peter Port
Guernsey GY1 2JA
Téléphone : 44.1481.733900

Île de Man

55 Athol Street
Douglas
Île de Man IM1 1LA
Téléphone : 44.1624.690100

Blackpool

Talisman House
Boardmans Way
Blackpool FY4 5FY
Téléphone : 44.1253.621575

Lancaster

2 Waterview
Lancaster
LA1 4XS
Téléphone : 44.1524.541560

Norwich

13-15 St Georges Street
Norwich
Norfolk NR3 1AB
Téléphone : 44.1603.567120

Llandudno Junction

Anson House
1 Cae'r Llyn
Llandudno Junction
Conwy LL31 9LS
Téléphone : 44.1492.558359

Nottingham

The Point
Loughborough Road
West Bridgford,
Nottingham NG2 7QW
Téléphone : 44.1158.965840

Worcester

Slip House
Princes Drive
Worcester WR1 2AB
Téléphone : 44.1905.953600

York

23 High Petergate
York YO1 7HS
Téléphone : 44.1904.232780

Southampton

Ocean Village Innovation Centre
Ocean Way
Southampton SO14 3JZ
Téléphone : 44.2380.381670

Australie

Melbourne

Level 15, 333 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australia
Téléphone : 61.3.9242.4000

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney NSW 2000
Téléphone : 61.2.8238.6200

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, Western Australia, 6000
Téléphone : 61.8.9263.1111

East Perth

Level 1, 197 Adelaide Terrace
East Perth, Western Australia, 6004
Téléphone : 61.8.6141.1111

Albany

Level 2, Middleton Centre
184 Aberdeen Street
Albany, Western Australia, 6330
Téléphone : 61.8.9842.4700

Busselton

Suite 1
72 Duchess Street
Busselton, Western Australia, 6280
Téléphone : 61.8.9754.0700

Gold Coast

Suite 2, Ground Level
128 Bundall Road
Gold Coast, Queensland, 4217
Téléphone : 61.7.5631.2300

Adelaide

21/25 Grenfell Street
Adelaide, South Australia, 5000
Téléphone : 61.8.8407.5700

Sunshine Coast

PO Box 1062
Noosaville BC QLD 4566
Téléphone : 61.7.5409.6100

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Pinnacle Correspondent Services

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Information sur la négociation des actions ordinaires (exercice 2020)

Bourse	Téléscripteur	Actions en circulation après dilution au 31 mars 2020	Cours à la fin de l'exercice au 31 mars 2020	Haut	Bas	Total du volume des actions
Bourse de Toronto	CF	107 812 361	4,33 \$	6,00 \$	3,29 \$	60 377 447

Dates et montants concernant les dividendes sur actions privilégiées pour l'exercice 2020

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Dividendes sur actions privilégiées de série A	Dividendes sur actions privilégiées de série C	Total des dividendes sur actions privilégiées
30 juin 2019	13 septembre 2019	30 septembre 2019	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
30 septembre 2019	20 décembre 2019	31 décembre 2019	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
31 décembre 2019	20 mars 2020	31 mars 2020	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
31 mars 2020	19 juin 2020	30 juin 2020	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
			0,97124 \$	1,24824 \$	2,21948 \$

Dates et montants concernant les dividendes sur actions ordinaires pour l'exercice 2020

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires	Dividendes sur actions ordinaires
30 juin 2019	30 août 2019	10 septembre 2019	0,05 \$
30 septembre 2019	29 novembre 2019	10 décembre 2019	0,05 \$
31 décembre 2019	28 février 2020	10 mars 2020	0,05 \$
31 mars 2020	19 juin 2020	30 juin 2020	0,05 \$
			0,20 \$

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2021

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/21	5 août 2020	18 septembre 2020	30 septembre 2020	28 août 2020	10 septembre 2020
T2/21	4 novembre 2020	18 décembre 2020	31 décembre 2020	27 novembre 2020	10 décembre 2020
T3/21	3 février 2021	19 mars 2021	31 mars 2021	26 février 2021	10 mars 2021
T4/21	2 juin 2021	18 juin 2021	30 juin 2021	18 juin 2021	30 juin 2021

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc.]

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF, CF.PR.A, CF.PR.C, CF.DB.A

SITE WEB ET INFORMATION FINANCIÈRE

Les informations sur la gouvernance d'entreprise exigées par la Bourse de Toronto et l'information financière de l'exercice considéré sont disponibles sur notre site à l'adresse www.cgf.com/fr/relations-investisseurs/.

CLÔTURE DE L'EXERCICE

31 mars

DÉPÔTS RÉGLEMENTAIRES

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

PERSONNE-RESSOURCE POUR LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, LES ANALYSTES ET LES MÉDIAS

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications

Téléphone : 416.687.5507

Courriel : cmarinoff@cgf.com

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Relations avec les investisseurs

161 Bay Street, bureau 3000
Toronto (Ontario), Canada

Téléphone : 416.869.7293

Télécopieur : 416.947.8343

Courriel : investor.relations@cgf.com

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs Computershare Inc.

100 University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario), M5J 2Y1

Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253

International : 514.982.7555

Télécopieur : 1.866.249.7775

Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international :
416.263.9524

Courriel : service@computershare.com

Site Web : www.computershare.com/ca/fr

DÉSIGNATION DES DIVIDENDES ADMISSIBLES :

Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, bureau 2200
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

Adresse postale

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC V7Y 1H2 Canada

AUDITEUR INDÉPENDANT

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle de l'exercice 2020.

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE

Groupe Canaccord Genuity Inc. est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le jeudi 6 août 2020 à 10 h
(heure de l'Est)

Les actionnaires et les fondés de pouvoir dûment désignés peuvent participer à l'assemblée virtuelle en visitant le site <https://web.lumiagm.com/299326102>.

SERVICES DE RÉVISION ET DE CONCEPTION

The Works Design
Communications Ltd.

Adelaide
Albany
Beijing
Blackpool
Boston
Busselton
Calgary
Dubai

Dublin
Edmonton
Gold Coast
Guernsey
Halifax
Hong Kong
Île de Man
Jersey

Kelowna
Lancaster
Llandudno
Londres
Melbourne
Minneapolis
Montréal
Nashville

New York
Norwich
Nottingham
Paris
Perth
San Francisco
Singapour
Southampton

Sydney
Toronto
Vancouver
Waterloo
Winnipeg
Worcester
York